



ÉTATS-UNIS
LA FUSION DU RAP
ET DE LA POÉSIE

HAÏTI — DESCENTE AUX ENFERS
FRANCE — LES GRANDES
VILLES CONTRE AIRBNB



Courrier
international

N°1602 du 15 au 21 juillet 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5 €, Autriche 5,40 €, Canada
775 \$ CAN, DOM 5 €, Espagne 5,20 €,
Grande-Bretagne 4,60 €, Grèce
5,20 €, Italie 5,20 €, Japon 850 ¥,
Maroc 41 DH, Pays-Bas 5,20 €,
Portugal cont. 5,20 €, Suisse 6,70 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

L'APPEL DE LA VIE SAUVAGE

*Si nous voulons vraiment
réensauvager la planète,
il est urgent de repenser
notre rapport au vivant
et à la nature.*



M 03183 - 1602 - F: 4,50 €



Du haut débit pour tous.



**ADSL, Fibre, 4G, 5G, 4G Home, Satellite,
à chacun une solution pour profiter du haut débit.**

Chaque jour, notre réseau avance pour n'oublier personne.

Offres soumises à conditions, avec équipements compatibles. Pour chaque technologie, les couvertures et éligibilités varient en fonction de la localisation en France métropolitaine. Réseau 5G en cours de déploiement. Le satellite est une technologie proposée par Nordnet, filiale d'Orange. Plus d'informations sur reseaux.orange.fr

orange™



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Réensauvager la planète

p. 20

L'humanité fait face à un problème d'une dimension inédite : nous avons triomphé du monde naturel – qui nous inspirait autrefois une si profonde terreur – de manière magistrale. Et maintenant qu'il est en train de disparaître, nous voudrions qu'il reprenne sa place", écrit le site américain **Grist**. Mais de quelle place parle-t-on ? Et surtout de quel "monde naturel" ? Le dérèglement climatique, la sixième extinction d'espèces, la pandémie... nous poussent à repenser notre relation au vivant. À rêver d'une nature sauvage qui serait préservée de toute intervention humaine. Mais cela peut-il exister et cela a-t-il seulement existé ? C'est l'objet de ce dossier, que

nous avons préparé par étapes depuis quelques mois et qui a progressivement évolué. À la fin de l'année dernière, notre correspondant en Pologne nous signalait un article publié dans l'hebdomadaire **Tygodnik Powszechny**. Il y est question de nos contradictions dans nos rapports avec la vie sauvage. "Nous rêvons de quitter la ville pour élever nos enfants au plus près de la nature, mais, dans les faits, nous la repoussons de toutes nos forces", écrit l'auteur, citant les amateurs de jardinage, "qui veulent vivre entourés de verdure, mais dont les principales questions [sur les forums] portent sur la lutte contre les nuisibles", ou encore la peur de certains parents quand leurs enfants partent en classe verte : "Avant de les laisser jouer dans les champs, ils les aspergent de répulsifs, les équipent d'appareils à ultrasons, les habillent comme s'ils partaient à la guerre." Le monde sauvage, oui, mais à distance raisonnable tout de même. La pandémie a pourtant

révélé un immense besoin de nature chez chacun d'entre nous, et dans ce contexte, c'est cette quête-là, parfois pleine de contradictions, que nous pensions documenter à partir de l'article de **Tygodnik Powszechny**. Mais un article publié début juin par le webzine américain **Yale Environment 360** sur la rétrocession des parcs nationaux américains aux Amérindiens nous a fait réorienter ce dossier. Des États-Unis au Canada ou à l'Australie, le mouvement s'accélère depuis quelques années, au bénéfice de l'environnement. Et cette interaction de l'homme avec le monde sauvage est désormais au cœur de nombreuses recherches. Selon une étude récente, citée par le magazine **Science**, il y a douze mille ans, l'espèce humaine s'était déjà répandue sur les trois quarts de la Terre (aujourd'hui seuls 19 % de la planète seraient préservés de toute intervention de l'homme). Conclusion : "Comme certaines de ces zones habitées sont aujourd'hui des 'points chauds'

de biodiversité, la population humaine a probablement contribué à maintenir – voire à augmenter – la diversité des autres espèces pendant des millénaires. [...] Et les peuples indigènes jouent un rôle clé dans cette préservation." En fait, explique **Science**, c'est moins la présence de l'homme que la surexploitation des ressources, "l'agriculture intensive, l'urbanisation, la déforestation", à partir du XIX^e siècle, qui a changé la donne. Ces "résultats illustrent le caractère fallacieux du concept d'une nature 'pure', épargnée par la main de l'homme", commente un spécialiste du développement durable dans le magazine. Pour de nombreux écologistes et scientifiques aujourd'hui, il va nous falloir déconstruire notre idée de la nature et repenser la place de l'homme dans la préservation de la biodiversité. "Il faut partir sur la base d'une planète changée et opérer un mouvement réflexif. Il ne s'agit pas tant de contrôler la nature que de contrôler le contrôle

de la nature", écrit Elizabeth Kolbert, journaliste au *New Yorker*, citée par **Grist**. D'où l'importance du mouvement de restitution des terres aux peuples autochtones entamé il y a quelques années. Protection des bisons aux États-Unis, restauration de grandes zones humides en Australie, pratique de l'écobuage... Pour **Yale Environment 360**, c'est l'approche holistique des peuples autochtones qui rend leur gestion des terres plus efficace. Mais aussi leur rapport au monde naturel, "auquel il est évident que leurs vies sont intimement liées". À l'inverse des exemples cités dans l'article polonais, que nous avons toutefois traduit en contrepoint de tout le reste. Bonne lecture.

En couverture : Vie sauvage : Les rives du Rio Novo, réserve de l'Iriri, État du Pará, Brésil. Photo Aaron Vincent Elkaïm/The Alexia Foundation. USA: Photo Dolly Faibyshev/The New York Times. Haïti : Dessin de **Paolo Lombardi**, Italie (Cartoon Movement)



Sommaire

HAÏTI p. 6

Un pays en état de choc

Après l'assassinat du président Jovenel Moïse par un commando armé, la police a vite désigné des coupables et l'état de siège a été décrété. Mais qui croire dans ce pays profondément corrompu ?

FRANCE p. 12

Alerte face à la montée du survivalisme

De nombreux Français se préparent à l'effondrement de la société, et les groupes partisans de l'action violente se multiplient, raconte **ABC**.

ESPACE p. 30

Chine et Russie s'élancent vers l'infini et au-delà

Dans la course à l'espace, les deux puissances font désormais bloc pour rivaliser avec les États-Unis et leurs partenaires. Une analyse du **New York Times**.

360°

p. 38

MUSIQUE AUX ÉTATS-UNIS, LA FUSION DU RAP ET DE LA POÉSIE

Une jeune génération d'artistes porte cette symbiose vers de nouveaux sommets. Biberonnée au hip-hop, férue de réseaux sociaux, elle poursuit des idéaux littéraires et politiques communs.



GEORGE ETHEREDGE/THE NEW YORK TIMES

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

ABC Madrid, quotidien. **Azonnali** (azonnali.hu) Budapest, en ligne. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **Fenghuan Zhokan** Hong Kong, hebdomadaire. **Grist** (gristmagazine.com) Seattle, en ligne. **The Guardian** Londres, quotidien. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **El País América** (elpais.com/america/) Mexico, en ligne. **Palestine Forum** (palestineforum.net), en ligne. **Politico** Bruxelles, hebdomadaire. **Science** Washington hebdomadaire. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **T - The New York Times Style Magazine** New York, mensuel. **Le Temps** Lausanne, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **Tygodnik Powszechny** Cracovie, hebdomadaire. **Yale Environment 360** (e360.yale.edu) New Haven, en ligne.



SOMMAIRE

D'un continent à l'autre

- 6. Haïti.** Un pays en état de choc
8. Biélorussie. "Nous devons lutter sur le terrain de l'information"
10. Croatie. La vaccination stagne, le tourisme tremble
11. Italie. La guerre de l'expresso est déclarée
12. Vu d'Espagne. Alerte face à la montée du survivalisme
13. Villes. Toutes contre Airbnb
14. Éthiopie. Addis-Abeba, un passé qui s'efface
15. Afrique du Sud. La malédiction du pangolin
16. Cisjordanie. Les dérives de l'Autorité palestinienne
18. Chine. Ovocytes à vendre sur le marché noir

À la une

- 20.** Réensauvager la planète

Transversales

- 28. Économie.** La machine à broyer de Coupang, l'Amazon-coréen
30. Sciences. Chine et Russie s'élancent vers l'infini et au-delà 360°
38. Musique. Aux États-Unis, la fusion du rap et de la poésie
43. Culture. En verre et contre tous
44. Voyage. Sur la trace des chasseurs de baleines
46. Histoire. Comment peindre à la lumière des torches ?



SUR NOTRE SITE

À suivre. La France vue de l'étranger

La campagne de vaccination, l'affaire Mila, la légalisation de la PMA... Quel est le point de vue de la presse allemande, américaine, italienne sur l'actualité française ? Retrouvez les meilleurs reportages et les analyses les plus pertinentes sur notre site.

Diaporama. L'été oublié du photographe britannique Robert Darch

Par la magie de la photographie, le Britannique Robert Darch a recréé les plaisirs dont la maladie l'avait privé quand il était jeune adulte. La série *Vale* est une déclaration d'amour au Devon, sa patrie de cœur.

Rendez-vous. La personne à suivre

Chaque lundi, *Courrier international* vous invite à découvrir une influenceuse ou un influenceur. Cette semaine : Sebastian Hotz, alias El Hotzo. Ce jeune Allemand a utilisé son compte Twitter et son podcast comme journaux de bord durant sa psychothérapie. Et compte près d'un million de followers sur les réseaux sociaux.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- ☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

RCO21BO003

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](https://www.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juillet 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
 Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)
 Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Marguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Bérandère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezuqueli (Brésil), Martin Gauthier (Canada) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Anna Sylvestre-Tréner (chef de rubrique, 16 29), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie), MAGAZINE 360° Marie Bétoul (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcor (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérol, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dialla Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Commeneau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Julien Abirami, Juliette Allin, Giuseppe Ardri, Lionel Blot, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, François Burkard, Cécile Chemel, Antoine Cuny-Le Callet, Marie Daoudal, Maddalena De Vio, Marion Doutreligne, Isabelle Gabrion, Elorri Laborde, Pauline Le Troquier, Clara Limouzin, Joséphine Maunier, Valentine Morizot, Blandine Mosnat, Astrid Mouget, Micaela Neustadt, Éléonore Nicolas, Claire Olivès, Anne Romefort, Valentin Scholz, Nina Schreier, Manon Selli, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75007 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Boniclatz Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (françois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Marin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and December), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montreal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot < 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

De nouvelles puissances émergent, les alliances se redessinent,
le Moyen-Orient bascule une fois de plus.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

d'un continent à l'autre. amériques



Europe	8
France	12
Afrique	14
Moyen-Orient...	16
Asie	18

Haïti. Un pays en état de choc

Après l'assassinat du président Jovenel Moïse par un commando armé, le 7 juillet, la police a rapidement désigné des coupables et l'état de siège a été décrété. Mais qui croire dans un pays profondément corrompu, dont le président ne manquait pas d'ennemis ?



CARTOON MOVEMENT

→ Dessin d'Amorim, Brésil.

Les rues sont désertées... la circulation automobile est réduite... les chauffeurs de taxis-motos ne sont pas présents aux différents carrefours." C'est ainsi que l'agence de presse en ligne haïtienne **AlterPress** décrivait l'ambiance de Port-au-Prince au matin du 7 juillet. La population de la capitale - et de tout le pays en général - s'est réveillée sous le choc. Dans la nuit, le président

de la République, Jovenel Moïse, a été assassiné dans sa résidence privée de Pétion-Ville, une commune plutôt riche qui surplombe Port-au-Prince. Très contesté depuis de long mois, Jovenel Moïse, 53 ans, a été abattu, selon la version officielle diffusée depuis par le gouvernement en fonction, dans sa chambre, par un "commando" lourdement armé.

Mais qui a commis ce "régicide" - comme l'écrit le grand quotidien d'opposition **Le Nouvelliste** ? "L'énormité d'une fin tragique que l'on croyait appartenir à des périodes révolues ne laisse pas d'émouvoir, indépendamment des opinions politiques que l'on pouvait avoir sur la victime." D'habitude moins zélée quand il s'agit de maîtriser les gangs armés qui font régner la terreur dans des communes entières de la conurbation de Port-au-Prince, la police haïtienne a

très vite trouvé les coupables. Selon la version officielle, le commando aurait compté une trentaine d'assaillants : parmi eux, 21 suspects auraient été arrêtés (dont 18 Colombiens), trois assaillants auraient été tués lors d'échanges de tirs avec les policiers et cinq autres seraient encore dans la nature. Dimanche 11 juillet, la police a en

outre annoncé l'arrestation d'un des cerveaux présumés de l'assassinat, Christian Emmanuel Sanon, un médecin haïtien soupçonné d'avoir recruté les mercenaires pour prendre le pouvoir.

L'assassinat de Jovenel Moïse, président très contesté pour ses méthodes autoritaires, survient en pleine crise politique. Le 5 juillet, moins de quarante-huit heures avant son assassinat, le président avait annoncé le limogeage de son Premier ministre, Claude Joseph, qui devait être remplacé par Ariel Henry, un scientifique totalement indépendant du parti au pouvoir, le Parti haïtien Tèt Kale (PHTK). Après l'assassinat du président, Claude Joseph, le Premier ministre encore en fonction, a décrété l'état de siège, ce qui lui permet, entre autres choses, de rester à la tête du Conseil des ministres, désormais seule autorité suprême, faute de président. Ce que conteste évidemment "l'autre Premier ministre", Ariel Henry, dans les pages du **Nouvelliste** : "Claude Joseph n'est pas Premier ministre. Un gouvernement démissionnaire n'est pas un gouvernement de plein exercice." Conclusion ? "Un pays sans président mais aux deux Premiers ministres", comme le titrait, le 9 juillet, le site du **Devoir** de Montréal, où vit une importante communauté haïtienne.

— **Courrier international**



De nombreux suspects

Des grands chefs d'entreprise, des sénateurs, le régime chaviste du Venezuela... Parmi les ennemis du président, qui aurait bien pu commander son assassinat ?

— **El País América Mexico**

Si Haïti était un film et qu'un policier cherchait à établir la liste des personnes ayant un bon mobile pour tuer le président, il repartirait avec un calepin rempli de suspects. L'assassinat de Jovenel Moïse révèle l'état de décomposition social et politique dans lequel le pays caribéen se trouve depuis bien avant le tremblement de terre de 2010, qui avait fait plus de 200 000 morts. Cet assassinat plonge une fois de plus le pays dans le chaos et la vacance du pouvoir. Très impopulaire et qualifié d'autoritaire, Jovenel Moïse était sur la corde raide. Le président américain Joe Biden voyait d'un bon œil l'organisation annoncée d'élections en septembre, afin d'éviter une crise qui déstabiliserait le pays (et favoriserait les migrations vers les États-Unis).

Jovenel Moïse suscitait l'hostilité d'un groupe de riches familles, notamment celle de la famille Vorbe, à la tête du plus grand fournisseur d'électricité du pays, la Sogener (Société générale d'énergie), mais que le président avait écarté des contrats juteux de développement du réseau électrique, l'une des principales réalisations de son administration. Il les accusait d'ailleurs, ainsi que

d'autres familles qui contrôlent l'économie, de fomenter des tentatives de coup d'État et d'assassinat. Jovenel Moïse comptait également parmi ses ennemis les dizaines de sénateurs – et, par extension, toutes les entreprises que ces derniers contrôlent en parallèle –, qui allaient se retrouver au chômage si la réforme constitutionnelle – censée être votée également en septembre et qui devait mettre fin à l'Assemblée et au Sénat en les remplaçant par une institution unicamérale – était adoptée. Au sein de son parti, le PHTK, le Parti haïtien Tèt Kale, la nomination, le 5 juillet, d'un Premier ministre proche de lui [mais non membre du PHTK] avait créé une malaise, et il s'était fait de nouveaux ennemis parmi ceux qui avaient été écartés du pouvoir.

Élément déclencheur. Le président d'Haïti avait un autre ennemi à l'étranger : le Venezuela. La seule chose dont les présidents haïtiens sont toujours sûrs, c'est que leur mandat dure tant qu'il est validé par les États-Unis. Depuis quatre ans, Jovenel Moïse vivait une idylle avec Donald Trump en raison, notamment, de son activisme contre le Venezuela et de sa décision de couper les liens commerciaux avec le régime bolivarien. Le pouvoir chaviste avait réagi en divulguant des documents sur l'implication de Moïse dans un scandale de corruption autour de PetroCaribe – "l'alliance pétrolière" entre le Venezuela et certains pays de la zone caraïbe. Un des éléments déclencheurs de l'instabilité dans laquelle le pays est plongé depuis ces dernières années. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les autorités haïtiennes ont laissé entendre dans le communiqué annonçant la mort du président que les assassins parlaient espagnol [il s'est avéré depuis que la plupart des suspects arrêtés étaient Colombiens].

Dans le même temps, Jimmy "Barbecue" Cherizier, un ancien policier à la tête de l'un des gangs les plus puissants de Port-au-Prince, enrichi par le boom de l'industrie du kidnapping et du trafic d'armes et de drogue, est récemment apparu sur les réseaux sociaux, pour appeler à prendre le pouvoir et à lancer une "révolte des pauvres".

—**Jacobo García**
Publié le 7 juillet

Plus de deux siècles de corruption

Depuis son indépendance en 1804, la "première république noire du monde" n'a cessé de passer de satrapes en dictateurs, pour son malheur politique et économique, analyse ce commentateur du *Times*.



CARTOON MOVEMENT

—**The Times** Londres

On a peine à croire que ce petit pays des Caraïbes ait connu une naissance glorieuse il y a 217 ans, lorsque ses esclaves se sont soulevés contre leurs maîtres coloniaux français, notamment les riches planteurs, et ont vaincu l'une des plus puissantes armées de l'époque, celle de Napoléon Bonaparte, fondant ainsi la première république noire du monde, le 1^{er} janvier 1804. Cette victoire portait en germe les souffrances actuelles. Thomas Jefferson, le président des États-Unis de l'époque, refuse alors de reconnaître la nouvelle république, de peur que son soulèvement n'incite les esclaves des États du Sud à suivre ce mauvais exemple. La France, elle, a exigé des réparations exorbitantes pour la perte d'une colonie très fertile qui fournissait la moitié du sucre et du café de l'Europe, et elle continuera à recevoir ces "réparations" jusqu'en 1947.

Économiquement entravée d'entrée de jeu, Haïti a été gouvernée depuis lors par des despotes, des dictateurs, des "présidents à vie", presque tous issus d'une petite élite et n'ayant qu'une idée en tête : s'enrichir tandis que leur pays se délitait autour d'eux. Les plus tristement célèbres auront

été François et Jean-Claude Duvalier, surnommés Papa Doc et Bébé Doc, dont les règnes de terreur successifs ont duré de 1957 à 1986. Ils faisaient régner la terreur en employant des escadrons de la mort, les fameux Tontons Macoutes, et en exploitant habilement les superstitions autour du vaudou. Papa Doc a gagné son procès contre Graham Greene

pour sa description cauchemardesque de l'Haïti duvalériste dans son roman *Les Comédiens* [1966], mais le plaignant n'a touché qu'un franc symbolique.

En 1990, Jean-Bertrand Aristide, un prêtre défrôqué au tempérament de feu qui était loin d'être un saint, est porté au pouvoir par les très nombreux pauvres de l'île. Mais ce premier véritable champion des masses sera renversé au bout de huit mois par un coup d'État militaire. Rétabli à la présidence par les États-Unis, il en est chassé une nouvelle fois en 2004. Six ans plus tard, Haïti est frappé par un tremblement de terre qui cause plus de 200 000 morts – l'une des catastrophes naturelles les plus terribles qu'on ait jamais vues. Des centaines de milliers de sinistrés se retrouvent sans abri. L'Occident s'engage à donner 16 milliards de dollars d'aide et promet une "vraie reconstruction". Le président Obama déclare à la population : "Nous ne vous abandonnerons pas. Nous ne vous oublierons pas. En ces moments de détresse que vous traversez, l'Amérique sera à vos côtés." Mais l'aide ne s'est guère concrétisée.

Une bonne partie des fonds promis ne sont jamais arrivés sur l'île, ont fait l'objet d'une double comptabilité ou ont été dépensés dans leur pays d'origine. Les distributions de nourriture n'ont fait que saper l'activité des agriculteurs et des marchands locaux. Les projets de construction de nouveaux

logements ont été entravés par la quasi-impossibilité de déterminer à qui appartenait tel ou tel terrain dans un pays ne disposant pas d'un cadastre digne de ce nom. Ce que la communauté internationale a effectivement "donné" à Haïti, c'est une épidémie de choléra, importée par des casques bleus népalais, qui a fait 9 000 morts dans les mois qui ont suivi le tremblement de terre.

Haïti, autrefois le joyau de la couronne parmi les colonies françaises, est aujourd'hui le pays le plus pauvre du continent américain. Un État grotesquement mal gouverné, ravagé par la violence des gangs et un Covid-19 incontrôlé. Une île dépouillée, déboisée, presque totalement oubliée par une communauté internationale qui a d'autres préoccupations.

Le 7 juillet, que ce soit dans les bidonvilles de Carrefour et de Cité Soleil, ou dans l'enclave aisée de Pétion-Ville, sur les hauteurs de Port-au-Prince, peu d'Haïtiens pleuraient la mort de Jovenel Moïse. Ce n'était à leurs yeux qu'un politicien de plus sur la longue liste de ces corruptus qui refusent de céder le pouvoir. Une chose est sûre, deux siècles d'amère expérience ont enseigné aux Haïtiens qu'aucun des successeurs potentiels de Moïse ne vaudra mieux que lui. "Il n'y en a pas un pour rattraper l'autre, m'a dit un vieil ami haïtien. Ils sont tous corruptus."

—**Martin Fletcher**
Publié le 7 juillet

↑ Dessin de
Paolo Lombardi,
Italie.

CONNECT WITH A SOLID AND SUSTAINABLE FUTURE

- US and EUR accreditations
- Bachelor, Masters and MBA
- In-person, hybrid or full-online
- Int'l Relations & Diplomacy, Int'l Business, Int'l Marketing, Digital Business, Computer Science
- Four international campuses with easy transfer options
- Start your studies any month of the year
- Student community comprised of 130 nationalities

BE INTERNATIONAL IN PARIS!

schiller.edu

SCHILLER
INTERNATIONAL UNIVERSITY
Tampa • Madrid • Paris • Heidelberg





europe

Biélorussie. “Nous devons lutter sur le terrain de l’information”

Cofondateur, avec Roman Protassevitch, de Nexta, média participatif d'opposition très connu en Biélorussie, le journaliste Stepan Poutilo, exilé en Pologne, parle des menaces qui pèsent sur lui et de l'avenir de la contestation.



—Tygodnik Powszechny
Cracovie

TYGODNIK POWSZECHNY Imaginais-tu le pouvoir biélorusse capable d'envoyer un avion de chasse pour détourner sur Minsk l'avion qui transportait vers la Lituanie ton collègue Roman Protassevitch [cofondateur de Nexta avec Stepan Poutilo et arrêté le 23 mai] ?

STEPAN POUTILO Non. Avec Roman, non seulement nous ne pensions pas qu'une telle chose serait possible, mais nous n'avions pas discuté d'un plan au cas où nous serions arrêtés. Cela a été un choc pour moi, je ne m'y attendais pas, même si une fois, avec d'autres collègues, nous nous sommes dit qu'il vaudrait mieux éviter de survoler la Biélorussie, car cela pourrait être dangereux.

Roman constituait-il pour Alexandre Loukachenko une menace telle que cela valait la peine de recourir à de telles méthodes ?

Avant même l'apparition de Svetlana Tikhanovskaïa [leader de l'opposition biélorusse en exil], Roman et moi étions considérés par le régime comme des terroristes. C'est parce que le pouvoir a peur de ces groupes de discussion qui ont mobilisé la population à partir d'août 2020 et aidé à coordonner les manifestations. À ce moment-là, Internet ne fonctionnait plus en Biélorussie, mais Telegram [la plateforme qui distribue Nexta] et nos groupes demeuraient accessibles. Le régime ne nous pardonnera jamais cela. Il se venge. Roman était aussi l'un des principaux visages de cette révolution. Pour le pouvoir,

Portrait



STEPAN POUTILO

est né à Minsk en 1998. Journaliste et blogueur, il a créé la chaîne Telegram Nexta, actrice centrale du mouvement de contestation biélorusse depuis 2020. Il vit actuellement en Pologne.

l'arrêter était une question d'honneur. De cette façon, il montre qu'il peut tout se permettre pour faire peur aux autres.

Pourquoi les Biélorusses utilisent tant l'application Telegram et pourquoi a-t-elle été aussi efficace pendant les manifestations ?

Précisément parce qu'elle est impossible à bloquer. Quand Internet a été coupé dans le pays, Telegram a pu continuer de fonctionner grâce à des serveurs proxy. Il était alors difficile d'envoyer des photos, mais les messages texte pouvaient circuler. De cette façon, nous avons pu répondre aux gens qui nous demandaient des informations sur les lieux de rendez-vous des manifestations. Cela les a mobilisés.

Telegram était-il déjà populaire en Biélorussie avant les manifestations ?

Il a commencé à se répandre au moment où la Russie a tenté de le bloquer (sans succès, en 2018). Cela avait fait beaucoup de bruit. Les Biélorusses ont vu que Telegram ne pouvait pas être neutralisé et beaucoup ont alors été convaincus que cette application était anonyme, très sûre et qu'ils pouvaient lui faire confiance.

En plus de sa rédaction à Varsovie, Nexta compte de nombreux participants actifs en Biélorussie. Ce sont eux qui vous envoient des informations, des photos et des films de divers événements, que vous vérifiez ensuite avant de les diffuser ?

Environ 90 % de notre contenu provient de personnes qui se trouvent sur le territoire biélorusse. C'est aussi la raison pour laquelle nos groupes sont considérés comme terroristes ; par conséquent, les personnes qui nous écrivent peuvent également être poursuivies pour association avec le terrorisme.

Tu as déclaré dans un entretien qu'au moment des manifestations, votre rédaction recevait jusqu'à 200 messages par minute. Qui sont les gens qui vous écrivent ?

Ils sont très divers, vivent un peu partout dans le pays et veulent

✓ Alexandre Loukachenko. Dessin d'Emanuele Del Rosso, Italie.

Photo Stepan Poutilo : Nexta

des changements. Certains travaillent d'ailleurs pour le régime et veulent nous aider, par exemple en envoyant des preuves concernant des faits importants. Aujourd'hui, les Biélorusses ne descendent plus dans la rue parce que les tribunaux prononcent des peines de plus en plus sévères contre le seul fait de manifester. Néanmoins, ils continuent à envoyer des informations pour démonter le régime pierre par pierre, chacun dans son domaine : médecins, ouvriers, sportifs...



INTERVIEW

Il s'agit de préserver l'espoir et de montrer aux gens qu'ils ne sont pas seuls, n'est-ce pas ?

Nous avons monté une action dont le mot d'ordre était “nous sommes les 97 %” [en référence aux conditions frauduleuses de l'élection présidentielle d'août 2020]. Le pouvoir a eu peur et, en réponse, il a organisé des rassemblements de soutien, mais ceux-ci sonnaient faux, ils étaient surjoués.

Ne crains-tu pas qu'avec le téléphone et l'ordinateur de Roman le KGB biélorusse déchiffre le fonctionnement de Nexta ?

Le régime croit vraiment que nous sommes aux ordres de l'Occident, de la Pologne et des États-Unis et que nous sommes payés pour soulever la révolution. Cela n'est pas le cas et nous n'accepterons jamais de tels financements car cela ferait mauvaise impression aux yeux des Biélorusses. Pendant plus de huit mois, nous avons fonctionné pratiquement sans aucun soutien en dehors de deux ordinateurs fournis par la Maison de la Biélorussie [une fondation basée depuis 2010 à Varsovie, après les répressions de manifestants qui contestaient alors la quatrième réélection du président Loukachenko]. Loukachenko a grandi dans l'ancien système soviétique, c'est pourquoi il pense qu'il y a toujours un ennemi extérieur, que rien ne se produit spontanément. Pour lui, même le coronavirus est quelque chose d'intentionnel. Maintenant, le régime veut que Roman lui dise qui nous sponsorise et tire les ficelles [quelques jours après l'entretien, la télévision d'État biélorusse a diffusé les aveux contraints de Roman Protassevitch, dans

lesquels il affirme que, grâce à l'argent de la Lituanie et de la Pologne, les opposants en exil mènent un train de vie somptueux]. La vérité ne les intéresse pas.

Ne redoutes-tu pas que le régime essaie de détruire la confiance de la population à votre égard ? Ce pouvoir ne recule devant rien et poursuivra la répression de la façon la plus drastique. Il sait qu'il n'a plus aucune chance. Cette politique de la terre brûlée est terrible, parce que Loukachenko peut faire ce qu'il veut. Nous recevons de nombreuses menaces et avons peur pour notre vie.

Tu es très sollicité par les médias et tu dois suivre certaines procédures de sécurité. As-tu du temps pour une vie personnelle ? Malheureusement, pas beaucoup, mais je comprends que ce que nous faisons est important. J'espère que, dans quelques années, je pourrai me reposer. Pour le moment, nous devons continuer la lutte. Si chacun se disait maintenant que le régime avait gagné, ce serait terminé.

Cela signifie qu'en dépit de l'arrêt des manifestations, Nexta garde un rôle ? Nous devons nous battre sur différents terrains, et principalement sur celui de l'information. Nous voulons montrer la vérité et répondre à la propagande, aux accusations sans fondement. La lutte est aussi économique : beaucoup de gens n'achètent pas les

produits d'entreprises liées au régime. Aujourd'hui, la population a peur d'affronter ouvertement le pouvoir, car les citoyens peuvent se faire tirer dessus ou être mis en prison s'ils affichent leurs opinions.

Tu habites en Pologne depuis 2018. Y ressens-tu plutôt de la solidarité ou de l'indifférence ? Ce serait bien si je pouvais enfin obtenir l'asile. Ma demande est en attente depuis un an et demi. Néanmoins, l'État polonais nous soutient et veut assurer notre sécurité. Depuis l'arrestation de Roman, je reçois des menaces dont les auteurs me disent qu'ils ne vont plus se fatiguer à me ramener à Minsk, mais me tuer sur place, ici, à Varsovie. Ils ne me pardonneront pas tout cela, donc je dois faire attention.

— **Paweł Pieniążek**
Publié le 31 mai

SOURCE



TYGODNIK POWSZECHNY
Cracovie
Hebdomadaire, 43 000 ex.
tygodnikpowszechny.pl
Suspendu après la mort de Staline pour ne pas avoir publié sa nécrologie, réactivé au moment du "dégel", en 1956, l'"Hebdomadaire universel" est depuis sa fondation, en 1945, l'un des trois principaux porte-voix du catholicisme ouvert polonais.

Terrible verdict

●●● "Un criminel particulièrement dangereux", a titré ironiquement le site indépendant biélorusse **Biélorousski Partizan**. Après un an de détention préventive, Viktor Babariko, 57 ans, grand banquier et mécène biélorusse qui avait tenté de se présenter à la présidentielle en 2020, a été reconnu coupable le 6 juin de corruption active aggravée et condamné à quatorze années de colonie pénitentiaire à régime sévère, ainsi qu'à verser la somme de 46 millions de roubles biélorusses (soit plus de 15 millions d'euros). Un verdict qui a soulevé une grande émotion. L'opposant a nié toute culpabilité et qualifié le jugement de "politique". En juin 2020, les sondages sur Internet le donnaient gagnant avec plus de 50 % des voix. Mais il a été arrêté le 18 juin, avant de voir sa candidature rejetée par la Commission électorale. Sollicité par Alexandre Loukachenko, qui lui a rendu visite en prison en octobre 2020, Babariko a refusé de passer tout accord avec le pouvoir, "et le pouvoir lui montre aujourd'hui ce qu'il en coûte", commente le quotidien russe **Kommersant**. Désormais leader de

l'opposition en exil et considérée comme la représentante du pouvoir biélorusse par les pays occidentaux, Svetlana Tikhonovskaïa a déclaré : "Pour Viktor et pour des milliers d'innocents en prison, ce qui compte, c'est que l'espoir demeure en nos cœurs. Mais nous, croyons-nous en nous-mêmes ? Viktor est en prison depuis un an. Et de nous seuls dépend que cette année ne se transforme pas en quatorze années." L'UE a réclamé sa "libération immédiate et sans condition", ainsi que celle de tous les prisonniers politiques et journalistes en détention. Elle menace de recourir à de nouvelles sanctions contre Minsk.

La révolution est-elle finie ?

●●● "Dans les rues de Minsk, il ne reste rien de la révolution, confie Anton [tous les prénoms ont été changés] à une journaliste du quotidien libéral polonais **Gazeta Wyborcza**. J'ai le sentiment que tout le pays est revenu à la situation d'avant août 2020. Les gens paient leurs impôts et vont travailler car ils ont peur et savent que la prison est

terrible, qu'on y torture, viole, frappe." Anton avait été arrêté en août 2020 pour avoir manifesté. "Il a fallu cela pour que ma grand-mère change d'avis sur Loukachenko. Auparavant, elle disait que c'était le garant de la stabilité, que lui seul pouvait éviter que la Russie ne nous absorbe car il sait traiter avec Poutine, que l'opposition était financée par l'Occident, poursuit Anton. Pour autant, aujourd'hui, avec les gens que je croise, je ne sens plus l'unité d'alors, la solidarité s'est évaporée. De nouveau, personne ne fait confiance à personne". Vladimir, lui, explique avoir servi cinq ans dans la milice avant de démissionner : il ne supportait plus de voir les aveux des militants falsifiés. "La majorité des agents qui n'occupent pas de postes élevés et ne tirent pas de grands avantages du système ont aussi peur que le reste de la société. Leurs supérieurs vérifient leurs téléphones, leurs e-mails. Toutefois, même si beaucoup ne soutiennent pas Loukachenko, ils craignent d'être condamnés par la justice après un changement de régime." Ils attendent donc que Loukachenko parte de lui-même. "Il n'est pas éternel et a aussi son horloge biologique", précise Vladimir.



Le 6/9 du week-end

RETROUVEZ
TOUS LES SAMEDIS À 8H49
L'ACTU DE LA SEMAINE
AVEC UN JOURNALISTE DE
Courrier international

JUILLET AMÉLIE PERRIER
AOÛT LÆTITIA GAYET



CROATIE

La vaccination stagne, le tourisme tremble

Très appréciée des vacanciers, la région de Dalmatie compte parmi les moins vaccinées d'Europe. Et les autorités craignent que la saison ne doive s'arrêter dès la mi-août, comme en 2020.



—Jutarnji List Zagreb

En nous voyant, les gens décampent. Ils semblent nous prendre pour des inspecteurs. Ou pis encore, des épidémiologistes. L'un photographie, tandis que l'autre prend des notes. Ils s'imaginent que nous procédons à un recensement. Pour la vaccination. Comme pour le peloton d'exécution. *"Je ne me ferai pas vacciner, c'est mon choix. Je ne vois aucune raison de me faire vacciner"*, nous dit Daniela en riant.

Nous l'avons rencontrée sur la plage. À Duce. Elle y vend des billets pour le parc aquatique et surveille les enfants. Daniela travaille en maillot de bain, alors que la sueur nous coule le long du dos. Nous ne sommes pas à l'aise. Il fait très chaud.

Une fournaise. *"Ne vous imaginez pas que je mets en doute l'existence du coronavirus, j'y crois, seulement je ne crois pas au vaccin"*, tient à clarifier Daniela. Elle est convaincue que les gens se font vacciner pour de mauvaises raisons, par exemple pour pouvoir voyager ou faire la fête.

"Toutes ces histoires de Pfizer, Moderna et AstraZeneca n'ont aucun sens pour moi, ce sont des foutaises. Je me suis informée, c'est bien pour ça qu'être vaccinée ne m'intéresse pas", poursuit Daniela. Son mari était

récemment au Danemark, à Copenhague (oui, pour un match de l'Euro 2021), et personne, dit-elle, n'a vérifié ni demandé quoi que ce soit. Encore moins s'il avait eu le Covid-19 ou s'il était vacciné. *"Il est clair que les règles ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Pas la peine de s'étonner alors que je trouve tout ça ridicule"*, conclut Daniela en prenant dans les mains un polar de Tess Gerritsen — *La Dernière à mourir*.

Daniela siège au conseil municipal de Dugi Rat, tout comme Tomislav Vojnovic, membre du HSP (extrême droite). Nous l'avons rencontré en maillot de bain, lui aussi. Il ne travaillait pas. *"Je pars faire un tour en mer"*, s'égosille-t-il depuis son petit bateau à moteur hors-bord à quatre chevaux. Tomislav vit du tourisme. Mais lui non plus ne

croit pas au vaccin. *"Je suis sceptique"*, avoue-t-il en coupant le moteur pour qu'on l'entende mieux. Il a eu le Covid en décembre, sans aucune conséquence. Sceptique il était, sceptique il demeure.

"Les touristes ne me posent pas de questions sur le vaccin, et je ne leur demande rien, ainsi tout le monde est content, c'est aussi simple que ça", dit-il. Seulement, les nouvelles mesures envisagées l'embarrassent quelque peu. S'il devait être empêché de festoyer après minuit, il lui faudra se faire

vacciner. *"Rentrer à la maison à minuit, c'est hors de question !"* tranche Tomislav.

Les données épidémiologiques de la Croatie et des zones touristiques du pourtour méditerranéen ne sont vraiment pas encourageantes. Au 30 juin 2021, seulement 26,4 % de la population adulte était vaccinée avec les deux doses. En Italie 31 %, au Portugal 33,8 %, à Chypre 39 %, en Grèce 36,4 %, légèrement plus en Espagne (37,5 %), alors qu'à Malte le taux est de 73,8 % !

Mis à part la corruption, Malte vit pour l'essentiel du tourisme, tout comme la Croatie. Pour ce qui est de la population, cette île a la taille du comté de Split-Dalmatie, où le taux de vaccination plafonne à 28,9 %. En fait, la réalité est bien plus alarmante, car ces statistiques

Dans les stations balnéaires d'Omis, Duce et Dugi Rat, moins de 30 % de la population est vaccinée, avec une seule dose.

comptent les personnes vaccinées avec une dose, alors que dans les faits moins de 20 % de la population a reçu la deuxième dose. Bref, ce comté figure parmi les régions les moins vaccinées de l'Union européenne. À des années-lumière de Malte.

La docteure Zeljka Karin, directrice de l'Institut d'enseignement de la santé publique de Split, est consternée par le faible intérêt pour la vaccination dans cette région. Surtout chez les jeunes et les personnes d'âge moyen. *"C'est difficile à comprendre. Sur la côte Adriatique, tout dépend du tourisme, s'il n'y a pas de touristes, le niveau de vie baisse drastiquement. En dépit des évidences, nous faisons tout pour compromettre la saison, qui risque de se terminer à la mi-août, comme l'année dernière"*, explique-t-elle.

Dino Kozlevac, chef de la protection civile de la région d'Istrie, autre zone touristique, n'est guère plus optimiste. Pourtant, l'Istrie bat le record du nombre de personnes vaccinées en Croatie. *"Nous sommes les meilleurs, mais nous sommes mauvais"*, constate-t-il. Début juillet, 48 % de la population adulte était vaccinée en Istrie, presque deux fois plus que la moyenne croate. Mais pour notre interlocuteur, cela reste insuffisant. *"Nous avons pris un bon départ, mais désormais nous stagnons. C'est l'été, il n'y a pas d'infections, les touristes sont de retour et les gens se relâchent, c'est plutôt un signal d'alarme"*, estime Kozlevac.

"Actuellement, 43 % des personnes sont infectées par le variant Delta, qui se propage beaucoup plus rapidement que toutes les autres souches. Si nous n'augmentons pas rapidement la couverture vaccinale, ce variant explosera, et la saison s'achèvera au milieu de l'été, comme l'année dernière !" met

en garde ce haut fonctionnaire d'Istrie, la région à la fois la plus exposée au coronavirus et la plus efficace dans la lutte contre sa propagation.

En matière de vaccination, les stations balnéaires d'Omis, Duce et Dugi Rat, situées dans le comté de Split-Dalmatie, sont les moins bien loties. Moins de 30 % de la population est vaccinée, avec une seule dose. *"Pour la suite de la saison, les réservations sont encourageantes, surtout la location chez l'habitant. Pourtant, les loueurs de ce type de logement sont les plus nombreux à se méfier de la vaccination"*, constate, sidérée, Petra Rajjevic, directrice du syndicat d'initiative d'Omis.

Karlo Skarica n'est pas de ceux-là. Il s'est fait vacciner il y a longtemps, avec toute sa famille. *"Nous avons été contactés par l'office du tourisme pour nous faire vacciner, et nous l'avons fait sans chicaner"*, explique Karlo. Il est contrarié d'entendre qu'il vit dans un endroit qui compte un nombre record d'antivax. *"Je ne dirais pas que tous les habitants de Duce sont antivaccins. Il se peut que les gens soient juste dubitatifs et attendent que les autres soient vaccinés pour atteindre l'immunité collective"*, rationalise Karlo. *"À vrai dire, on en a marre du Covid, on en a plein le cul, pardonnez-moi l'expression"*, conclut Karlo pour illustrer la situation.

Une employée d'une agence de tourisme nous le confirme. Aucun touriste ne s'est inquiété de savoir si les hôtes étaient vaccinés ou pas. Sur un banc, enlacés, Marijana et Ladislav Buricek, de République tchèque. Ils viennent en Croatie depuis plus de cinquante ans. Tous les étés. Actuellement, ils séjournent à Duce; pour 2022, ils n'ont pas encore de projets. Ils n'ont que 80 ans, le temps ne presse pas ! À la question parmi toutes les questions, ils répondent : *"Bien sûr qu'on s'est fait vacciner, seuls les imbéciles ne se font pas vacciner !"*

—Vinko Vukovic
Publié le 3 juillet



ITALIE

La guerre de l'expresso est déclarée

Les villes de Trieste et de Naples se disputent la paternité de ce breuvage transalpin, candidat au patrimoine mondial de l'Unesco. Ce journaliste de Budapest penche en faveur de l'ex-cité portuaire austro-hongroise.



—Azonnali Budapest

En mars, le gouvernement transalpin affirmait que l'expresso est un élément indispensable de la culture et de l'art de vivre à l'italienne. Voilà pourquoi sa place serait tout indiquée sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Effectivement, le café incarne un indispensable du quotidien des Transalpins. La consommation de ce breuvage génère plus de 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, et l'industrie emploie dix mille salariés dans le pays. L'Italie est le troisième exportateur de café du monde, après l'Allemagne et la Belgique.

Mais d'où provient donc la culture italienne du café ? Quelle localité peut se considérer comme le berceau de ce breuvage ? Le combat oppose deux villes non seulement éloignées géographiquement, mais également historiquement et culturellement. La méridionale Naples et Trieste, ancienne possession des Habsbourg, qui n'appartint jamais à un État ni à une ville italienne jusqu'en 1918, revendiquent de concert la paternité du café.

La guerre a débuté lorsque le président social-démocrate de la Campanie, région dont Naples est la capitale, déclara dans un message vidéo que "Trieste se situe

dans le cœur des Italiens, mais le café, tout comme la pizza, trouve son origine à Naples".

L'ancienne ville portuaire habsbourgeoise ne laissa pas cette provocation sans réponse. Le conseiller communal Gabriele Cinquepalmi invita De Luca à Trieste pour le convaincre que la culture du café n'est nulle part ailleurs aussi foisonnante et ancrée que dans la cité adriatique. Pour étayer son argumentaire, Cinquepalmi invoqua les nombreux cafés – à la viennoise – de la ville, visités au siècle dernier par de grands écrivains, à l'instar d'Umberto Saba, James Joyce ou d'Italo Svevo.

Message radical. Le ministère des Politiques agricoles, alimentaires et forestières italien a déjà transmis une candidature à l'Unesco, [qui] n'attend plus que Rome se décide enfin entre Naples et Trieste. Tatjana Rojc, sénatrice de gauche, de la minorité slovène de Trieste, a envoyé un message encore plus radical aux Napolitains. Selon elle, la qualité de leur café serait loin de celle du nectar triestin. Par ailleurs, insiste Rojc, Trieste abrite deux célèbres marques de café italien, en l'occurrence celle fondée par Ferenc Illy, Hongrois natif de Timisoara, ainsi que Hausbrandt. Rojc détaille en outre qu'une bourse du café fonctionne depuis 1903 à Trieste, où l'on

trouve également la seule université italienne – privée – consacrée à l'étude de ce breuvage qui, ironie du sort, fut déplacée de Naples vers Trieste.

Andrej Godina, expert triestin renommé d'origine slovène, jugeait en 2020 le café napolitain imbuvable, car celui-ci serait "amer et doté d'un goût de brûlé". Dans la course à la patrimonialisation, Trieste bénéficie d'un atout politique non négligeable. Le ministre de l'Agriculture, Stefano Patuanelli, membre du Mouvement 5 étoiles (M5S), est un enfant du pays. Dès sa prise de fonctions, il a bloqué la candidature originelle incluant Naples, invoquant la nécessité de poursuivre l'examen des dossiers, mais il semble évident qu'il ralentit la procédure dans l'intérêt de Trieste.

Luigi Di Maio, son camarade du M5S, actuellement ministre des Affaires étrangères, a proposé un compromis qui attribuerait, sur la liste de l'Unesco, les chevaux lipizzans à Trieste et le café à Naples. Patuanelli a retoqué cette piste, acceptant l'idée que les lipizzans intègrent le patrimoine mondial, mais souhaitant que Trieste obtienne également le café.

Les Napolitains, quant à eux, jouent les victimes vexées. Selon eux, si Trieste décrochait la timbale, cette décision représenterait une preuve supplémentaire du mépris des Transalpins du Nord envers les méridionaux. Selon les Napolitains, il s'agirait du même phénomène qu'en 2017. Cette année-là, lorsque la pizza est entrée au patrimoine mondial de l'Unesco, nombre

Luigi Di Maio a proposé un compromis attribuant les chevaux lipizzans à Trieste et le café à Naples.

d'Italiens se sont élevés contre l'hypothèse que Naples en soit le porte-étendard. Les Napolitains pensent que les Transalpins du nord s'approprient leur culture pour la promouvoir, comme si elle venait [du nord] de l'Italie. Reste qu'en 2017, la pizza napolitaine s'est introduite comme telle dans le répertoire de l'Unesco.

Trieste s'appuie sur la qualité de son café et la quantité consommée. Un Triestin en ingurgite 1 500 tasses chaque année, soit quatre expressos par jour. Ou plutôt "nero" comme on le commande à Trieste, "expresso" trahissant le quidam ne connaissant pas la ville. Ou même, plus précisément, "nero in b", raccourci de "nero in bicchiere" signifiant "noir dans un verre". Les 1 500 nero des Triestins correspondent au double du nombre de cafés annuels avalés, sous l'appellation "expresso", dans le reste de l'Italie.

Hormis l'assureur Generali, les deux entreprises les plus réputées de Trieste appartiennent à l'univers du café. En 1892, Hermann Hausbrandt, l'un des capitaines de la flotte commerciale de la monarchie



habsbourgeoise, fondait sa société, qui existe toujours. Ferenc Illy (Francesco) travailla pour Hausbrandt avant de monter sa propre affaire. En créant la machine à expresso baptisée "Illetta", sa société se développa et dama le pion au concurrent Hausbrandt. L'histoire de la firme Illy, dont le siège et le site de production se trouvent tous deux à Trieste, épouse celle de l'Empire austro-hongrois. Ferenc Illy était un homme du Banat [région de l'ancien empire austro-hongrois], mi-magyar, mi-allemand, époux d'une femme moitié irlandaise, moitié italo-slovène de Trieste. La dynastie Illy entretient soigneusement son identité centre-européenne. Riccardo Illy, l'un des descendants de Ferenc, raconte qu'ils "parlaient allemand, mangeaient en hongrois et buvaient en italien".

Aux yeux de Francesco, le café n'est pas un breuvage destiné à monsieur ou madame Tout-le-Monde, mais un morceau de musique que seule l'élite peut vraiment comprendre. "Par exemple la Neuvième Symphonie de Beethoven dirigée par Bruno Walter, ancien élève de Gustav Mahler", déclarait Francesco Illy dans un entretien accordé en octobre 2015 au journal suisse *Luzerner Zeitung*. "Chaque café doit au moins être un concert de piano ou de violon", clamait-il dans le quotidien helvétique.

—Péter Techet
Publié le 14 juin

SOURCE

AZONNALI
Budapest
azonnali.hu

Fondé en juin 2017 par trois anciens journalistes du site d'opinion conservateur *Mandiner*, ce portail d'actualité politique proche du parti écologiste de centre droit LMP publie analyses, interviews et vidéos au ton décalé.

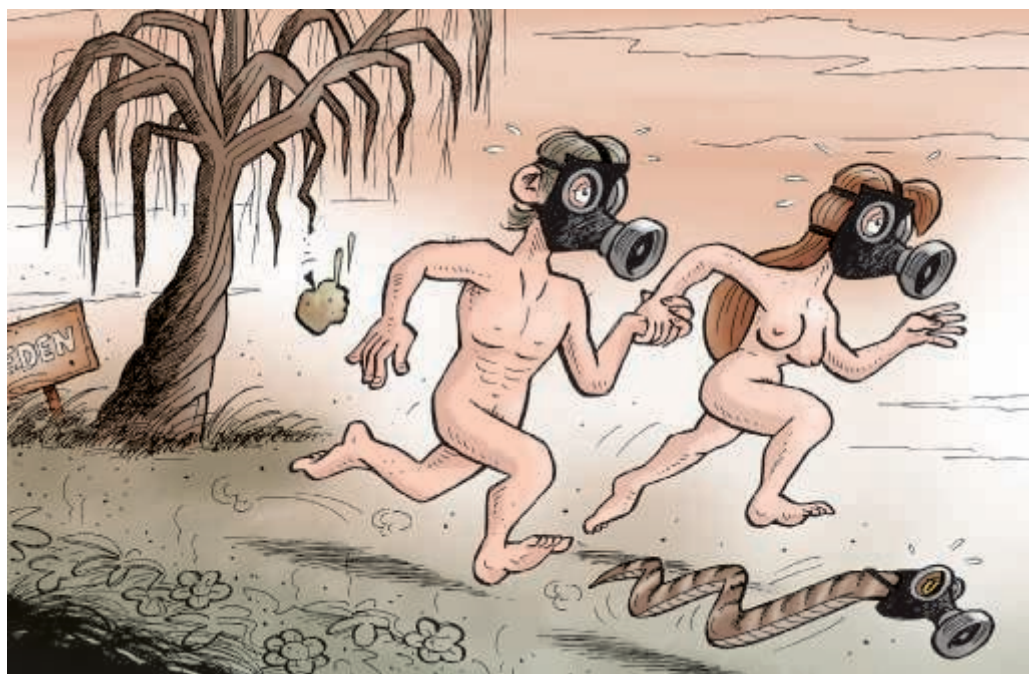




france

Vu d'Espagne. Alerte face à la montée du survivalisme

La pandémie a réveillé des peurs ancestrales. De plus en plus de Français se préparent à un effondrement de la société, et des groupes partisans de l'action violente se multiplient. Les autorités prennent la menace au sérieux.



—ABC Madrid

La civilisation telle que nous la connaissons actuellement va s'effondrer dans les années à venir" : [selon un sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès], 65 % de Français sont d'accord avec cette affirmation. Parmi eux, 100 000 à 150 000 personnes ont décidé de prendre les choses en main et de préparer leur survie pour faire face à des menaces très diverses : catastrophe écologique, guerre raciale, guerre civile religieuse ou effondrement brutal de leur pays et d'autres pays d'Europe. C'est ce que l'on appelle le survivalisme, soit, selon les spécialistes "un mouvement d'individus ou de groupes sociaux qui se préparent à un événement potentiellement cataclysmique pouvant aller de l'épidémie à la guerre ou à la destruction écologique de la planète".

Début juin, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a ainsi transmis très officiellement au gouvernement français une note dont le message est simple : des mouvances radicales du mouvement survivaliste ont commencé à étudier l'éventualité d'un passage à l'acte. Une mise en garde nourrie par douze mois de collecte de renseignements inquiétants, venus d'un peu partout en France.

Ramifications. Depuis dix ans, le survivalisme a grandi dans l'Hexagone et s'y est ramifié : survivalisme "bien-pensant" organisé pacifiquement, écologie radicale, qu'elle soit individuelle ou communautaire, ou encore courants apocalyptiques adeptes des armes, souvent de formation militaire ou paramilitaire, et proches de mouvances d'extrême droite flirtant avec la violence.

Quelques jours avant la mise en garde de la DGSI sur les risques de dérive violente liée à diverses formes de terrorisme, le député écologiste Aurélien Taché et sept autres membres du groupe parlementaire Écologie, démocratie et solidarité présentaient à l'Assemblée nationale, en "urgence", une proposition de loi "relative à l'encadrement du survivalisme et à la lutte contre les dérives et menaces associées". Certes, cette proposition sera soumise à un processus parlementaire long et complexe, mais elle a le mérite de venir éclairer un problème de fond : la crainte grandissante de voir se propager une forme de survivalisme.

Dans l'exposé des motifs à l'appui de cette proposition de loi qui entend mettre fin à "un véritable vide juridique", Aurélien Taché et ses confrères rappellent que depuis un an, autrement dit dans

le contexte de la pandémie, actes et comportements violents se sont multipliés : un jeune militaire est mort [lors d'un stage de survie] dans des conditions suspectes, une enfant a été enlevée par un groupe de survivalistes, un autre survivaliste a semé la peur dans les Cévennes, tandis que sur les réseaux sociaux l'activisme survivaliste s'intensifie de façon spectaculaire, de l'invitation à la "paix universelle" aux appels à la "résistance" face à l'apocalypse.

"Cela fait longtemps qu'il existe des stages et des séminaires de formation au survivalisme : il y avait de tout, de l'agriculture bio au maniement des armes à feu, en passant par la construction d'abris anti-atomiques ou les arts martiaux dans la perspective d'une guerre raciale. Ces stages et ces groupes d'action existent toujours. Mais en France, il y aurait aujourd'hui 100 000 à 150 000 survivalistes...

65 % des Français pensent que la civilisation actuelle va s'effondrer dans les années à venir.

Il y a toujours des amoureux de la nature, mais on constate l'inquiétante montée d'une frange survivaliste ultra-politisée, proche d'une extrême droite raciste et violente, qui a créé des camps d'entraînement paramilitaire à forte charge idéologique."

[En décembre 2020], la France a été ébranlée par l'équipée meurtrière d'un survivaliste radical, Frédéric L., auteur d'une embuscade qui a coûté la vie à trois gendarmes dans le petit village de Saint-Just, dans le Puy-de-Dôme.

Certains survivalistes, pacifiques et modérés, redoutent un effondrement fatal de notre civilisation et préconisent des préparatifs stricts. Ainsi, Denis Tribaudeau a organisé à ce jour plus de 900 stages de survie, à Bordeaux, Avignon, au Pays basque français, mais aussi au Portugal, au Maroc, au Canada ou en Finlande. Le centre de formation et d'activités survivalistes qu'il dirige emploie une vingtaine d'hommes et de femmes dispensant leur savoir en permaculture et agriculture bio, adaptation au milieu sauvage, autodéfense, arts martiaux, escalade, secourisme et premiers secours, notamment,

le tout pour apprendre la survie dans un environnement hostile.

Avec environ 1 300 clients par an, Denis Tribaudeau et son équipe rejettent tout risque de dérive extrémiste : "Nous sommes contre la violence, quelle qu'elle soit. Nous devons être préparés pour des épreuves extrêmes. Dans nos stages de survie, on ne menace personne, on ne met personne en danger."

Versant radical. Mais il y a aussi dans le survivalisme un versant radical qui flirte avec la violence. L'anthropologue Mathieu Buralassi [auteur d'un ouvrage sur le sujet, *La Peur et la Haine*] décrit cette dérive inquiétante : "Pour les survivalistes d'extrême droite, les plus visibles, nos sociétés de bien-être sont menacées (et la pandémie l'a montré) par des pénuries alimentaires et des crises sanitaires, qui elles-mêmes mettent en péril le fonctionnement des institutions, des hôpitaux, de la police, etc." La fascination pour le survivalisme a grandi avec la pandémie : la crise du Covid-19 a attisé les peurs les plus profondes de la société.

Les Français sont donc 65 % à penser que "la civilisation telle que nous la connaissons actuellement va s'effondrer dans les années à venir". Cette vision apocalyptique de l'avenir des sociétés occidentales est plus répandue dans les milieux les moins favorisés et les moins éduqués – ceux qui, depuis des années, votent pour l'extrême droite. La peur de la fin du monde grimpe même à 75 % chez les Français [aux] revenus les plus modestes : un électorat qui oscille entre l'extrême droite de Marine Le Pen et l'extrême gauche de Jean-Luc Mélenchon.

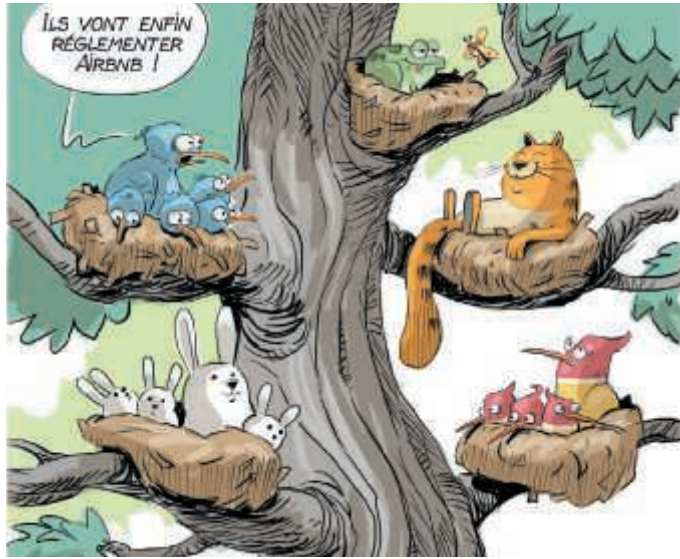
Pour Aurélien Taché, le phénomène survivaliste est "une sorte de trou noir en plein cœur de la vie sociale de la France profonde : une France qui se sent mal comprise, mal représentée. Les survivalistes pacifiques qui organisent des stages de survie et des conférences ont généralement de bonnes intentions. Mais ils ne sont pas pour autant à l'abri du risque de radicalisation, comme l'a montré ce qui s'est passé dans notre pays depuis un an et demi. D'où la nécessité de faire un suivi et de légiférer sur ce terrain sensible. La DGSI a alerté le gouvernement. Il est indispensable d'aborder les problèmes de fond."

—Juan Pedro Quiñonero
Publié le 23 juin

VILLES

Toutes contre Airbnb

Nice, Ajaccio, Marseille, Paris... Les grandes villes touristiques françaises se sont dotées de nouvelles armes pour mieux encadrer les locations saisonnières.



—Politico Bruxelles

Alors que les vacances d'été débutent en France, les maires de l'Hexagone montent au créneau contre les plateformes de locations saisonnières. En quelques semaines, toute une série de municipalités françaises ont imposé de nouvelles restrictions aux sites de locations de vacances comme Airbnb, Aritel et Booking.com – et Paris en prépare de nouvelles. “Nous voulons saisir l’occasion du Covid pour confirmer la tendance au recul des locations touristiques. Nous avons désormais la preuve qu’Airbnb a des conséquences sur le logement”, résume Ian Brossat, l’adjoint d’Anne Hidalgo chargé du logement. De fait, la crise du Covid a vidé les grandes agglomérations de leurs touristes, et partout en Europe les métropoles

ont redécouvert avec joie la vie sans Airbnb, ou presque.

En France, son deuxième plus gros marché [derrière les États-Unis], la plateforme américaine s’est d’ailleurs déjà tournée vers les zones rurales pour réduire sa dépendance aux grandes villes, de plus en plus restrictives. Le 1^{er} juillet, Airbnb a annoncé que les campagnes françaises représentaient 45 % de ses réservations pour l’été, contre 24 % en 2019.

Force est de reconnaître qu’Airbnb fait bien de miser sur les campagnes. Le 2 juillet, un tribunal parisien a condamné la plateforme à verser à la capitale une amende de plus de 8 millions d’euros pour avoir laissé en ligne des annonces sans numéro d’enregistrement, pourtant obligatoire. Le jour même, Airbnb exigeait un numéro d’enregistrement de tous les loueurs de

biens à Paris, faute de quoi leur logement ne serait pas propo-
nable à la location. Cette obliga-
tion sera étendue à d’autres villes
de France d’ici à la fin de l’année.

Selon Airbnb, la décision judi-
ciaire du 2 juillet “sera sans consé-
quence” sur ses activités à Paris,
car la plateforme a déjà mis en
œuvre l’obligation d’enregistre-
ment pour ses annonces. La
société a cependant jugé la déci-
sion “contestable” et envisage de
faire appel. Airbnb n’a pas sou-
haité s’exprimer en revanche sur
la nouvelle réglementation locale.

En juin, quatre villes méridi-
ionales ont elles aussi adopté
ou menacé d’adopter de nou-
velles restrictions sur les loca-
tions touristiques afin d’encadrer
le nombre de logements proposés
sur le marché saisonnier.

Après des années de lobbying
du secteur hôtelier, pour qui
Airbnb est un concurrent et une
menace, la ville de Montpellier
a ainsi décidé, par un vote, de
limiter la location des résidences
secondaires à une par foyer, afin
d’éviter les achats immobiliers
destinés uniquement à devenir
des locations touristiques. À long
terme, toutes les annonces sur
des sites comme Airbnb néces-
siteront un numéro d’enregistre-
ment, comme c’est déjà le cas dans
des grandes villes comme Paris.

Saint-Malo a mis en place des quotas d’hébergements de tourisme.

La mairie de Marseille a éga-
lement demandé à sa métropole
[compétente en la matière] de
n’autoriser la location que d’une
résidence secondaire par foyer
fiscal et de prendre des disposi-
tions plus contraignantes pour
la transformation d’une habita-
tion en location de courte durée.

À Nice, le maire, Christian
Estrosi, adversaire de longue
date d’Airbnb, a déclaré que le
conseil municipal allait réduire

le nombre d’autorisations afin
d’éviter un afflux trop impor-
tant de touristes cet été. Le maire
d’Ajaccio, en Corse, envisage lui
aussi de nouvelles dispositions.

Même son de cloche en
Bretagne, où la commune de
Saint-Malo a mis en place des
quotas d’hébergements de tou-
risme, et les propriétaires ne
pourront proposer qu’un seul
de leurs biens en location de
courte durée.

Reste à savoir si ces mesures
auront l’effet attendu. Pour
Dominique Debuire, qui pré-
sident l’Union nationale pour la
promotion de la location de
vacances (UNPLV), qui repré-
sente notamment les plateformes
comme Aritel et Airbnb, il faudra
attendre de six mois à un an pour
tirer des conclusions. Les munici-
palités sont confrontées, dit-il, à
“un choix entre leur attractivité tou-
ristique et le bien-être des habitants
de leur centre-ville, qui ont effecti-
vement des difficultés à se loger”.

Mais les villes françaises n’en
ont pas terminé avec Airbnb. En
juin, le gouvernement a publié un
décret d’application très attendu
qui restreint les conditions de
transformation des locaux com-
merciaux en meublés touris-
tiques. De fait, depuis 2015, à
Paris, pas moins de 89 000 m²
de surfaces commerciales ont
été transformés en hébergements
hôteliers, ce qui inclut aussi bien
les hôtels que les locations de
courte durée, précise le quoti-
dien *Le Parisien*.

Les villes qui ont rendu obliga-
toire l’enregistrement des loca-
tions saisonnières pourront
s’opposer à ces reconversions.
Mais il leur faudra d’abord défi-
nir précisément les règles enca-
dant ces transformations, puis
les soumettre à un vote. Dans
la capitale, Ian Brossat espère
présenter cette réglementation
au Conseil de Paris d’ici à la fin
de l’année, pour une entrée en
vigueur en 2022.

La capitale entend aussi défi-
nir un nombre maximal de jours

Cherche belle villa en pleine nature

●●● Une maison de vacances
plutôt qu’un lit dans un club
de vacances, c’est ce que
recherchent les touristes après
un an et demi de pandémie
de coronavirus, rapporte
le quotidien économique
allemand *Handelsblatt*.
Et le secteur du tourisme
n’a pas tardé à développer
de nouvelles idées. En France,
la saison s’annonce excellente
pour les loueurs de maisons
individuelles et de villas.
La nouveauté : 80 % des clients
sont français (contre 50 % en
2019), et ils visent la montagne,
la campagne et la mer. Le
nouveau client recherche en plus
le confort : “Les gens veulent
des logements avec piscine et
barbecue, qui offrent également
des prestations d’hôtelier”,
écrit le titre allemand.
“Les Français ont toujours
été des amoureux des maisons
de vacances, mais la tendance
ne fait que se renforcer.”

de location des résidences prin-
cipales et se donner les moyens
d’interdire la location touris-
tique dans certains quartiers.
Pour cela, la municipalité milite
pour des amendements au projet
de loi dit “4D” (différenciation,
décentralisation, déconcentra-
tion et décomplexification) qui
doit donner plus de pouvoirs aux
collectivités locales, actuellement
à l’examen au Parlement.

Il reste difficile de savoir
si Paris aura gain de cause.
Contrairement à la municipa-
lité de la capitale, ni l’Assem-
blée nationale ni le Sénat ne sont
à gauche, et l’État ne souhaite
pas rabaisser le plafond de cent
vingt jours de location pour les
résidences principales.

—Laura Kayali
Publié le 1^{er} juillet

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



afric

Éthiopie.

Addis-Abeba, un passé qui s'efface

Prise par une frénésie de rénovation urbaine, la capitale éthiopienne n'en finit pas de raser pour laisser place à du neuf. Au détriment de son patrimoine, déplorent ces deux universitaires.

—The Guardian Londres

L'ancienne résidence de Dejazmatch Asfaw Kebede, un membre du gouvernement de l'empereur Haïlé Sélassié I^{er} [le dernier roi des rois d'Éthiopie, qui régna de 1930 à 1936 et de 1941 à 1974] n'est plus que décombres. Construite au début du xx^e siècle dans un style inspiré de celui de l'Inde et de l'Éthiopie, la demeure a été démolie début janvier 2021.

Ces temps-ci, dans la capitale éthiopienne, rien n'est plus courant que les démolitions et reconstructions, et le paysage urbain est méconnaissable. Mais le patrimoine fait les frais de ces transformations.

Les organismes qui font la promotion du tourisme présentent l'Éthiopie comme le berceau de l'humanité, mais la capitale est peu

à peu dépouillée de son passé. Le patrimoine définit les villes et les façonne sur les plans social, historique et culturel. Athènes est inimaginable sans le Parthéon, Le Caire sans les pyramides, Rome sans le Colisée. En Éthiopie, les sites antiques les plus impressionnants sont valorisés et généralement protégés, mais le patrimoine urbain semble négligé, voire considéré comme un désagrément.

Le Buffet de la gare, où se sont produites les stars de la musique éthiopienne dans les années 1960 et 1970, a été rasé pour faire place à un immeuble moderne et luxueux. La place Meskel, l'un des lieux publics les plus emblématiques de la ville, est un vaste chantier. Les villas des années 1930 à Kazanchis [l'un des plus vieux quartiers d'Addis-Abeba] ont disparu sous plusieurs immeubles. Les évolutions spectaculaires des vingt dernières années et la destruction d'une grande partie de l'architecture historique ne sont pas des anomalies. Une transformation urbaine de grande ampleur est en cours. Environ 8 % des bâtiments inscrits à l'inventaire du patrimoine par le bureau de la culture et du tourisme ont été rasés.

Ces démolitions suscitent un tollé chez les plus grands architectes et urbanistes d'Addis-Abeba. Fasil Giorghis, titulaire de la chaire de conservation du patrimoine urbain et architectural à l'université d'Addis-Abeba, fait valoir que cette destruction montre "une méconnaissance, un manque de sensibilisation à la valeur du patrimoine".



En Éthiopie, ancien empire, l'aménagement du territoire a longtemps été centralisé. Aujourd'hui, faute de mobilisation locale et face à la hausse des projets immobiliers privés, la protection du patrimoine urbain passe au second plan, notamment parce que cette démarche est vue comme un obstacle à la croissance économique.

Mais l'inverse est aussi vrai. L'inauguration récente de l'Unity Park, sur le site du palais de l'empereur Ménélik II [au pouvoir de 1889 à 1913], montre que la préservation des sites urbains est un atout vital pour le tourisme [L'Unity Park comprend, autour de l'ancien palais, zoos, jardins traditionnel et espaces consacrés aux cultures régionales]. Malheureusement, ces projets sont l'exception et non la règle.

"Addis-Abeba va ressembler à une imitation d'autres villes, regrette Esther Sellassié Antohin, fondatrice et directrice de Heritage Watch, qui défend la restauration du patrimoine urbain en Éthiopie. On ressent un vide, une déconnexion, une absence de lien qui est problématique."

Les statues rendent hommage à de grandes personnalités, mais les bâtiments anciens exposent les nuances et les complexités de l'histoire. Ils sont une fenêtre tangible sur la vie de ceux qui nous ont précédés. La démolition du patrimoine ne se limite pas aux briques, au béton, au plâtre, à la

sueur des ouvriers et aux innombrables investissements économiques perdus. Saccager l'histoire architecturale encourage aussi l'amnésie collective.

L'architecte Medhane Teklemariam, qui a joué un rôle clé dans l'inscription d'Asmara, en Érythrée, au patrimoine mondial de l'Unesco, le souligne : "Détruire l'architecture ancienne revient à détruire notre histoire. La démolition de l'un ou l'autre de ces bâtiments nous appauvrit."

Et Fasil Giorghis d'ajouter : "Toute société doit avoir une relation saine avec ce qui constitue le passé, le présent et l'avenir, sans quoi ce que nous infligeons aujourd'hui à notre patrimoine sera reproduit par la génération suivante." Il a raison. Les bâtiments contemporains seront peut-être rasés par les futurs régimes, perpétuant ainsi le caractère éphémère de l'architecture.

Addis-Abeba est la plus grande ville éthiopienne et connaît un pic d'urbanisation, parallèlement à l'exode rural des jeunes qui arrivent dans l'espoir de trouver un emploi. Cette transition nécessite des investissements dans le logement, les transports et la collecte des ordures. Mais la superficie de la ville augmente difficilement après la débâcle du plan-cadre qui devait structurer son expansion. Ce projet, dévoilé en 2014, a suscité des troubles et conflits

sociaux avec les autorités de la région d'Oromia [dans laquelle Addis-Abeba est enclavée] et a été abandonné en 2016. C'est pourquoi Addis-Abeba doit s'étendre en hauteur, ce qui nécessite des gratte-ciel et la transformation des quartiers centraux existants.

Nous n'entrerons pas dans la "modernité" en niant notre passé et tout ce qui constitue notre identité, avec un style tape-à-l'œil inspiré de Dubaï et de Hong Kong. L'architecture traditionnelle a beaucoup à nous apprendre, car elle est le miroir de la culture et les habitudes collectives.

Au sein de la municipalité, certains comprennent l'importance de préserver des souvenirs collectifs. "L'idée n'est pas d'interrompre le développement, souligne Fasil Giorghis. C'est plutôt de dire qu'il est aujourd'hui possible de se développer autrement, en respectant le tissu urbain existant."

Les vagues migratoires portent à croire que l'Éthiopie va continuer à s'urbaniser, c'est pourquoi il est indispensable de porter un nouveau regard sur l'urbanisme, afin de concevoir et construire une ville qui, au lieu de recouvrir le passé, cohabite avec lui.

—Seble Samuel
et Biruk Terrefe
Publié le 10 février

Seble Samuel est géographe et poétesse; elle vit à Addis-Abeba. Biruk Terrefe est doctorant à l'université d'Oxford, spécialisé en histoire et politique contemporaines de la Corne de l'Afrique.



SÉRIE 2/7

VILLES
AFRICAINES

CET ÉTÉ, CAP SUR LES VILLES AFRICAINES

En 2050, l'Afrique hébergera un quart de la population mondiale. La majorité des habitants vivront dans les villes, qui figureront parmi les plus grandes mégapoles du monde.

Cet été, *Courrier international* vous emmène dans certaines d'entre elles : Kinshasa, Addis-Abeba, Khartoum...

✎ Dessin de Vincent L'Épée paru dans L'Express, Neuchâtel.



← Un skateur à Addis-Abeba, lors d'une des rares journées sans voitures, le 3 février 2019.

Photo Eduardo Soteras/AFP

la ville abrite le siège de l'Union africaine. En 2012, un nouveau siège, construit et offert par la Chine, fut inauguré. En 2018, le quotidien *Le Monde* révéla qu'un système de transfert secret de données vers la Chine avait été installé, et que les délégations africaines avaient été espionnées durant cinq ans.

Contexte

Guerre civile

●●● Huit mois après avoir été chassées par l'armée gouvernementale, les forces tigréennes ont repris Mekele, la capitale de leur région, le 28 juin, sous les acclamations. Les "rues étaient envahies d'habitants célébrant [leur] retour", écrit le journal éthiopien *The Addis Standard*.

Ce renversement pourrait-il marquer la fin d'une guerre qui a fait 2 millions de déplacés et plongé plusieurs centaines de milliers de personnes dans la famine ? Si le retour du Front de libération du peuple du Tigré à Mekele constitue un revers pour le gouvernement, le Premier ministre Abiy Ahmed pourrait avoir intérêt à un statu quo. Le Prix Nobel de la paix 2019 est enlisé dans de nombreux conflits ethniques : au Tigré donc, mais aussi dans les régions Amhara et Oromo. Pourtant, malgré ces foyers de tensions, Abiy Ahmed devrait se voir conforter par les résultats des législatives du 21 juin (toujours attendus), qui se sont déroulées sans une frange de l'électorat, l'opposition ayant appelé au boycott.

Prochain épisode de notre série d'été : **Kigali**

AFRIQUE DU SUD

La malédiction du pangolin

Suspecté d'être à l'origine de l'épidémie de Covid-19, ce fourmilier est en voie de disparition. *Le Temps* a rencontré ceux qui tentent de sauver l'espèce.



— *Le Temps* Lausanne

Munie d'une antenne satellite, Charli de Vos a repéré un pangolin dans des broussailles. Il est en train d'aspirer des fourmis dans un nid souterrain, avec sa langue aussi longue que son corps écailleux. "Cette femelle a été saisie par la police en octobre dernier, dans un coffre de voiture à Pretoria. Deux trafiquants ont été arrêtés", explique ce "moniteur écologique" dans la réserve de Phinda, au KwaZulu-Natal.

Le pangolin a d'abord passé quinze jours dans un hôpital vétérinaire, qui a soigné 23 pangolins en 2020. "Quand elle est arrivée chez nous, on l'a suivie pendant trois jours, jusqu'à ce qu'elle creuse son terrier dans un coin de la réserve", poursuit la jeune scientifique, "80 % des pangolins décèdent après avoir été relâchés dans la nature. Ils souffrent de stress post-traumatique et ne se nourrissent pas."

À Phinda, grâce au suivi [obtenu avec l'installation de balises GPS], seuls deux des 14 pangolins sont morts, l'un de maladie, l'autre dévoré par un crocodile : c'est leur seul prédateur... en dehors de l'être humain.

Rien n'est plus facile, en effet, que d'attraper un pangolin, qui se roule en boule à la moindre menace (son nom vient du malais, *pengguling*, qui veut dire

"enrouleur"). Son armure – que même des crocs de lion ne peuvent briser – est devenue sa malédiction : utilisées dans la médecine traditionnelle chinoise, les écailles font l'objet d'un juteux trafic de contrebande vers l'Asie du Sud-Est.

Plus cher que l'ivoire. Les saisies d'écailles de pangolins africains sont ainsi passées de 2 tonnes en 2013 à près de 97 tonnes en 2019, soit l'équivalent de 150 000 pangolins. Le trafic réel est, sans doute, dix fois plus élevé. Les pangolins sont aussi exportés au Vietnam où leur viande se vend à prix d'or. "En 2009, on pouvait acheter un pangolin pour 100 francs [91 euros]. Maintenant, il faut déboursier plus de 130 000 francs [119 000 euros] !" précise le chercheur Richard Chelin, de l'Institut des études de sécurité à Pretoria. Comme pour la cocaïne ou la corne de rhinocéros, le prix de l'écaille de pangolin se décline désormais en grammes et surpasse celui de l'ivoire.

Charli dépose le pangolin dans un sac en toile qu'elle accroche à une balance. "Elle pèse 9,6 kilos, 4 kilos de plus qu'en novembre", se réjouit la jeune femme, qui relâche aussitôt l'animal pour ne pas la stresser davantage. "On pense que ce fourmilier joue un rôle important dans la préservation de l'écosystème, mais il a été très peu étudié",

commente Craig Sholto-Douglas, écologue à Phinda. Les émetteurs [GPS] coûtent 5 000 euros par an pour chaque pangolin.

Le but du projet est de réintroduire l'espèce dans une région où elle a disparu depuis quarante ans. "Avant, on offrait des pangolins aux chefs coutumiers, confie Sibongile Sithole, une monitrice, originaire du coin. Les guérisseurs traditionnels en faisaient des gris-gris." En décembre, un bébé est né à Phinda : une première célébrée par l'équipe, qui espère à terme pouvoir repeupler d'autres réserves, comme l'a fait le programme pionnier de sauvetage du rhinocéros noir, lancé en 2003, au KwaZulu-Natal.

Seuls mammifères à écailles, les pangolins risquent de disparaître si rien n'est fait pour démanteler les réseaux criminels – également impliqués dans d'autres trafics, de cornes de rhinocéros et de drogues. Si le confinement a paralysé le trafic international, "le braconnage a augmenté car beaucoup de gens ont perdu leur emploi à cause de la pandémie", souligne le professeur Richard Jansen, de l'Université technologique de Pretoria. "Les gens font des stocks, en attendant la réouverture des frontières."

Son Groupe de travail sur le pangolin africain, qui a relâché 150 victimes de braconnage, travaille avec la police et les communautés locales. "Récemment, un trafiquant a été condamné à huit ans de prison en Afrique du Sud. Il y a des progrès. On fait beaucoup d'actions de formation et sensibilisation. Les gens ne savent même pas que le commerce international de pangolin est interdit depuis 2017", explique le spécialiste.

La Chine, récemment, a aussi pris des mesures : le pangolin est désormais classé au même niveau de protection que le panda, et les médicaments qui contiennent des écailles ne sont plus remboursés.

"Un pangolin est tué toutes les cinq minutes, contre toutes les huit heures pour un rhino. Mais c'est difficile de mobiliser l'opinion avec un animal aussi peu charismatique", lance Maria Diekmann, qui a créé un centre de sauvetage des pangolins en Namibie. "Les écailles ne contiennent pourtant que de la kératine, comme les cornes de rhinocéros. Les Chinois feraient mieux de se ronger les ongles !"

— **Valérie Hirsch**

Publié le 22 mai

Repères



C'est l'empereur Ménélik II qui fonda Addis-Abeba, en 1886. Alors qu'ils étaient en voyage, sa femme cueillit en ce lieu une fleur d'une grande beauté et demanda au dirigeant de lui construire une maison à cet endroit. Le climat était bien plus clément que celui d'Entoto, plus au nord, où ils étaient installés. Plus qu'une demeure, l'empereur décida d'y fonder la capitale du pays et la baptisa "Addis-Abeba", terme amharique qui veut dire "La Nouvelle Fleur". Située sur de hauts plateaux (une altitude comprise entre 2 300 et 2 600 mètres), Addis-Abeba est la capitale la plus élevée du continent. Sa population, estimée à un peu plus de 3 millions d'habitants selon le dernier recensement, est très cosmopolite. Depuis 1963,



Cisjordanie. Les dérives de l'Autorité palestinienne

Un président vieillissant, de plus en plus discrédité, un tour de vis répressif, une crise politique... Il est urgent de réfléchir à une transition politique, avance cet intellectuel palestinien.



—Palestine Forum

Plutôt que de reconnaître ses erreurs, l'Autorité palestinienne (AP) se déshonore. En accusant ses opposants d'être "antipalestiniens" et d'avoir des "agendas douteux", elle adopte le même discours écœurant que les autres régimes répressifs arabes. Une partie de la population y adhère peut-être, parfois de bonne foi et généralement par opportunisme, mais globalement, cela lui vaut une impopularité grandissante.

Les chiffres publiés par le Centre palestinien de recherches politiques et de sondages disent tous la même chose : le paysage politique palestinien est en train de changer, et le fossé s'élargit entre l'opinion publique et Mahmoud Abbas. L'Autorité palestinienne, qu'il préside, est considérée comme corrompue par 84 % des sondés, tandis que le Hamas est considéré comme corrompu par 57 %. À la mi-juin, au moment du sondage, le Fatah [le mouvement politique de Mahmoud Abbas] bénéficiait de seulement 19 % d'intentions

de vote, contre 36 % pour le Hamas. [Selon le même institut, le rapport de force entre ces deux principales formations politiques avait été nettement favorable au Fatah trois mois plus tôt.] En cas de duel à une présidentielle, Mahmoud Abbas n'obtiendrait que 27 %, contre 59 % pour Ismaïl Haniyeh, le chef du Hamas. Et 65 % désapprouvent le report sine die des élections [les législatives devaient avoir lieu le 22 mai, la présidentielle le 31 juillet] estimant que Mahmoud Abbas a pris cette décision de crainte d'en sortir perdant.



OPINION

Les accords d'Oslo – quasiment tenus pour sacrés par leurs adeptes – prévoyaient que l'Autorité soit temporaire et ne reste en place que jusqu'en 1999, pour être remplacée par un État palestinien indépendant. Mais Israël a transformé le statut provisoire en solution définitive, l'AP devant prendre en charge la population des Territoires occupés alors même qu'elle n'en a pas le contrôle et que ces territoires continuent d'être grignotés par les constructions de nouvelles colonies.

En réalité, l'Autorité palestinienne aurait dû s'autodissoudre pour renverser la table devant les Israéliens et les Américains. Au lieu de quoi, elle est devenue de plus en plus malléable et ne sert aujourd'hui qu'à s'interposer entre le peuple palestinien et Israël. Qu'un occupant crée un pouvoir local pour le charger d'administrer la vie du peuple occupé, c'est une pratique ancienne et qui a souvent été appliquée dans l'histoire.

De l'inertie au scandale. Cette Autorité est en place depuis vingt-huit ans, et elle n'a rien apporté en matière de libération nationale. Fin avril, quand elle a décidé d'annuler les élections législatives et présidentielle prévues ce printemps, on pensait qu'elle avait touché le fond. Mais elle s'est enfoncée en restant inerte pendant le soulèvement autour de la question de Jérusalem et pendant le conflit armé avec Gaza. Puis il y a eu le scandale des vaccins périmés que les Israéliens ont donnés aux Palestiniens. Finalement, tout cela culmine avec la mort de Nizar Banat (*lire ci-contre*), cet opposant battu à mort par les forces de l'ordre de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie [le 24 juin]. Et avec cela, aucun responsable n'a démissionné.

Le mouvement Fatah lui-même doit se demander s'il veut sombrer avec Mahmoud Abbas ou s'il va trouver le courage de quitter le navire avant qu'il ne soit trop tard. Y a-t-il quelqu'un pour lui expliquer que, au-delà de toute considération politique et politicienne, il y a une loi biologique qui s'impose ? Mahmoud Abbas [86 ans] finira bien par mourir un jour, et il faudra bien réfléchir à un successeur ou à une solution de remplacement. Faut-il attendre le moment où nous serons tous "orphelins" d'Abou Mazen [surnom de Mahmoud Abbas] pour préparer l'échéance ? Est-ce que la politique d'immobilisme attentiste est vraiment la meilleure solution pour éviter les risques d'une explosion ?

—Khaled Hroub

Publié le 29 juin

SOURCE

PALESTINE FORUM

palestineforum.net

Multaqa Falastine (Forum Palestine) a été créé en 2018 comme une plateforme d'expression pour les intellectuels palestiniens, qui ne veulent pas se résigner à la fragmentation politique des Territoires occupés. Alors que la presse palestinienne est de plus en plus partisane, le site se veut ouvert à un large spectre idéologique.

Place à une nouvelle génération !

●●● La formule proposant une solution à deux États, palestinien et israélien, n'est qu'une "feuille de vigne" qui permet en réalité la perpétuation de la domination israélienne, juge le palestinien Rashid Khalidi dans le magazine américain **Foreign Affairs**. Pour ce professeur à l'université Columbia, à New York, l'établissement d'un État palestinien nécessiterait qu'on revienne sur ce qu'Israël a mis en place dans les Territoires occupés en plus de cinquante ans d'occupation. Et notamment les colonies qui abritent quelque 750 000 citoyens israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ainsi que sur les routes, les réseaux d'adduction d'eau et autres infrastructures réservées aux Juifs. Or rien ne permet de croire qu'Israël l'acceptera, et rien n'est fait au niveau international pour l'y pousser. Malgré ce blocage, il voit néanmoins des "raisons d'espérer". Selon lui, de plus en plus d'Israéliens et de Palestiniens comprennent qu'il faut imaginer d'autres solutions. Que ce soit dans le cadre d'un seul État, d'un État binational, d'une fédération ou en créant des cantons, à la seule condition d'assurer l'égalité. Mais il fonde surtout son espoir sur "une nouvelle génération de Palestiniens qui ruent dans les brancards", et ne veulent pas perdre leur temps "avec les slogans, les politiques et les dirigeants du passé". Pour remettre en cause l'intenable statu quo, "il faudra des transformations politiques extrêmement difficiles, ainsi qu'une froide réévaluation de la stratégie et des objectifs des Palestiniens, qui ne pourra être mise en œuvre que par l'élection de nouveaux dirigeants, plus jeunes". La tâche sera rude, mais "le vent est en train de tourner", comme le montrent les manifestations qui ont lieu depuis la mort en détention de l'opposant Nizar Banat, le 24 juin. Et, constate-t-il, "les deux principaux partis politiques longtemps dominants, le Fatah et le Hamas, sont aujourd'hui moins populaires que jamais et structurellement affaiblis".

✍ Mahmoud Abbas.

Dessin de Stavro paru dans The Daily Star, Beyrouth.

↓ Dessin de Haddad paru dans *Al Hayat*, Londres.



Nizar Banat, une autre voix assassinée

L'opposant dénonçait les dérives autoritaires en Cisjordanie, mais louait "l'axe de résistance" du Hezbollah et de Bachar El-Assad. Une contradiction révélatrice, juge cet éditorialiste palestinien.

—Daraj Beyrouth

L'assassinat de Nizar Banat [le 24 juin] par des forces de sécurité venues l'arrêter à Hébron, en Cisjordanie, a suscité un débat entre Syriens et Palestiniens. Nizar Banat s'opposait à l'Autorité palestinienne, dont il dénonçait la corruption. Mais il était aussi, et plus fondamentalement, opposé aux accords d'Oslo [signés en 1993 à Washington entre Israéliens et Palestiniens, instaurant l'Autorité palestinienne à Ramallah]. Avec son franc-parler et sa véhémence, Nizar Banat était

une voix qui comptait parmi l'opposition palestinienne, même si beaucoup ne partageaient pas ses opinions et n'aimaient pas sa façon de s'exprimer.

Mais il était par ailleurs un adepte du régime syrien de Bachar El-Assad, et était farouchement hostile à la révolution syrienne. Et quand sa mort a été annoncée, certains Syriens et Palestiniens pro-révolutionnaires ont laissé libre cours à une joie morbide. "Il a eu ce qu'il méritait", se sont-ils dit. "En se faisant battre à mort par la police, il a subi ce que les Syriens subissent de la part de leur propre régime."

Il est clair que, des deux côtés, on a perdu de vue les valeurs de liberté, de dignité et de justice.

Tout cela est révélateur d'une culture politique qui pose un certain nombre de problèmes. Premièrement, chacun croit qu'il détient la vérité absolue, que sa propre cause est la seule qui compte et qu'il a le monopole du rôle de la victime. C'est une vieille pathologie palestinienne, entretenue par les slogans tonitruants des diverses factions. Mais les Syriens en sont également atteints.

Deuxièmement, chacun croit qu'il n'y a pas de place pour d'autres causes, ou que celle des autres réduit l'importance de la sienne. Certains Palestiniens pensaient que la révolution syrienne allait nuire à leur cause, et qu'elle allait affaiblir "l'axe de la résistance" [face à Israël, et dont se réclament le régime de Damas, le Hezbollah, le Hamas et l'Iran].

Troisièmement, la voie de la violence et le choix de la lutte armée ont un coût en matière de culture politique. Cela renforce le fanatisme et conduit à une situation où les factions se battent entre elles et emprisonnent ou tuent tous ceux qui sont d'un autre bord.

Quatrièmement, il est clair que, des deux côtés, on a perdu de vue les valeurs de liberté, de dignité et de justice.

On aurait pourtant souhaité qu'on puisse dénoncer les prises de position de Nizar Banat au sujet de la révolution syrienne et du régime de Bachar El-Assad, tout en condamnant son assassinat en tant que crime politique. On aurait également souhaité qu'on comprenne que Nizar Banat, quelles qu'aient été ses positions, faisait ce qu'il croyait devoir faire dans le cadre de la Palestine pour lutter contre la corruption et l'oppression. Tout comme les Syriens le font en Syrie.

Malheureusement, beaucoup sont pris dans une logique du tout ou rien, qui ne permet pas de distinguer les différents plans du raisonnement. Ce n'est pas la première fois qu'on le constate, et c'est probablement le résultat de la faiblesse de la culture politique, aussi bien en Palestine qu'en Syrie.

—Majed Kayali
Publié le 27 juin

Verbatim

"Les uns pensent que seuls les dirigeants actuels de Ramallah, bien qu'empâtés et déphasés, sont capables de gérer un rapport de forces très favorable à Israël. Les autres pensent qu'Israël est en position de faiblesse, et que le Hamas, à Gaza, devrait poursuivre son action militaire jusqu'à la victoire complète. Il est vrai que l'Autorité palestinienne (AP) a l'air d'avoir fait son temps. Mais la tentation d'en profiter pour la renverser montre aussi les limites des autres voies représentées par le Hamas. Ce n'est que par une intifada civile qu'on pourrait éviter les deux écueils : d'un côté l'attentisme et les renoncements de l'AP, de l'autre les griseries guerrières du Hamas."

Hazem Saghieh, éditorialiste
DANS ASHARQ AL-AWSAT, LE 30 JUIN 2021

Tout pour la police

●●● "Les forces de l'ordre de l'Autorité palestinienne non seulement sont incapables de protéger les Palestiniens contre les agressions israéliennes, mais elles participent désormais à la répression du peuple", écrit le chercheur jordanien Hassan Abu Haniyeh dans *Arabi21*. Extrêmement critique, il estime que "les accords d'Oslo n'ont pas eu pour but de créer une bonne gouvernance, ni de faire avancer la démocratie, mais simplement de garantir la stabilité dans les Territoires occupés". De ces accords, qui prévoyaient

l'autonomie palestinienne, il ne reste plus "que la coordination sécuritaire avec Israël", dénonce-t-il. Et pour lui, le responsable de cette déliquescence est essentiellement Mahmoud Abbas, qui préside l'Autorité palestinienne depuis 2005. "Son prédécesseur Yasser Arafat négociait tout en faisant de la résistance. À son époque, l'Autorité a contribué au déclenchement de la deuxième Intifada, rappelle-t-il. Mais depuis, Mahmoud Abbas a dissous les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, a totalement refusé l'action armée et a érigé la coordination avec Israël

au rang d'intérêt national. Le tout accompagné d'un penchant autoritaire croissant." De fait, quand Donald Trump a annoncé le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem et la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, Mahmoud Abbas a déclaré qu'en mesure de rétorsion il allait interrompre cette coordination policière avec Israël. "Mais, quelques mois plus tard, il est revenu sur sa parole et a décidé sa reprise", se désole l'auteur. Celui-ci souligne en outre le poids considérable des forces policières : "Le secteur sécuritaire

accapare près de la moitié des postes de fonctionnaires. Il reçoit 30 % des aides internationales, et son budget dépasse ceux de l'éducation, de la santé et de l'agriculture réunis." Si ses critiques visent surtout l'Autorité palestinienne à Ramallah, en Cisjordanie, Hassan Abu Haniyeh n'exonère pas le Hamas, qui règne sur la bande de Gaza, de toute responsabilité : lui aussi connaît depuis longtemps une dérive autoritaire, en réalité plus grande encore, alors qu'il ne pratique pas la coordination avec Israël.



asie

Chine. Ovocytes à vendre sur le marché noir

Des réseaux clandestins organisent le commerce d'ovocytes et pratiquent des opérations dans des conditions risquées. Une étudiante raconte.

—Fenghuang Zhoukan
(extraits) Hong Kong

Celle que nous appellerons Lin est une jeune Chinoise de 18 ans originaire du sud de la Chine. En 2020, faute d'avoir obtenu les résultats espérés au concours d'entrée dans le supérieur, elle finit par s'inscrire dans un institut privé rattaché à une école supérieure d'élite de Pékin. Chaque mois, elle reçoit 3 500 yuans [450 euros] de la part de sa famille, mais cela ne lui suffit pas à couvrir toutes ses dépenses [le salaire moyen étant d'environ 9 000 yuans par mois dans la capitale].

Elle s'intéresse donc aux propositions sur Internet pour gagner rapidement de l'argent. Le 20 novembre, Lin retient l'offre d'un intermédiaire qui a posté l'annonce suivante : *“Cherche donneuse d'ovocytes, âgée de 18 à 28 ans. Rémunération : de 20 000 à 120 000 yuans [de 2 580 à 15 490 euros] pour dix jours.”*

Joint au téléphone, son interlocuteur est un homme à l'accent du Nord qui ne lui parle pas tout de suite de rémunération, il lui explique d'abord : *“De nombreux couples ont besoin de l'aide de donneuses d'ovocytes, car la femme ne parvient pas à avoir une ovulation du fait de son âge, pour des raisons génétiques ou parce que la qualité de l'ovulation n'est pas assez bonne pour permettre la fécondation par un spermatozoïde. En fait, notre démarche est respectable puisque, tout en venant au secours d'un couple en détresse, nous vous aidons à résoudre vos problèmes financiers.”* L'intermédiaire ajoute que cela ne prend que douze jours et que la rémunération peut être ajustée au cas par cas.

Il lui envoie ensuite un formulaire à remplir, sur lequel elle doit indiquer son nom, sa taille, son groupe sanguin, son âge, son niveau d'études, des renseignements sur les membres de sa famille, si elle a des yeux à simples ou doubles paupières [“bridés”

ou non, la deuxième option étant souvent jugée plus esthétique], et si elle peut se déplacer dans une autre province. Il faut qu'elle joigne également huit photos d'elle récentes et deux autres de quand elle était petite, ainsi qu'une vidéo où elle se présente. Comme elle n'est pas encore diplômée, elle doit en plus envoyer une copie d'écran de son dossier scolaire en ligne, pour que l'agent puisse vérifier la véracité de son parcours éducatif.

Le 24 novembre, Lin envoie son dossier rempli. Son interlocuteur lui propose alors une rémunération de 120 000 yuans, *“susceptible d'être réévaluée après les premiers examens médicaux”*. Elle va donc subir trois séries d'exams : d'abord pour détecter d'éventuelles infections ou maladies génétiques, comme les hépatites, la syphilis, le sida, les thalassémies, etc., puis pour vérifier le bon fonctionnement de ses ovaires, et enfin pour connaître le taux de six hormones sexuelles.

Rémunération. Au vu des résultats, l'agent revoit la rémunération de Lin à la hausse, lui laissant entrevoir la possibilité d'en tirer 140 000 yuans [18 000 euros]. Il rentre son dossier dans sa base de données et commence à rechercher des couples en attente à Pékin, Shanghai, Canton et Wuhan. Pourquoi ces quatre endroits ? Parce que dans ces villes l'agent dispose de bureaux, de salles d'opération clandestines et de médecins avec lesquels il coopère.

Au bout de vingt-quatre heures, Lin apprend que sa candidature a retenu l'attention d'un couple de Wuhan. Un entretien en visioconférence est organisé avec ces acheteurs potentiels. Le mari, âgé de 48 ans, explique que leur fils unique est mort noyé il y a quelques années. De plus, sa femme a subi une ligature des trompes dans le cadre de la politique de l'enfant unique [opération courante durant cette période, qui a pris fin en 2015]. Mais plus le temps a passé, plus ils ont eu envie d'avoir un nouvel enfant. Satisfaits de leur entretien avec Lin, ils émettent le souhait de la rencontrer en vrai à Wuhan.

C'est ce qu'ils font dès le lendemain (le 26 novembre). *“La première chose qu'ils m'ont dite en me voyant, c'est que leur fils aurait eu mon âge s'il n'y avait pas eu cet accident”*, se souvient Lin. Au bout d'une demi-heure seulement, le couple décide d'acheter ses ovocytes et lui verse 20 000 yuans à titre d'acompte. Peu après, l'agent lui dit que les clients ont finalement payé 10 000 yuans de plus, et qu'au total ses ovocytes lui rapporteront 150 000 yuans [19 350 euros].

C'est donc avec 20 000 yuans en poche que Lin rentre sur son campus. L'agent lui recommande de demander une autorisation d'absence d'au moins douze jours (grâce à un faux certificat médical) pour venir à Wuhan subir des injections pour la stimulation ovarienne. On lui explique que cela vise à aboutir à la maturation d'une vingtaine d'ovocytes [en une fois], contre un seul par mois dans un cycle normal.

Le 28 novembre, Lin prend donc un train pour retourner à Wuhan, où l'agent a prévu pour elle un logement. C'est là qu'elle subit

le traitement de stimulation ovarienne pendant douze jours. On lui livre les repas et elle doit être présente au moment des injections, mais le reste du temps elle est libre de sortir à sa guise.

Dès le lendemain, Lin reçoit une première injection, administrée habilement par un homme d'une trentaine d'années, mais la piqûre au niveau des fesses est quand même douloureuse. Sur les boîtes des trois médicaments qui lui sont injectés, elle lit que tous sont des médicaments prescrits uniquement sur ordonnance.

Or depuis son arrivée à Wuhan, Lin n'a vu aucun médecin.

Un rapport publié par des organismes médicaux de renom soulève le problème du mauvais usage des

stimulants ovariens dans le cas de la gestation pour autrui : *“Une automédication ou une utilisation inappropriée de ce genre de médicaments peut être à l'origine de grossesses multiples ou induire une hypertrophie ovarienne et même provoquer, dans les cas plus graves, des thromboses ou une insuffisance hépatique et rénale pouvant entraîner la mort.”*



TÉMOIGNAGE

3,2

MILLIARDS D'EUROS (25 MILLIARDS DE YUANS). C'est le montant atteint en 2018 par le marché de la procréation assistée, en pleine expansion en Chine. Selon une étude rendue publique par le site **Sina.com**, il était évalué à 14 milliards de yuans (1,8 milliard d'euros) en 2014. Si, après des décennies de politique stricte de l'enfant unique, le gouvernement chinois vient, le 31 mai, d'autoriser les couples à avoir trois enfants, l'infertilité est en augmentation et de plus en plus de couples consultent devins, médecins et rebouteux, écrit le **Zhongguo Jingji Zhoukan**. Selon une étude récente, environ 40 millions de couples en âge de procréer souffrent d'infertilité. Cela concerne 12,5 % à 15 % des personnes en âge de procréer, contre 3 % il y a vingt ans, ajoute l'hebdomadaire.



← Dessin de Boligán paru dans **El Universal**, Mexico.



Dans le bloc opératoire, Lin croise plusieurs hommes nerveux. Parmi eux, il y a l'acheteur rencontré auparavant. Avant qu'elle n'ait le temps de souffler, elle est placée sur la table d'opération, deux hommes en tenue chirurgicale à ses côtés. L'un d'eux s'occupe de son anesthésie générale. La suite, elle ne la connaît pas.

Selon un médecin de la reproduction de Pékin interrogé par nos soins, le prélèvement d'ovocytes a beau être une petite intervention, celle-ci doit se faire à l'aide d'une sonde endovaginale à laquelle est reliée une aiguille d'aspiration d'un diamètre [d'un peu moins] de 2 millimètres et longue de [près de] 35 centimètres : "Une fois les ovaires atteints, les ovocytes sont aspirés."

En une dizaine de minutes, les médecins terminent l'opération. Lin reste ensuite au repos deux heures. Le même jour est prévu le recueil du sperme de son acheteur, avant que les médecins ne procèdent en laboratoire à une fécondation in vitro.

Si la fécondation se déroule correctement, l'embryon doit être ensuite transféré dans l'utérus de la mère porteuse. Mais ce n'est qu'au bout de quatorze jours que l'on sait si l'opération a réussi. En réalité, cela importait peu à Lin, persuadée que, sur les 19 ovocytes prélevés par les médecins, il y en aurait bien un qui marcherait. Après être restée quelques jours de plus à Wuhan, elle va dire au revoir à son agent avant de rentrer chez elle. Même à ce moment-là, l'agent n'évoque pas les risques pour sa santé.

Pourtant, selon le médecin de la reproduction que nous avons interrogé, "l'opération n'est pas sans danger : l'utérus, la vessie, les intestins, les vaisseaux sanguins ou encore d'autres structures pelviennes proches des ovaires peuvent être endommagés à cette occasion". Par ailleurs, il arrive qu'après l'opération les femmes souffrent d'hémorragies ou d'infections, et cela peut entraîner une infertilité ou des lésions graves aux ovaires.

Six mois de délai. Mais Lin n'en a cure. D'ailleurs, elle a demandé à son agent combien de temps il fallait attendre avant de recommencer à vendre ses ovocytes. Il lui a répondu : six mois.

En fait, la "Réglementation concernant les technologies de procréation assistée chez l'être humain" [promulguée en août 2001] prévoit un encadrement très strict des dons d'ovocytes. Non seulement elle interdit leur commerce [comme l'est tout commerce des parties du corps humain en Chine], mais elle précise que "les donneuses d'ovocytes doivent être pleinement informées de l'utilisation qui sera faite de leurs ovocytes ainsi que de leurs droits et obligations en la matière. Elles sont tenues de signer un formulaire de consentement éclairé. Chaque donneuse ne peut être à l'origine que de cinq grossesses. Le suivi clinique des donneuses d'ovocytes doit être effectué à 100 %".

Le 14 décembre, Lin reprend les cours sans dire à qui que ce soit qu'elle a vendu ses ovocytes. Mais, pendant les jours qui suivent, elle reste en contact avec l'agent, qui lui propose de chercher pour lui de nouvelles "ovocyteuses", moyennant une commission de 5 000 yuans par personne trouvée.

Jugeant que l'activité peut être juteuse, Lin s'achète un nouveau numéro de téléphone et se crée un nouveau compte sur les réseaux sociaux, spécialement pour cela. À l'instar d'autres intermédiaires, elle se met à publier des annonces pour "jeunes ovocyteuses" ou "donneurs de sperme" sur des sites en ligne, avec rapidement des demandes de renseignements. Elle est ravie de sa nouvelle mission de recruteuse de "jeunes ovocyteuses". D'ailleurs, elle en est certaine, cela ne va pas s'arrêter là : on se dirige vers une légalisation de la gestation pour autrui.

Publié le 28 décembre 2020

SOURCE

FENGHUANG ZHOUKAN

Hong Kong, Chine
Hebdomadaire, 60 000 ex.
ifengweekly.com

Créé en juin 2000 par le groupe hongkongais Phoenix TV, cet hebdomadaire dispose de la rare autorisation d'être diffusé en Chine continentale. S'il a très vite connu le succès auprès des intellectuels chinois, sa réputation d'indépendance vis-à-vis de Pékin est, depuis quelques années, largement écornée.

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT

Moyen-Orient - Les nouveaux maîtres

Dans ce hors-série, *Courrier international*, avec les presses libanaise, égyptienne, iranienne, israélienne, panarabe, etc., fait le point sur les forces en présence et les alliances qui se dessinent aujourd'hui au Moyen-Orient.



8,50 €
Frais de port offerts

• Format : 230 mm x 297 mm • 76 pages

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :
Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Moyen-Orient -

Les nouveaux
maîtres du jeu

8,50 € x exemplaire(s) = €

Frais de port offerts

Total = €

Mes coordonnées :

VCO21BA1602

☐ Monsieur

☐ Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients
<https://boutique.courrierinternational.com>
au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2021
*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



à la une

RÉENSAUVAGER LA PLANÈTE

Dérèglements climatiques, sixième extinction, pandémie... Tout dans notre époque anxigène nous pousse à repenser notre relation au vivant. Et à fantasmer sur une nature sauvage, préservée. Mais ces écosystèmes épargnés par toute intervention humaine existent-ils vraiment ? Ont-ils même existé ? Se limitent-ils à la faune et à la flore ? Pour pouvoir leur redonner une vraie place, il va nous falloir déconstruire notre idée de la nature et repenser la place de l'homme dans la préservation de la biodiversité.



Parc national
de Hoang Lien Son,
au Vietnam.
Photo Ian Teh/
Panos Pictures/REA

Sous la protection des Premières Nations

Des États-Unis à l'Australie en passant par le Canada, le mouvement de rétrocession des terres aux Amérindiens, aborigènes et Premières Nations s'accélère, pour le plus grand bénéfice de l'environnement.

—Yale Environment 360
(extraits) New Haven

En 1908, le gouvernement américain a fait main basse sur 7 300 hectares de terres qui appartenaient aux tribus confédérées Salish et Kootenai, dans le but de créer le National Bison Range au cœur de leur réserve, dans l'ouest du Montana.

Si l'objectif de protéger les derniers bisons d'Amérique était louable, ce parc fédéral n'en est pas moins depuis un siècle, aux yeux des tribus, le symbole des injustices commises par le gouvernement à leur encontre. Elles ont mené un combat de longue haleine pour que leur soit restituée cette zone de pâturage. En décembre dernier, leur patience a été enfin récompensée : Donald Trump a promulgué une loi ouvrant la procédure de rétrocession des terres en question aux Salish et aux Kootenai.

Désormais, ce sont donc les tribus qui s'occupent des bisons et qui participent, dans le cadre d'un régime de cogestion, à la surveillance de ceux qui s'écartent du parc national de Yellowstone pour aller paître dans les zones administrées par le Service américain des forêts. Le mode de gestion des Amérindiens est marqué par une proximité presque familière avec cet animal qui leur permettait naguère de se nourrir, de se vêtir et de s'abriter – soit à peu près tout ce dont leur peuple avait besoin.

“Nous stressons moins les bisons et nous les traitons avec plus de respect”, fait remarquer Tom McDonald, responsable de la gestion des ressources halieutiques et fauniques des tribus et lui-même amérindien. Les tribus sont conscientes de l'importance des liens familiaux au sein des troupeaux et laissent donc les bisons ensemble. “C'est un virage à 180 degrés par rapport à la mentalité de rodéo que l'on voyait par ici, où ils se précipitaient sur les animaux en semant la panique. C'était vraiment la méthode brutale.”

Synergie avec l'écologie. On voit actuellement monter un mouvement visant à restituer certaines terres à haute valeur culturelle et environnementale à leurs anciens propriétaires, les peuples autochtones et les anciens habitants de ces régions, ou, a minima, à tenir compte de leur point de vue et les faire participer à la gestion des terres, de la faune et de la flore.

À travers tous les États-Unis, des terres sont ainsi rétrocédées aux tribus ou proposées à la

cogestion. En Californie, une fiducie foncière vient de restituer 485 hectares de prairies et de forêts de séquoias à la tribu des Esselen. Dans le Maine, les cinq tribus de la confédération Wabanaki viennent de reprendre possession d'une île de 60 hectares avec l'aide de fiducies foncières. D'autres rétrocessions ont eu lieu récemment dans l'Oregon, dans l'État de New York et ailleurs.

De plus en plus, les écologistes voient dans ces modes de gestion ancestraux – fruits de plusieurs siècles de cultures en immersion dans la nature – une forme de synergie avec le mouvement mondial visant à protéger la biodiversité et à gérer le milieu naturel de manière à nous prémunir contre le dérèglement climatique.

La Nature Conservancy, une des plus grandes associations de protection de l'environnement, vient d'institutionnaliser la rétrocession de terres à haute valeur environnementale dans le cadre de son programme “Peuples autochtones et populations locales”, à la fois aux États-Unis et dans le reste du monde.

“Les Amérindiens ont été de facto les premiers gestionnaires des terres d'Amérique du Nord.”

Erin Myers Madera,
NATURE CONSERVANCY

“Si vous regardez les choses sous l'angle de la justice foncière, nous devons les aider à retisser cette relation [avec les terres de leurs ancêtres], observe Erin Myers Madera, directrice du programme de Nature Conservancy. Les Amérindiens ont été de facto les premiers gestionnaires de toutes les terres et de toutes les rivières d'Amérique du Nord, et ils sont les dépositaires de savoirs et de pratiques qui remontent à des millénaires.”

Une des plus importantes procédures de rétrocession achevées à ce jour a commencé voilà huit ans en Australie, où les gouvernements fédéral et locaux ont acquis 19 domaines agricoles et les droits d'eau afférents pour la somme de 180 millions de dollars [152 millions d'euros], dans la vallée de Lower Murrumbidgee, en Nouvelle-Galles du Sud. L'objectif était de restaurer les grandes zones humides – foisonnant d'oiseaux, de poissons et autres – qui avaient souffert du drainage agricole intensif. Les parties concernées ont été invitées

à soumettre leurs propositions pour la gestion de ce qu'on appelait alors "les marais de Nimmie-Caira". C'est une entité composée de la Nature Conservancy et du conseil tribal des Nari Nari, le peuple autochtone qui habitait la région depuis 50 000 ans, qui a obtenu le droit d'administrer la zone en question.

Les anciens systèmes d'irrigation ont été supprimés ou modifiés pour rétablir le régime hydrologique traditionnel, plus naturel. La renaturation des premiers cours d'eau date de 2018, et des espèces telles que la perche dorée et la

La rétrocession "nous permet de continuer à protéger l'environnement, à préserver l'héritage aborigène".

Ian Woods,
CHEF DE LA TRIBU DES NARI-NARI

rainette *Dryopsophus raniformis*, ainsi que la spatule, l'aigrette ou le cygne noir y ont refait leur apparition en nombre. Les Nari Nari ont retrouvé et protégé les sépultures de leurs ancêtres et d'autres sites culturels et chassé de la zone plusieurs espèces invasives, notamment les cochons sauvages, les cervidés, les chats et les renards.

En 2019, la Nature Conservancy a rétrocédé les plus de 80 000 hectares de la zone de Nimmie-Caira aux seuls Nari Nari, qui la gèrent désormais. Ces derniers l'ont rebaptisée "Gayini", un terme qui signifie "eau" dans leur langue. "C'est un événement de taille pour les Nari Nari, qui utilisent leur savoir traditionnel pour préserver ces paysages depuis des milliers d'années, confie Ian Woods, chef de la tribu des Nari Nari. Cela nous permet de continuer à protéger l'environnement, à préserver l'héritage aborigène et à favoriser la transmission du savoir entre les générations."

Un lien intime avec la nature. Il est difficile de s'y retrouver dans les différentes conceptions de la nature et de la faune sauvage des peuples autochtones et dans les différentes interactions qu'ils peuvent avoir avec elles, mais il est évident que leurs vies sont intimement liées au monde naturel. Dans un rapport qui vient d'être publié, deux chercheurs du Service américain des forêts, David Flores et Gregory Russell, avancent une hypothèse pour expliquer les différences de conception de la nature entre Européens et Amérindiens. Les peuples autochtones ont une approche holistique et "voient dans les animaux et les éléments du paysage des caractéristiques qu'un esprit occidental associera traditionnellement à un être humain, par exemple le fait d'avoir des opinions, d'intervenir, d'engager un dialogue".

Compte tenu de cette relation et de ces affinités avec les autres espèces, mais aussi avec la terre elle-même, les gestionnaires de ressources doivent consulter les anciens des tribus afin de préserver ce lien culturel avec la nature. Ce qui comprend la pratique traditionnelle des brûlis



↑ Des bisons dans le parc naturel de Yellowstone, au Wyoming. Photo Jouko van der Kruijsen/Getty images

raisonnés servant à gérer à la fois les bisons et les paysages. "Les bisons raffolent des jeunes pousses après les écobuages, explique Tom McDonald. Ils sentent l'odeur de cette délicieuse herbe tendre qui sort du sol noirci par les flammes."

Au chapitre des savoirs traditionnels, la pratique de l'écobuage est sans doute celle qui fait couler le plus d'encre en ce moment, en raison des incendies dantesques qui ont ravagé l'ouest américain. En plus de leur rôle "sanitaire" permettant de garder la main sur les habitats de la faune sauvage et les forêts, d'accroître la résilience du milieu ou de faire pousser certaines essences utiles, par exemple pour la fabrication de paniers ou l'alimentation, les écobuages traditionnels planifiés contribuent efficacement à réduire l'intensité des incendies. Une étude récente révèle ainsi que les pratiques des autochtones dans les forêts entourant le Jemez

Pueblo, au Nouveau-Mexique – essentiellement des petits brûlis tout au long de l'année et la collecte du bois dans les zones habitées – permettent de ralentir efficacement les incendies de très forte intensité.

La tendance actuelle consistant à associer plus étroitement les autochtones à la gestion des terres ne se limite pas à l'attribution de titres de propriété. Sous Barack Obama, le gouvernement avait prévu que le site de Bears Ears, dans l'Utah, qui regorge de lieux sacrés pour les Amérindiens, serait cogéré par le ministère de l'Intérieur [qui gère l'essentiel des terres appartenant à l'État fédéral] et une coalition composée de cinq tribus. [Une politique remise en cause par son successeur, Donald Trump, qui a réduit de 85 % la zone protégée créée par Obama à la demande des tribus indiennes]. Aujourd'hui, avec l'arrivée de l'Amérindienne

À la une

Rétrocéder les parcs nationaux aux Amérindiens



article très remarqué récemment publié dans le magazine **The Atlantic**, l'écrivain amérindien David Treuer revient ainsi

●●● Certains membres du mouvement Landback, qui milite pour la restitution des terres aux Amérindiens, défendent des formes de "réparations" radicales. Dans un

sur la longue liste des expulsions forcées et des traités rompus qui ont permis la création des parcs nationaux américains. Il propose d'inverser l'histoire et de confier la responsabilité des 35 millions d'hectares des parcs nationaux américains à un consortium de tribus indiennes à titre de réparation pour les terres dont elles ont été dépossédées. En contrepartie, celles-ci devraient s'engager à respecter des clauses contraignantes sur la protection des ressources naturelles.

Deb Haaland à la tête du ministère de l'Intérieur, les programmes de cogestion devraient se multiplier, même s'il ne s'agit pas de rétrocessions à proprement parler. Joe Biden s'est engagé à écouter les tribus amérindiennes et à travailler avec elles, à l'heure où il propose de protéger davantage de terres appartenant à l'État et, surtout, de tenir sa promesse de mettre sous protection 30 % des États-Unis à l'horizon 2030, dans le cadre de son programme baptisé "30 x 30".

D'autres pays ont engagé des projets semblables. Au Canada, par exemple, le gouvernement fédéral s'est associé à l'association inuit Qikiqtani pour cogérer la réserve marine nationale de Tallurutiup Imanga et la zone marine protégée de Tuvaijuittuq, au Nunavut, qui couvre l'essentiel du nord canadien. En dialecte autochtone, *tuvaijuittuq* veut dire "la dernière zone prise par les glaces", c'est l'endroit où les dernières glaces de l'Arctique sont les plus épaisses et devraient résister le plus longtemps au réchauffement climatique. Ce pourrait donc être le dernier refuge des ours polaires, des phoques, des narvals, des morses et autres bélugas, ainsi que des algues qui vivent sous les glaces et qui constituent la base de la chaîne alimentaire dans l'Arctique. Ce pourrait être aussi le dernier refuge des chasseurs qui pratiquent la chasse de subsistance dans un climat qui se réchauffe.

Des partenariats locaux commencent également à émerger. À l'initiative de plusieurs dizaines de fiducies foncières et de cinq tribus de la confédération Wabanaki, le programme First Light a pour objet de rétablir l'accès à des

Forages pétroliers, surpâturage, braconnage... La réserve des Blackfeet est pourtant loin d'être un modèle.

territoires de chasse, de cueillette et de rituels dans le Maine. Ce projet comprend une île de 60 hectares que les colons européens avaient accaparée et que la tribu Passamaquoddy nomme "Pine Island". Et, en mai dernier, l'institut Open Space de New York a rétrocédé 63 hectares situés le long de l'Hudson aux Stockbridge-Munsee, de la Nation mohican, qui en feront une réserve naturelle.

En Californie, la tribu des Esselen, qui vivait à Big Sur depuis des milliers d'années, a été dépossédée de sa culture et de ses terres par les Espagnols, qui ont implanté des missions dans la région. La Western Rivers Conservancy, avec le soutien financier de l'Agence californienne pour les ressources naturelles, a pu racheter un ranch de 485 hectares composés de forêts de séquoias et d'une rivière cristalline, la Little Sur, zone de frai de la truite arc-en-ciel, en vue de protéger l'endroit et d'en faire don au Service américain des forêts. Des habitants s'y sont opposés et, l'année dernière, les terres, estimées à 4,5 millions de dollars [3,8 millions d'euros], ont été rétrocédées aux Esselen – deux cent cinquante ans après leur confiscation. La

tribu en protégera les ressources naturelles, dont la truite arc-en-ciel, la chouette tachetée de Californie, le condor de Californie (une espèce menacée), et y pratiquera ses cérémonies traditionnelles et la cueillette sauvage. Cette vogue de rétrocessions de terres aux Amérindiens ou, à défaut, de cogestion s'inscrit dans le mouvement actuel pour l'égalité raciale. Dans la communauté amérindienne, le phénomène est baptisé #Landback ["restitution", voir encadré ci-contre].

Restent certaines inquiétudes sur les risques possibles d'une gestion par les tribus. Autoriseront-elles la chasse dans les endroits où la tradition l'interdit ? Des changements dans les administrations tribales ne risquent-ils pas de réduire le niveau de protection des terres à haute valeur environnementale ?

Exploitation. La gestion des ressources naturelles par les Salish et les Kootenai leur a valu des éloges. Les deux tribus ont créé la première réserve sauvage tribale du pays, la Mission Mountain Wilderness Area, dont elles interdisent chaque année 4 000 hectares à la fréquentation humaine afin de permettre aux grizzlys – un animal totem – de se repaître en été des coccinelles et de papillons de nuit de l'espèce *Euxoa auxiliaris*, qui abondent en altitude.

Mais on trouve aussi plusieurs exemples de tribus qui exploitent les ressources naturelles. Après un combat de plusieurs décennies pour faire annuler des concessions pétrolières et gazières dans les secteurs de Badger-Two Medicine et de Rocky Mountain Front, dans le Montana, un projet de loi a été déposé au Congrès pour autoriser les Blackfeet à cogérer le secteur de Badger-Two Medicine, qui fait partie de la forêt classée Lewis and Clark et dont le "patrimoine culturel" a été reconnu. Fin connaisseur de la zone, George Wuerthner constate que la réserve des Blackfeet, près de Badger-Two Medicine, est loin d'être un modèle, évoquant, outre les nombreuses concessions accordées pour des forages pétroliers ou la fracturation hydraulique, le surpâturage pratiqué dans les ripisylves et le braconnage, notamment du grizzly.

De leur côté, les partisans de la rétrocession de terres sauvages aux peuples autochtones pointent un nombre croissant d'études qui démontrent l'efficacité de leur gestion. Par exemple, une étude publiée l'année dernière par l'Université de Colombie-Britannique a conclu que les terres administrées par les peuples autochtones en Australie, au Brésil et au Canada abritent davantage d'espèces de vertébrés que les réserves naturelles existantes. "Dans l'ensemble, les méthodes des peuples autochtones se sont avérées bien plus efficaces que celles des Occidentaux", observe Brian O'Donnell, de la Wyss Foundation. Si on épouse le point de vue des peuples autochtones, qu'on en tire des enseignements et qu'on s'en sert comme modèle pour nos politiques environnementales à venir, je pense qu'on s'en trouvera beaucoup mieux."

—Jim Robbins

Publié le 3 juin

Législation

La nature, personnalité juridique

En février dernier, le Conseil des Innus d'Ekuanitshit, une population vivant principalement sur la réserve indienne de Mingan, au Canada, ainsi que la municipalité régionale de comté de Minganie, ont attribué à la rivière Magpie (Mutehekau Shipu) le statut de personnalité juridique.

La rivière a ainsi obtenu neuf droits fondamentaux, dont ceux de couler, de maintenir sa biodiversité naturelle et d'estimer en justice. Le concept des "droits de la nature", c'est-à-dire que la nature puisse jouir de droits fondamentaux, n'est guère nouveau. L'idée prend son origine dans l'article du juriste Christopher Stone, "Les arbres doivent-ils pouvoir plaider ?", publié en 1972 dans la **Southern California Law Review**. Mais il faudra attendre les années 2000 pour qu'émergent les premières reconnaissances historiques des droits de la nature, avec le militantisme du Community Environmental Legal Defense Fund (CELDF), aux États-Unis.

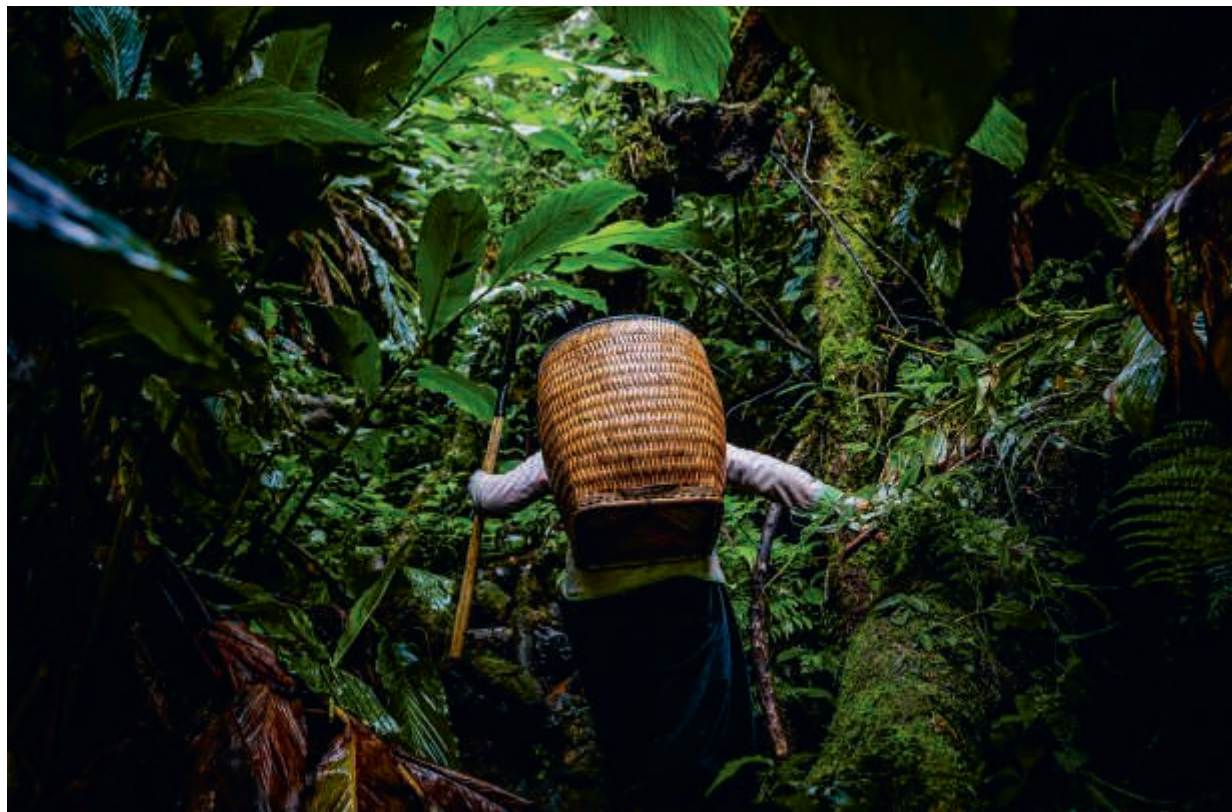
Le fonds s'est notamment joint à une association pour l'autonomisation des tribus autochtones de l'Amazonie, ainsi qu'à des politiciens anticolonialistes radicaux, afin d'introduire en 2008 les droits de la nature dans la Constitution de l'Équateur. "À ce jour, il s'agit de la seule Constitution du monde établissant des droits de la nature", a noté en mars dernier un rapport du département européen des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles. Le taux de réussite des demandes de reconnaissance juridique d'espaces naturels reste cependant "assez faible". L'auteur souligne néanmoins quelques réussites, dont le cas de la rivière Vilcabamba en Équateur, le Río Atrato en Colombie, ainsi que le Gange et la rivière Yamuna en Inde. À l'échelle internationale, ce sont des déclarations non contraignantes telles que la déclaration de Rio (1992) ou la Charte de la Terre (2000) qui reconnaissent la valeur intrinsèque de la nature.

SOURCE

YALE ENVIRONMENT 360
New Haven, États-Unis
e360.yale.edu

Ce webzine, publié par l'Université Yale, est très prolifique en débats, reportages, opinions et analyses sur toutes les questions environnementales. Parmi les intervenants, des journalistes, des scientifiques, mais aussi des politiques et des industriels.





L'humanité ne nuit pas forcément à la biodiversité

À l'époque des mammouths, l'espèce humaine s'était déjà étendue sur les trois quarts de la surface de la Terre, démontre une nouvelle étude. Sans pour autant y réduire la variété des formes de vie – au contraire.

—Science Washington

Depuis les années 1960, les défenseurs de l'environnement ont toujours eu une solution toute prête pour sauver la biodiversité : il faut protéger les zones naturelles de l'influence de l'homme. Or, à en croire une nouvelle analyse de l'usage des sols qui remonte jusqu'à douze mille ans, il semblerait que, même à l'époque des mammouths et des mégathériums [un mammifère voisin des paresseux, mais de la taille d'un éléphant], un quart seulement de la planète était préservé de toute intervention humaine, par rapport à 19 % de nos jours. Comme certaines de ces zones habitées sont aujourd'hui des "points chauds" de biodiversité [des zones où la richesse en espèces végétales endémiques est exceptionnelle mais menacée], la population humaine a probablement contribué à maintenir – voire à augmenter – la diversité des autres espèces pendant des millénaires, écrivent les auteurs. Ces découvertes suggèrent également que nombre de pratiques traditionnelles des

peuples indigènes jouent un rôle clé dans la préservation de la biodiversité.

Cet article "tord le cou à un mythe important" dans les cercles des défenseurs de l'environnement, affirme Danielle Wood, ingénieure aérospatiale du Massachusetts Institute of Technology, spécialiste du développement international technologique, qui n'a pas été impliquée dans ces nouveaux travaux. En proposant une étude sur le long terme de l'impact de l'homme sur la planète, ces recherches révèlent que ce ne sont pas les êtres humains en eux-mêmes qui sont responsables de la chute catastrophique de la biodiversité, mais la surexploitation des ressources, explique-t-elle. Si ces pratiques sont durables, "il n'est pas nécessaire d'écarter l'homme" pour sauver les espèces de notre monde.

Pour comprendre comment les habitats humains ont influencé la biodiversité, une équipe pluridisciplinaire de scientifiques issus de plusieurs universités a affiné un modèle afin de prédire l'usage passé des sols. Le modèle utilise des cartes de l'aménagement actuel – l'emplacement des pâturages, des terres arables, des

villes et des mines – et incorpore des données censitaires sur la taille de la population passée et présente. Puis il remonte le temps, ajoutant des données archéologiques pour prédire l'aménagement des sols à 60 moments dans le temps au cours des douze mille dernières années. Sur les cartes obtenues, les chercheurs importent des données actuelles sur la biodiversité des vertébrés, les espèces menacées et les zones protégées, ainsi que les zones indigènes reconnues par les gouvernements.

"L'étude montre le caractère fallacieux du concept d'une nature 'pure', épargnée par la main de l'homme."

Ruth DeFries, PROFESSEURE EN ÉCOLOGIE À L'UNIVERSITÉ COLUMBIA

L'équipe est arrivée à la conclusion qu'il y a douze mille ans l'homme s'était répandu sur les trois quarts de la surface de la Terre, à l'exception de l'Antarctique, occupant de vastes espaces de ce que les écologistes appellent aujourd'hui des terres "naturelles", "intactes" ou "sauvages". Il y a dix mille ans, les terres vierges représentaient en réalité 27 % du globe. Aujourd'hui, ce chiffre est de 19 %, signalent les chercheurs dans leur article paru [en avril dernier] dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*. Les auteurs ont établi des associations statistiques encore plus stupéfiantes entre les points chauds de biodiversité et l'aménagement passé des sols, qui suggèrent que l'humanité a autrefois joué un rôle dans la conservation, voire la création de ces foyers, dont l'Amazonie et le Congo.

Bouleversements récents. Ces résultats "illustrent le caractère fallacieux du concept d'une nature 'pure', épargnée par la main de l'homme", commente Ruth DeFries, spécialiste du développement durable à l'université Columbia, qui n'a pas participé aux recherches. Ils n'en montrent pas moins des bouleversements récents. Par exemple, l'aménagement des sols est resté relativement stable pendant une grande partie de ces douze mille ans, mais a changé radicalement à partir des années 1800 jusque vers 1950. Ces changements incluent des menaces désormais familières comme l'agriculture intensive, l'urbanisation, les exploitations minières à grande échelle et la déforestation.

Ces découvertes ne surprennent ni les anthropologues ni les archéologues, qui savent que l'homme aménage les paysages naturels depuis des millénaires – en brûlant les forêts et en plantant des récoltes, entre autres. Mais l'article "apporte de l'eau au moulin des organisations écologistes et des défenseurs des droits de l'homme, qui réclament de plus en plus que les communautés indigènes contrôlent les points chauds de biodiversité", assure Dana Lepofsky, archéologue et ethnobiologiste à l'université Simon-Fraser. Un avis que partage Fiore Longo, directrice du département d'écologie de Survival International, une ONG pour la défense des droits des peuples

SOURCE

SCIENCE
Washington, États-Unis
Hebdomadaire
165 000 ex.
sciencemag.org
Prestigieuse revue créée en 1848, elle offre un panorama particulièrement fouillé et exhaustif de l'état et des débats de la science aux États-Unis et dans le reste du monde. Le site reprend les sujets présentés dans l'hebdomadaire et met à disposition des sujets en ligne exclusifs.



Écosystème

Peut-on réintroduire les poissons victimes de la surpêche?

●●● Les projets de “réensauvagement” ne portent pas uniquement sur les écosystèmes terrestres. Les milieux océaniques sont également concernés, même si “le monde sous-marin est à la traîne derrière ses homologues terrestres”, écrivait Helen Scales dans le *Guardian*, le 4 juillet. Parmi les rares programmes de libération après un élevage en captivité, la biologiste marine cite l’esturgeon, ainsi que le bénitier géante australien dans les récifs coralliens des îles Fidji. Du côté des îles Raja Ampat, en Indonésie, on programme la réintroduction de requins zèbres *Stegostoma tigrinum*, une première pour ce type de poisson cartilagineux. Aux Pays-Bas, c’est le pocheteau gris, de la famille des raies, qui fait l’objet d’étude de réintroduction, mais l’absence d’élevage en captivité et le lent développement de l’animal restent un défi. Le point commun de ces espèces? Elles sont victimes de la surpêche.

On touche là à la difficulté majeure à laquelle fait face le réensauvagement marin, explique la biologiste :

“Les espèces concernées par la plupart des efforts de réintroduction sur terre ne sont généralement plus ciblées pour leur peau ou leur viande, souligne la biologiste. Dans l’océan, en revanche, la chasse intensive se poursuit.”

autochtones. “Cet article confirme ce que nous disons depuis des années, insiste-t-elle. La nature sauvage est un mythe colonial et raciste dépourvu de fondement scientifique”, qui a souvent servi à justifier la spoliation des terres indigènes.

Les anthropologues soulignent que tous les groupes autochtones de l’histoire n’ont pas forcément maintenu la biodiversité. Les populations préhistoriques ont probablement contribué à l’extinction d’animaux de la mégafaune, comme les mammoths et les oiseaux coureurs des îles du Pacifique. Mais “il est évident [que] les peuples indigènes ont été de bien meilleurs gardiens de la nature que nous tous”, conclut Eric Dinerstein, biologiste de la conservation au sein de Resolve, association à but non lucratif de Washington qui défend le développement durable. “La chose la plus importante que nous puissions faire, c’est de leur donner le pouvoir et les moyens de préserver leurs terres souveraines.”

—Elizabeth Pennisi

Publié le 19 avril

← Récolte de la cardamome noire au Vietnam. Surexploitée, cette plante est considérée comme menacée.

Photo Ian Teh/Panos Pictures/REA

Définition

RÉENSAUVAGER

Traduction du mot américain *rewilding*, apparu dans les années 1990, ce terme désigne l’idée de rétablir, dans un espace donné, les grandes fonctions écologiques telles qu’elles existaient avant la perturbation de l’écosystème par la présence humaine, afin de laisser à nouveau la nature évoluer seule. Il ne s’agit donc pas seulement de conservation ou de réintroduction d’espèces. Ce concept de gestion écologique gagne un nombre croissant d’adeptes en Europe, y compris parmi les scientifiques.

Le “monde naturel”, ce vieux fantasme

L’homme a irrémédiablement changé son environnement et continue de le changer. Il faut maintenant repenser les termes de notre relation à la nature et au sauvage, comme nous y exhortent plusieurs spécialistes de l’environnement.

Grist (extraits) Seattle

Pour Nathaniel Rich, ce que les gens appellent le “monde naturel” n’existe plus – pour autant qu’il ait jamais existé. Ainsi qu’il l’écrit dans son nouveau livre, *Second Nature : Scenes from a World Remade* [Seconde nature : scènes d’un monde remodelé, non traduit], “il ne reste à peu près aucune pierre, aucune feuille, aucun mètre cube d’air sur Terre qui n’ait été marqué par l’Homme”.

Les océans sont des masses d’eau tièdes et gonflées et des milliers d’espèces – certaines encore inconnues – sont en train de disparaître. Jusque dans notre sang, on retrouve des taux nocifs d’acide perfluorooctanoïque (APFO), un composé synthétique extrêmement persistant, responsable de nombreux troubles de la santé. Alors comment fait-on pour commencer à réparer le mal infligé à notre planète, et à nous-mêmes?

“Je ne pense pas que l’on puisse se contenter de dire qu’il faut agir pour ‘défaire’ les dommages que nous avons causés, explique Nathaniel Rich. Bien sûr, nous devons essayer de rendre le monde meilleur. Mais quel monde voulons-nous créer? C’est ça, la grande question.”

L’humanité fait face à un problème de dimension inédite : nous avons triomphé du monde naturel – qui nous inspirait autrefois une si profonde terreur – de manière magistrale. Et maintenant qu’il est en train de disparaître, nous voudrions qu’il reprenne sa place. Alors que les dérèglements climatiques se préparent à nous faire payer la facture mondiale de tout ce que nous avons perdu, un nombre croissant de journalistes spécialistes de l’environnement se font l’écho d’un discours d’abord formulé par des écrivains naturalistes comme Alexander von Humboldt [1769-1859] : il est impossible de “ne pas toucher à la nature”, notamment parce que nous en faisons nous-mêmes partie.

Lapin vert. Le livre *Second Nature* s’ouvre sur la description d’une ferme en Virginie-Occidentale, où des “composés chimiques à la durée de vie quasi infinie” ont été relâchés dans une crique par DuPont, l’une des plus puissantes entreprises de l’industrie chimique, et ont transformé le paisible troupeau de vaches d’un éleveur en une horde de bovidés galeux et meurtriers – les dents noircies, le museau saignant et les yeux étincelant d’un “bleu chimique”.

Le livre jongle entre les points de vue narratifs : un chercheur tente de comprendre pourquoi des étoiles de mer de la côte Pacifique se mettent subitement à s’arracher leurs propres bras; un étudiant devient obsédé par l’idée de ressusciter la tourte voyageuse, une espèce d’oiseau aujourd’hui éteinte; un lapin émet une lueur verte lorsqu’il est placé sous une source de lumière noire.

Nathaniel Rich n’a pas commencé l’écriture de ce livre avec l’intention de faire peur aux gens, mais il juge important de mesurer toute l’étrangeté de notre époque. “Nous vivons au milieu de ces choses grotesques que nous avons nous-mêmes créées, explique-t-il. Nous voyons ces horreurs perdurer et nous essayons d’une certaine manière de ne pas les voir. Pourquoi faisons-nous cela, et comment dépasser ces comportements?”

Nous avons triomphé du monde naturel de manière magistrale. Et maintenant qu’il est en train de disparaître, nous voudrions qu’il reprenne sa place.

Second Nature se révèle particulièrement troublant. Chaque chapitre marque un moment de contact entre “la nature” – quelle que soit la définition qu’on en ait – et la volonté humaine d’agir sur elle. De tout le livre ressort une idée, échouée là comme sur les plages désolées de notre planète ravagée : nous avons irrémédiablement changé le monde naturel. Nous le changerons encore. Et ce n’est pas nécessairement une mauvaise chose.

Rich n’est pas le seul auteur à s’interroger sur ce que signifie s’adapter – réellement – à un monde changeant. Elizabeth Kolbert, journaliste au *New Yorker* et lauréate du prix Pulitzer pour *La Sixième Extinction* [Ed. La Librairie Vuibert, 2015], vient de publier *Under a White Sky* [Sous un ciel blanc, non traduit]. À l’instar de *Second Nature*, son livre est une collection d’instantanés qui racontent comment les êtres humains réinventent notre planète pour sauver les animaux, l’espèce humaine, et jusqu’à la composition de l’atmosphère.

Elizabeth Kolbert a écrit ce livre car elle est fascinée par l’idée d’agir face aux dérèglements climatiques, d’imaginer des interventions humaines pour contrer les effets de cette autre intervention humaine. “Ce n’est pas de la nature existante



– ou que l'on croit exister – qu'il faut s'occuper. Il faut partir sur la base d'une planète changée et opérer un mouvement réflexif. Il ne s'agit pas tant de contrôler la nature que de contrôler le contrôle de la nature."

En Australie, écrit-elle, des scientifiques essaient de créer un nouveau "super corail", capable de se développer dans des eaux chaudes et acides. Dans le Massachusetts, des chercheurs d'Harvard se demandent comment installer une sorte de variateur de lumière sur le Soleil. "Nous exerçons déjà une telle influence [sur notre environnement] qu'à ce niveau, le fait de ne rien faire constitue en soi une intervention."

Un autre livre à paraître, de la journaliste Emma Marris, s'inspire du même schéma. Dans *Wild Souls* [Les âmes sauvages, non traduit], elle pose la question suivante : existe-t-il encore des animaux véritablement "sauvages"? Emma Marris et Nathaniel Rich écrivent tous les deux sur le mouvement de "désextinction", qui vise à ressusciter des espèces disparues, comme le mammoth ou la tourte voyageuse. L'idée a de quoi séduire, mais ramener à la vie des espèces éteintes soulève également toute une série de nouveaux dilemmes éthiques, explique Marris. Comment les protéger, comment les garder "sauvages" et leur offrir les conditions nécessaires à leur épanouissement? "Si vous ne voulez pas avoir de responsabilité envers la tourte voyageuse, ne ressuscitez pas la tourte voyageuse", résume-t-elle.

Ce n'est pas un hasard si les plus grands auteurs de l'écologie au ^{xxi}e siècle s'emparent de la même idée au même moment et parviennent plus ou moins à la même conclusion : il n'est pas possible de retourner au monde d'avant.

—Zoya Teirstein
Publié le 29 mars

SOURCE

GRIST

Seattle, États-Unis
gristmagazine.com
grist.org

Créé en 1999, ce site américain utilise beaucoup l'humour pour attirer l'attention sur les grandes problématiques environnementales. Au-delà du sarcasme et des articles parfois potaches, analyses et informations restent toujours pertinentes.

Fascinés, oui, mais à distance

Si la pandémie est venue conforter les aspirations de beaucoup à vivre plus près de la nature, la représentation que l'on se fait de cet environnement est souvent erronée, observe l'hebdomadaire catholique libéral polonais *Tygodnik Powszechny*.

—Tygodnik Powszechny Cracovie

La plupart d'entre nous n'avons pas conscience du fait que les animaux sont tout près de nous et qu'ils nous observent plus souvent que nous ne les voyons. Cependant, nous connaissons avec précision la distance dont nous voudrions être séparés d'eux : 11 kilomètres. C'est la moyenne des résultats d'une enquête conduite par l'animatrice spécialisée en environnement [et biologiste] Marta Jermaczek-Sitak sur la distance tolérée entre domicile et animaux. Avec 11 kilomètres, le castor a en réalité obtenu le meilleur score, suivi par le bison (16 kilomètres), le

loup (31 kilomètres), l'ours (41 kilomètres) et enfin, la vipère péliade (52 kilomètres). Or si l'on dessinait de tels rayons autour des zones d'habitation en Pologne, les animaux sauvages n'auraient plus aucune place dans le pays.

"Ces réponses révèlent un manque de connaissance de la nature, commente Marta Jermaczek-Sitak. Les castors se déplacent peu et ne menacent personne, pas même dans un rayon de centaines de mètres. En revanche, les loups peuvent parcourir des dizaines de kilomètres en une nuit."

Le câlin ou le fusil. Néanmoins, les personnes interrogées avaient aussi déclaré vouloir laisser sans intervention humaine un cinquième du territoire national et en majorité, elles ont une appréciation positive du terme "sauvage", associé aux forêts, au naturel, ou encore aux zones humides. Elles apprécient en outre les bénéfices de la nature pour la santé et y voient une source d'expériences spirituelles, voire de fierté patriotique.

"Dans le village où je vis, dans l'ouest de la Pologne, de nombreuses maisons sont construites en lisière de forêt, mais dans le même temps, la biophobie se développe, témoigne Marta Jermaczek-Sitak. On le voit notamment sur les forums de jardinage où participent des gens qui veulent vivre entourés de verdure, mais dont les principales questions portent sur la lutte contre les nuisibles."

Ainsi, nous rêvons de quitter la ville pour élever nos enfants au plus près de la nature, mais dans les faits, nous la repoussons de toutes nos forces. Pourquoi?

Un premier élément de réponse est qu'entre le moment de l'exode rural et celui du "retour à la nature" nous avons oublié ce que celle-ci est vraiment. Des chercheurs de l'université de Cambridge ont par exemple observé [en 2016] que des enfants britanniques de 8 ans reconnaissaient mieux les Pokémon que des espèces communes de plantes et d'animaux.

Selon l'ONU, la population urbaine s'accroît de 160 000 personnes par jour. Cela donne une mesure de notre éloignement de la nature. "Sauvage" est un terme abusif, le phénomène qu'il recouvre existe surtout dans notre imagination, affirme le biologiste Piotr Tryjanowski. En réalité, notre rapport aux animaux se situe entre deux extrêmes : le câlin excessif et le fusil, tous deux causés par un manque de connaissance."

Cela ne se limite pas aux habitants des villes. Ainsi, c'est dans les pâturages que le rapport au loup suscite les émotions les plus vives. D'un côté, certaines organisations écologistes les décrivent comme des quasi-végétariens tandis que de l'autre, les éleveurs rechignent à investir en clôtures et en chiens de protection, encourageant les attaques d'animaux sauvages. "De nombreux agriculteurs font preuve d'un égoïsme extrême et veulent cultiver chaque mètre carré de terre. Si nous plantons des betteraves ou du maïs en lisière de forêt, nous encourageons les animaux à venir se servir. Les restes d'aliments aux abords des maisons sont aussi perçus comme des invitations", ajoute le chercheur.

Une des solutions possibles consiste à traiter ces conflits localement. En Roumanie et

en Slovaquie, l'installation de poubelles fermées a mis fin aux visites d'ours dans les villages. En République tchèque, le déploiement de chiens de protection a permis de réduire le niveau de stress des moutons, les pertes, et les griefs adressés à la nature.

Un deuxième élément de réponse a trait à nos attentes irréalistes, qui compliquent la relation au sauvage. La sociologue Dorota Rancew-Sikora explique que nous divisons les animaux entre ceux de compagnie, qui vivent selon les normes humaines, les animaux utilitaires neutres et les animaux sauvages. Cette dernière catégorie recouvre aussi les animaux qui ne répondent pas à nos attentes et deviennent problématiques, comme les chiens agressifs et les chats errants.

“Un chien élevé pour s'adapter à nos normes sociales pourra être traité comme un membre de notre monde. En revanche, même domestiques, les araignées et les poissons sont incapables de satisfaire à cette condition et sont donc tenus à l'écart. Au bout de l'échelle se trouve la nature sauvage, qui se compose d'individus inadaptés à nos foyers. Dans cette sphère, nous sommes exposés à l'inconfort, parfois à l'inquiétude et à la douleur, parce que nous pouvons trébucher ou être griffés, mordus”, explique la sociologue.

Pour les écologistes, c'est un défi de communication publique. Le monde sauvage devrait survivre dans sa forme “inhumaine”, impersonnelle, mais pour les associations de protection de l'environnement, cette cause est plus difficile à défendre que le bien-être animal souvent incarné dans les médias par un individu concret et paré d'attributs “humains”, comme un prénom.

“Le monde sauvage est froid, rugueux, poilu, mais nous, nous nous enfermons dans l'artificiel et le chaud.”

Marta Jermaczek-Sitak,
BIOLOGISTE

“Le monde sauvage est froid, rugueux, poilu, reprend Marta Jermaczek-Sitak, mais nous, nous nous enfermons dans l'artificiel et le chaud, parmi des objets que nous choisissons nous-mêmes. Je pense que nous nous éloignons de plus en plus de toute autre forme de vie, pas seulement des ours, des moustiques ou des crapauds, mais aussi des autres gens. Nous commençons même à être dérangés par leur odeur.”

En Pologne, les animaux sauvages représentent rarement une menace pour l'homme. Néanmoins, ils font peur, et le plus effrayant n'est ni le loup, ni l'ours, ni même la vipère péliade [seule espèce de serpent venimeux répertoriée dans le pays], mais la minuscule tique, devenue l'antihéros de campagnes de prévention contre des pathologies comme la maladie de Lyme. Ces dernières années, sa population a beaucoup augmenté, et à certains moments de l'année, la proportion d'individus porteurs de pathogènes peut atteindre [une forte proportion de la population].

Si l'existence du problème n'est donc pas contestée, on peut se demander où s'arrête la prudence requise et où commence la peur généralisée et irrationnelle, comme le constate Marta Jermaczek-Sitak chez certains parents d'enfants qui participent à ses classes vertes. *“Avant de les laisser jouer dans les champs, ils les aspergent de répulsifs, les équipent d'appareils à ultrasons, les habillent comme s'ils portaient à la guerre. Cela leur laisse peu d'espace pour qu'ils découvrent par eux-mêmes les menaces”,* regrette-t-elle.

Erigée en exemple, la Finlande fait débiter l'apprentissage de la cohabitation avec la nature dès l'école maternelle. Habillés contre la pluie et le froid, les enfants peuvent passer des heures à l'extérieur, de façon relativement autonome, et nouent ainsi un lien direct avec la nature.

Le défi des zoonoses. Trop souvent, nous projetons sur nos enfants notre propre peur du monde sauvage. *“Korczak [un célèbre pédagogue polonais de la première moitié du xx^e siècle] encourageait à accepter le fait que les enfants pouvaient avoir des expériences désagréables, voire qu'ils puissent mourir. Évidemment, c'est une approche radicale, mais sans exposer les enfants à des dangers, il est possible de leur donner la possibilité de vivre des choses par eux-mêmes. En Pologne, les décès de personnes causés par le monde sauvage sont extrêmement rares, mais la mort est omniprésente dans la nature, ce que nous avons tendance à nier”,* estime Dorota Rancew-Sikora.

Il y a encore quelques décennies, des gens pouvaient vivre sous un même toit avec leurs animaux de ferme. Aujourd'hui, dans de nombreux villages, il n'y a plus une poule. Les maisons se sont embellies, les habitants veillent à ce qu'il n'y ait pas la moindre mousse entre les pavés, les gazons sont tondus tous les samedis. Cette évolution est la même que dans les pays occidentaux au siècle précédent. Quand il est question d'industrialisation, de grandes cultures, d'élevages intensifs et de villages habités par des gens des villes, les économistes parlent de “développement” et de “progrès”, mais les biologistes, d’“extinction massive”.

L'une des conséquences de ces transformations d'écosystèmes est la migration des animaux en direction des bordures des villes. *“Ce ne sont plus les attaques d'animaux sauvages contre les animaux de ferme, mais les accidents sur les routes qui deviennent le principal sujet de préoccupation. Rien qu'à Poznan [une grande ville de l'Ouest], en 2019, il y a eu plusieurs centaines de cas de collision entre voitures et sangliers, signale Piotr Tryjanowski. L'autre défi, ce sont les zoonoses, c'est-à-dire les maladies transmissibles entre l'homme et l'animal. Les animaux sauvages sont des réservoirs de pathogènes et de parasites. Même quand ils ne mordent pas, il suffit qu'ils laissent des excréments. Et ce n'est que le début d'une longue liste de menaces, qui résultent moins du caractère de la nature que des changements introduits par l'homme.”*

—Marcin Żyła

Publié le 7 décembre 2020

← Des ours en balade dans la petite ville roumaine de Baile Tusnad, en 2018.

Photo Akos Stiller/
The New York Times

SOURCE

TYGODNIK POWSZECHNY

Cracovie, Pologne
Hebdomadaire

tygodnikpowszechny.pl

Suspendu après la mort de Staline pour ne pas avoir publié sa nécrologie, réactivé au moment du “dégel” en 1956, “L'Hebdomadaire universel” représente depuis sa fondation en 1945 l'un des trois principaux porte-voix du catholicisme ouvert polonais aux côtés de la revue *Wież* et du mensuel *Znak*. Œcuménique et ouvert sur le monde, *Tygodnik Powszechny* traite de l'actualité polonaise et internationale.

Recherche

Les virus aussi ont droit de cité

“Lorsque nous protégeons le sauvage qui est en nous, nous préservons une vaste pharmacie de virus qui peuvent en fin de compte nous protéger.” Reprenant les propos de Paul Turner, professeur d'écologie et de biologie évolutive à l'université Yale (États-Unis), Daphne Miller a lancé le 13 mars dans le **Washington Post** un véritable appel à la défense des virus. Cette professeure en médecine clinique à l'université de Californie rappelle que ceux-ci ne sont pas uniquement des générateurs de pandémie. La plupart d'entre eux sont bénins et certains peuvent même nous sauver la vie. Un nombre croissant d'études suggère l'importance des bactériophages – les virus qui attaquent les bactéries – dans la transplantation fécale (un traitement contre les diarrhées récurrentes et invalidantes), la lutte contre l'antibiorésistance, ou même la réponse immunitaire. D'où l'intérêt selon l'autrice de préserver notre virome, comme nous protégeons notre microbiome : éviter l'autoprescription d'antibiotiques, oublier les savons antibactériens, limiter les conservateurs dans l'alimentation et varier son alimentation. Paul Turner continue d'explorer les lacs, les forêts, les sources chaudes et les profondeurs de l'océan à la recherche de virus. Le “chasseur de bactériophages” estime que la plus forte diversité de phages se trouve dans les lieux qui abritent la plus grande diversité florale et faunique. En somme, la nature sauvage.



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com

“Anthropause” : quand la vie sauvage reprend ses droits. Pendant le confinement, les mouvements humains ont été ralentis et la vie sauvage a réinvesti plusieurs endroits du globe. Les scientifiques estiment que cette “pause” mondiale a offert une rare occasion d'étudier les conséquences des activités humaines sur les animaux. Une revue de presse à relire sur notre site.

trans- versales.

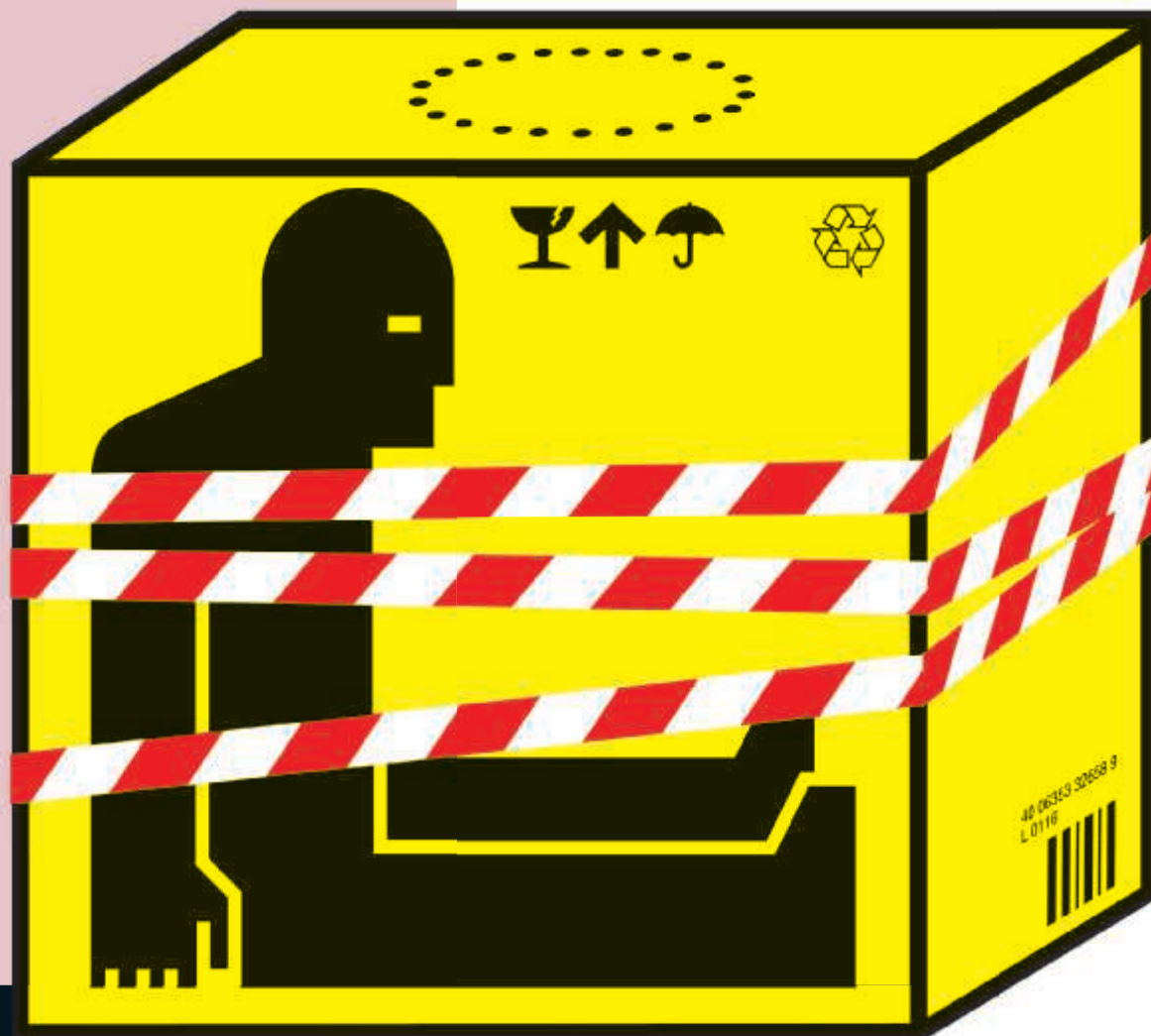
économie



↓ Dessin de Otto paru
dans Der Freitag, Berlin.

La machine à broyer de Coupang, l'Amazon coréen

E-commerce. Le leader sud-coréen du secteur affiche une réussite flamboyante, mais ses employés subissent des cadences infernales, calculées par des intelligences artificielles maison.



—South China Morning
Post (extraits) Hong Kong

Le 12 octobre 2020 à l'aube, Jang Deok-joon, 27 ans, rentre chez lui après son service de nuit chez Coupang, le géant sud-coréen de l'e-commerce, et saute sous la douche. Cela fait un peu plus d'un an qu'il travaille dans un entrepôt de l'entreprise à Daegu, dans le sud de la péninsule, et porte des caisses pleines de produits prêts à être expédiés à des centres de livraison. Voyant qu'il n'est pas sorti de la salle de bains après plus d'une heure et demie, son père ouvre la porte et le trouve inconscient dans la baignoire, les bras serrés sur sa poitrine. Jang est immédiatement admis à l'hôpital mais les médecins ne réussissent pas à le ranimer. À 9 h 9 du matin ce jour-là, il est déclaré mort. Le légiste conclut à une crise cardiaque.

Jang Deok-joon est le troisième employé de Coupang à être mort en 2020. De quoi s'interroger sur

la nature de la réussite de l'entreprise. Car Coupang a connu une ascension fulgurante. Devenue le troisième employeur du pays en quelques années à peine, elle dispose d'un immense réseau d'entrepôts, emploie 37 000 salariés et toute une flotte de chauffeurs livreurs, et a su utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour s'assurer une position dominante dans le secteur extrêmement compétitif du commerce électronique en Corée du Sud.

**De 2019 à 2020,
le nombre de
blessures et
pathologies a
presque doublé.**

Coupang est partout en Corée du Sud : l'application a été téléchargée par la moitié de la population et son service de livraison express Rocket Delivery – promettant que 99,3 % des commandes sont livrées en moins de vingt-quatre heures – lui a valu

la réputation d'être "plus performante encore qu'Amazon".

Son recours à l'IA pour raccourcir les délais de livraison est particulièrement frappant. L'entreprise fonctionne en effet avec des algorithmes propriétaires calculant absolument tout, de la manière la plus efficace d'empiler les colis dans les camions jusqu'aux itinéraires à suivre et l'ordre des livraisons. Dans les entrepôts, l'IA anticipe les commandes et calcule les délais de livraison pour les colis sortants. Ce qui permet à Coupang de s'engager à livrer en moins de vingt-quatre heures plusieurs millions de produits, qu'il s'agisse d'un masque de beauté ou d'un appareil photo.

Forte de ces innovations, Coupang se présente fièrement comme "l'avenir de l'e-commerce". C'est aussi la raison pour laquelle l'entreprise, récemment cotée au Nasdaq [aux États-Unis], a été valorisée 84 milliards de dollars [environ 71 milliards d'euros], un record depuis l'introduction en

Bourse du géant chinois Alibaba, en 2014.

Mais quels effets toutes ces innovations et cette quête d'efficacité sur les employés de l'entreprise ont-elles ?

Déshumanisés. Tout comme Jang Deok-joon, qui avait expliqué à sa mère que les travailleurs étaient traités comme des "objets jetables", plusieurs autres manutentionnaires et livreurs de Coupang ont fait les frais des innovations algorithmiques de l'entreprise et de leurs effets déshumanisants. Certains parlent de cadences de travail infernales imposées par la promesse de délais de livraison surhumains. D'autres se plaignent de pouvoir à peine aller aux toilettes pendant le travail.

En 2014, lorsque Coupang introduit son offre de livraison express, l'entreprise promettait des carrières stables et des intéressements supérieurs à la moyenne, y compris pour ses employés du bas de l'échelle.

Mais au fil du temps, il semblerait que les travailleurs aient été réduits à ce que le journaliste Kim Ha-young, spécialiste de l'emploi, décrit comme "les bras et les jambes de l'intelligence artificielle".

Ce n'est pas un hasard si une bonne partie des critiques sur Coupang font écho aux dénonciations des conditions de travail chez Amazon. Créé en 2010 comme une plateforme d'achat groupé sur le modèle de [l'américain] Groupon, Coupang a opté, en 2014, pour une intégration verticale afin de devenir "l'Amazon coréen". Ce faisant, le groupe se heurte aux mêmes problèmes que le mastodonte fondé par Jeff Bezos.

Rocket Delivery s'appuie sur la promesse que les algorithmes de Coupang sauront déterminer très exactement l'heure où un groupe de colis doit quitter l'entrepôt pour arriver à temps chez le client. Dans les entrepôts, les délais de livraison tournent sur un cycle de deux heures.

“J’ai compris, quand j’ai commencé à travailler là-bas, que la seule priorité était de respecter les délais des Rocket Delivery, explique Go Geon, un ancien manutentionnaire. On était juste des robots.” Go Geon a été placé en arrêt maladie en mai dernier, après un claquage à l’ischiojambier alors qu’il courait pour tenir un délai. Depuis, il a été licencié.

Tout comme Amazon, Coupang utilise l’unité par heure (UPH), un instrument de contrôle en temps réel de la productivité des travailleurs, qui lui permet de maintenir les cadences insoutenables de ses entrepôts. Alors qu’officiellement, les travailleurs ont droit à une heure de repos après chaque période de huit heures travaillées – le minimum légal –, un ancien chauffeur rapporte que la plupart des gens continuent à travailler pendant leur pause pour tenir leurs objectifs.

Dans un courrier électronique, un représentant de Coupang affirme que l’entreprise n’utilise plus l’UPH dans ses entrepôts. Ce que contredit toutefois un employé, pour qui certains responsables utilisent manifestement toujours cet instrument de mesure de la productivité. “Ils parlent rarement d’UPH maintenant, dit-il. Mais ils vous harcèlent toujours et vous reprochent d’être trop lent, très certainement sur la base d’informations concrètes et quantifiées.”

Pendant la pandémie, qui a été extrêmement profitable à Coupang, la liste des victimes de cette obsession de l’efficacité à tout prix s’est encore allongée. De 2019 à 2020, le nombre de blessures et de pathologies chez les employés de Coupang a presque doublé, avec 982 accidents. Depuis la crise cardiaque de Jang Deok-joon, trois autres employés sont morts de surmenage, selon les défenseurs des droits des travailleurs (il n’y a pas eu d’enquête officielle sur ces décès).

En dépit de l’inquiétude que suscitent ces morts, aucune n’a

Cascade d’ennuis

●●● La Commission coréenne du commerce équitable (KFTC) ouvre une enquête pour abus de position dominante contre Coupang, rapporte le **Financial Times**. Le groupe d’e-commerce de Séoul est accusé d’avoir manipulé ses algorithmes pour “prioriser ses produits par rapport à ceux de ses fournisseurs”. Les régulateurs sud-coréens “intensifient leur surveillance” des plateformes en ligne pour pratiques commerciales déloyales. En 2020, Naver,

premier portail Internet du pays, s’est vu infliger une amende de 27,7 milliards de wons (20,6 millions d’euros) pour avoir placé “son service au-dessus des autres” en falsifiant des algorithmes de recherche. C’est un nouveau “revers” pour Coupang, après les critiques dont l’entreprise fait l’objet pour ses conditions de travail et le boycott des consommateurs après sa gestion désastreuse d’un incendie qui a fait un mort et a détruit son plus grand centre logistique le 17 juin.

menacé d’enrayer la machine Coupang. Si l’entreprise ne fait pas appel à des sous-traitants et reste l’employeur direct de ses travailleurs, plusieurs sources indiquent que ces derniers sont recrutés au jour le jour, la veille au soir via une application baptisée Coupunch, ou avec des contrats temporaires, généralement de quelques mois.

Les contrats des travailleurs qui expriment des doléances, font état d’un accident du travail ou ne remplissent pas leurs objectifs de productivité ne sont pas renouvelés. L’entreprise soutient qu’elle “respecte toutes les obligations fixées par le code du travail sur les conditions de recrutement et de licenciement”, et que “le taux de renouvellement des contrats salariés est supérieur à 90 %”. Cependant, Coupang a déjà été jugée coupable d’avoir injustement licencié un employé qui avait déclaré un accident du travail.

Lessivé. “Ils vous font très clairement comprendre dès l’embauche que si vous causez le moindre problème, votre contrat ne sera pas renouvelé”, explique Jeon Woo-oak, un ancien manutentionnaire. La mère de Jang Deok-joon,

Park Mi-sook, se souvient qu’en tant que journalier qui candidait chaque soir sur l’application Coupunch, Jang s’inquiétait énormément de sa situation précaire. Il espérait toutefois se faire bien voir de sa hiérarchie et obtenir un poste permanent. Durant

“On était juste des robots.”

Go Geon,
LICENCIÉ APRÈS UN ARRÊT
MALADIE POUR CLAQUAGE

les mois ayant précédé sa mort, Jang a travaillé de 19 heures à 4 heures du matin et multiplié les heures supplémentaires, jusqu’à 59 sur une période de sept jours de travail consécutifs. Le tout pour un salaire de misère (environ 6,30 euros de l’heure [alors que le smic horaire brut est de 10,25 euros]). “Il était complètement lessivé à la fin de chaque service”, dit Park.

En 2019, quand Coupang élargit son offre de livraison pour le lendemain, garantissant une livraison à 7 heures du matin pour les commandes effectuées la veille au soir, les équipes de nuit de Daegu passent de trois à sept livraisons en moyenne,

indique un employé. Atteindre ces objectifs relève de la performance athlétique : sportif et robuste, Jang Deok-joon avait perdu 14 kilos depuis son entrée chez Coupang, en juin 2019. Selon sa mère, cet amaigrissement subit avait fait apparaître des rides sur son visage.

En février, la mort de Jang Deok-joon a officiellement été attribuée au surmenage. Le rapport gouvernemental souligne que son corps portait des marques de graves dommages musculaires. L’entreprise a présenté ses excuses et promis d’améliorer les conditions de travail de ses employés, notamment d’augmenter les contrôles médicaux.

Dans son e-mail, Coupang souligne que la mort de Jang Deok-joon est la seule officiellement liée à un surmenage dans l’histoire de l’entreprise. De récents investissements d’automatisation vont “augmenter l’efficacité et réduire la charge de travail des employés”, poursuit le porte-parole.

Les promesses de Coupang de gérer ses problèmes de main d’œuvre ont toutefois été éclipsées par la pandémie qui perdure. Avec la fermeture des commerces et les mesures de distanciation sociale, l’e-commerce a explosé partout dans le monde et pourrait enregistrer plus de 5 000 milliards de dollars [4 200 milliards d’euros] de ventes à l’échelle mondiale d’ici à la fin de l’année.

Dans son prospectus d’introduction en Bourse, Coupang reconnaissait le dilemme au cœur de son activité : rechercher “vitesse et fiabilité”, les deux piliers de son modèle économique, tout en limitant les coûts du travail, qui ont été multipliés par 14 entre 2014 et 2020. (Le service Rocket Delivery n’est toujours pas rentable pour l’entreprise.)

Chercheuse dans un institut de recherche sur les droits des travailleurs, Jang Kwi-yeon compare les entrepôts de Coupang, non à

ceux d’Amazon, mais aux tristement célèbres ateliers clandestins de la Corée des années 1970.

“Il faudrait revoir la totalité du système logistique, explique-t-elle. Le droit au repos et la santé des travailleurs devraient être posés comme conditions préalables, et ensuite seulement les algorithmes devraient être utilisés pour calculer les délais de livraison.”

Il est naturellement peu probable qu’une entreprise d’e-commerce dont l’existence dépend de la rapidité de ses opérations fasse le choix de ralentir. Pour rivaliser avec Coupang, ses compétiteurs [sud-coréens], comme le géant d’Internet Naver ou la chaîne de grands magasins Shinsegae, promettent des livraisons encore plus rapides – qui alourdiront probablement encore le fardeau de leurs employés. L’an dernier, plus d’une douzaine de livreurs sud-coréens sont morts au travail, dans des circonstances similaires au décès de Jang Deok-joon, soulignent leurs familles et les représentants syndicaux.

— **Max Kim**
Publié le 19 juin

SOURCE



SOUTH CHINA MORNING POST

Hong Kong, Chine
Quotidien, 100 000 ex.
scmp.com

Le grand quotidien de Hong Kong est depuis avril 2016 la propriété de Jack Ma (Ma Yun), patron du géant du commerce électronique chinois Alibaba. Le SCMP, en situation de monopole sur le marché des quotidiens anglophones dans l’ex-colonie britannique, assure un suivi factuel de l’actualité chinoise et hongkongaise très complet, malgré un glissement éditorial notable avec des pages d’opinion édulcorées.



PARIS 89 FM

DANIEL DESEQUELLE

CARREFOUR DE L'EUROPE

DIMANCHE 18H10



La radio mondiale en français
et 16 autres langues

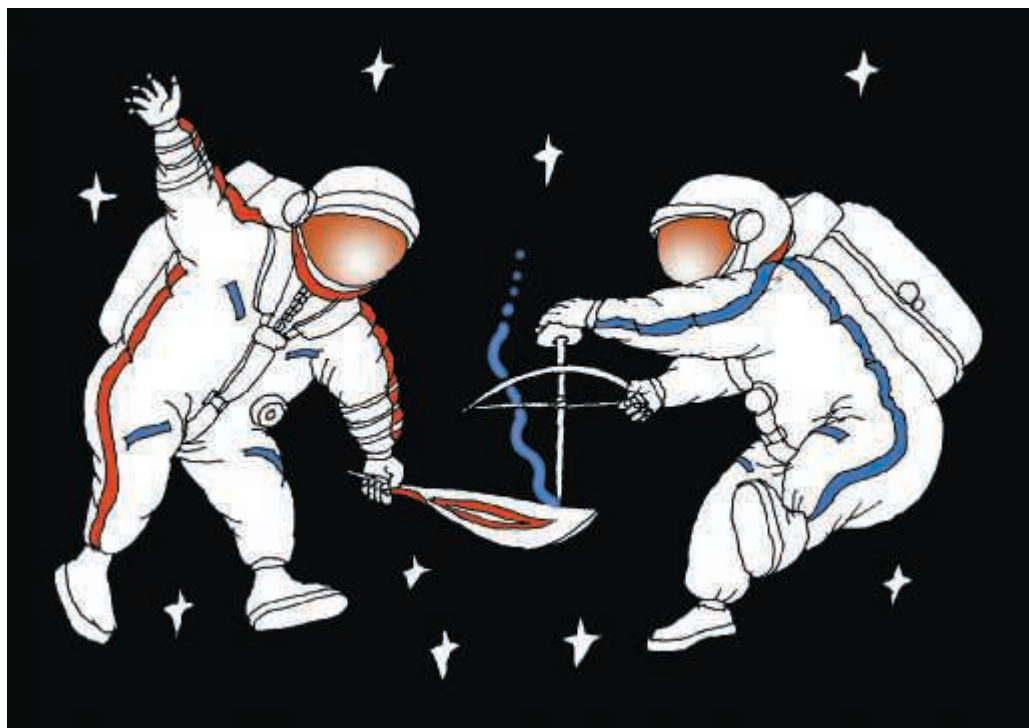


@CarrefourEurope



Chine et Russie s'élancent vers l'infini et au-delà

Géopolitique. Dans la course à l'espace, les deux puissances font désormais bloc pour rivaliser avec les États-Unis et leurs partenaires.



—The New York Times
New York

Il y a soixante-trois ans, l'Union soviétique mettait sur orbite le premier satellite. Près de quatre ans plus tard, elle envoyait le premier homme dans l'espace, Iouri Gagarine. Distancée par la Nasa dans la course à l'espace qui a suivi, l'URSS a fini par s'effondrer, mais cela n'a pas empêché la Russie de rester une puissance spatiale fiable, qui s'est associée aux États-Unis pour construire et faire fonctionner la Station spatiale internationale (ISS) au cours des vingt dernières années.

Aujourd'hui, l'avenir du programme spatial russe est lié à la nouvelle puissance spatiale qu'est la Chine. Après des années de promesses et de coopération relativement limitée, la Russie et la Chine ont commencé à dresser des plans ambitieux pour des missions qui concurrenceront directement les

projets des États-Unis et de leurs partenaires, donnant le signal d'une nouvelle course à l'espace qui s'annonce aussi acharnée que la première.

Alliance officielle. Les deux pays font équipe pour lancer un robot sur un astéroïde en 2024. Ils coordonnent une série de missions lunaires avec pour objectif l'installation d'une base de recherche permanente sur le pôle Sud de la Lune d'ici à 2030. La première de ces missions, l'envoi d'un vaisseau russe baptisé *Luna*, nom qui rappelle l'époque soviétique, doit débuter dès octobre, dans le but de localiser de la glace qui pourrait fournir de l'eau à de futurs vols habités.

«La Chine a un programme ambitieux, les moyens de le financer, et un plan», explique Alexandre Gabouïev, membre du Centre Carnegie de Moscou. La Russie, quant à elle, «a besoin d'un partenaire». Leur association

naissante est le reflet de la géopolitique du moment.

La Chine et la Russie se sont de plus en plus rapprochées sous la férule de leurs dirigeants actuels, Xi Jinping et Vladimir Poutine, effaçant des décennies de méfiance entre les deux pays pour forger une alliance redoutable, quoique officielle, contre ce qu'ils considèrent comme le comportement hégémonique des États-Unis. Le domaine de l'espace est devenu un prolongement naturel de ce réchauffement entre Moscou et Pékin, dont les relations sont de plus en plus tendues avec Washington.

Des responsables russes ont déjà prévenu que la Russie risquait de se retirer de l'ISS quand l'accord en cours avec ses partenaires

Avec la fin de l'ISS, la seule station spatiale habitée pourrait être chinoise.

arriverait à échéance, en 2024. Le lancement, l'an dernier, de la capsule habitée de SpaceX a par ailleurs mis fin au rôle exclusif des Russes, qui se chargeaient jusque-là de mettre les astronautes américains sur orbite. Moscou a évoqué diverses raisons, mais la politique semble avoir pesé dans la balance.

Au début du mois de juin, Dmitri Rogozine, le directeur de l'agence spatiale russe [Roscosmos], a annoncé que la Russie se retirerait si les États-Unis maintenaient les sanctions qui ont affecté le programme spatial russe [les entreprises Progress et TsNIIMash ont été accusées en décembre 2020 d'avoir des liens avec l'armée russe, ce qui a causé la pénurie de certains composants]. «La coopération russo-américaine autour de la station spatiale a été vantée comme le symbole de la capacité des deux pays à travailler ensemble même en période de tensions, mais ces dernières ont atteint un stade où tout est possible», commente Joan S. Johnson-Freese, professeure spécialiste de la sécurité nationale au Naval War College [une institution de recherche et d'enseignement de la marine américaine].

Si la Russie a une grande expérience de l'espace, elle a peiné à entretenir un programme suivi, car il a été grevé par l'obsolescence et la corruption et sevré de ressources par la stagnation économique. La Chine, relativement néophyte dans le domaine de l'exploration spatiale, s'est frayé un chemin en haut du classement des puissances spatiales en lançant des missions que la Russie et l'Union soviétique avant elle n'étaient pas parvenues à mener à bien, comme le déploiement d'un rover sur Mars au mois de mai.

Au printemps, Pékin a également mis sur orbite les premiers modules d'une station spatiale, vers laquelle il a envoyé trois astronautes le 17 juin. Avec la fin de l'ISS – prévue à l'origine en 2024, mais qui sera sans doute repoussée –, la Chine pourrait être le seul pays à disposer d'un avant-poste habité autour de la Terre.

La Chine, qui a envoyé ses premiers astronautes dans l'espace en 2003, n'a jamais été conviée à se joindre à l'ISS. Une loi adoptée par le Congrès américain en 2011 interdit virtuellement à la Nasa toute coopération avec l'agence

spatiale chinoise [CNSA] ou des entreprises qui y seraient affiliées, évoquant un risque d'espionnage.

Pékin affirme donc n'avoir eu d'autre choix que de développer ses propres capacités spatiales, bien que la Chine ait acheté de l'équipement aux Russes pour construire deux stations spatiales temporaires en 2011 et 2016. La troisième, baptisée *Tiangong*, ou «Palais céleste», devrait être achevée l'an prochain au bout de onze lancements. Elle est conçue pour rester au moins une dizaine d'années en orbite à partir de ce moment-là.

Duo historique. «Le long blocus étranger nous a contraints à innover indépendamment», a affirmé Yang Hong, un des concepteurs de *Tiangong*, à la télévision d'État chinoise en mai. Nous devons disposer de nos propres moyens. Nous ne pouvons pas toujours courir après les autres. La Chine s'est engagée à ouvrir sa station à des expériences et des astronautes étrangers, mais de par sa conception, elle restera une entreprise avant tout chinoise.

Moscou et Pékin n'ont pour l'heure pas indiqué qu'ils avaient des projets de collaboration à bord. «Nous tenons à faire de notre station spatiale une plateforme commune pour la recherche scientifique et technologique qui profitera aux peuples du monde entier», a assuré Hao Chun, directeur de l'agence spatiale chinoise chargée des vols habités, dans un entretien repris par les médias d'État.

La Russie et la Chine ont déjà collaboré dans l'espace par le passé. Les premiers astronautes chinois, ou «taïkonautes», portaient des combinaisons russes. Par la suite, la Chine a développé ses propres combinaisons, d'après un concept russe que l'on retrouve également dans certains des lanceurs chinois.

Quand les Chinois ont voulu envoyer un premier orbiteur [une sonde placée en orbite] autour de Mars, ils l'ont embarqué sur une mission russe qui visait Phobos, une des lunes de Mars. La fusée russe, victime d'un système informatique défectueux, était restée bloquée en orbite basse autour de la Terre avant de s'écraser [en 2012].

En coopérant aujourd'hui avec la Chine, la Russie a la possibilité de lancer des expéditions scientifiques ambitieuses qu'elle n'avait

↓ Dessin d'Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

pas pu réaliser après la chute de l'URSS, alors que le budget consacré à l'espace déclinait et que la corruption s'aggravait.

En avril, un mois après avoir annoncé leur projet de coopération sur une station lunaire, les deux pays ont fait savoir qu'ils s'associeraient pour envoyer en 2024 un robot sur un astéroïde du nom de Kamo'oalewa. Le véhicule spatial fera le tour de la Terre pour larguer un échantillon, puis utilisera la gravité de notre planète pour se propulser ensuite vers une comète.

"C'est un partenariat naturel, dit Gregory Kulacki, chef de projet Chine à l'Union of Concerned Scientists [un regroupement de scientifiques, d'analystes et d'experts en politique engagés]. Les Russes ont une grande expertise. Les Chinois ont les ressources pour financer les projets."

Moscou veut relancer le projet d'exploration lunaire soviétique.

Leurs relations sont en train de se resserrer, la Russie profitant maintenant des ambitions chinoises d'implantation d'une base destinée à faciliter de futures missions d'exploration et l'extraction de ressources naturelles. Ce qui a permis à Moscou de ressusciter le projet d'exploration lunaire soviétique, dont un programme de robots baptisé "Luna", commencé dans les années 1950.

D'après une présentation de Pei Zhaoyu, directeur adjoint de l'organisme chargé de l'exploration lunaire à l'agence spatiale chinoise, lors d'une conférence à Nankin en avril, les trois prochaines missions Luna de la Russie seront intégrées à la série de vaisseaux chinois *Chang'e*, qui portent le nom d'une déesse de la Lune dans la mythologie chinoise.

Luna 27 et *Chang'e 6*, par exemple, devraient forer la surface de notre satellite et rapporter des échantillons sur Terre – un exploit déjà accompli par les Chinois en décembre 2020 avec *Chang'e*, et trois fois par l'Union soviétique avec les alunisseurs *Luna* dans les années 1970. Dans une deuxième phase, entre 2026 et 2030, les missions *Chang'e 8* et *Luna 28* se poseront séparément avec les premiers composants de la nouvelle base. La première

des missions russes est prévue en octobre, bien que le programme spatial russe soit connu pour accumuler les retards.

La Chine espère que la station démontrera qu'il est possible d'exploiter des ressources en eau, en minerais et en énergie qui pourraient permettre la survie à court terme d'astronautes et servir de fondation à une exploration plus approfondie de l'espace. "Une base permanente offre des capacités de projection en matière de puissance et de symbole", estime Namrata Goswami, analyste indépendante, coautrice d'un nouveau livre sur l'exploration spatiale, *Scramble for the Skies* ("Ruée vers les cieux", non traduit en français).

La Nasa envisage aussi de renouer avec les missions habitées sur la Lune – et, un jour, d'envoyer des astronautes sur Mars – et elle a recruté des partenaires dans le cadre des accords Artemis, qui couvrent les activités spatiales, dont les opérations, les expériences et l'extraction de ressources naturelles. La Chine n'en est pas explicitement exclue, mais il est fort possible qu'elle ne les signe pas, compte tenu des restrictions imposées par les Américains à la coopération spatiale et de sa propre volonté de développer son programme national. Il est tout aussi improbable que la Russie les signe, sachant qu'elle s'est dorénavant tournée vers la Chine.

Car, conclut Joan S. Johnson-Freese, du Naval War College, "la Chine permet à la Russie de se maintenir dans le jeu de la conquête spatiale à un niveau bien supérieur que celui que l'économie russe serait capable de financer".

—Andrew E. Kramer et Steven Lee Myers

Publié le 15 juin

SOURCE

THE NEW YORK TIMES

New York

Quotidien

nytimes.com

Avec 1 600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger, 130 prix Pulitzer et quelque 5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est de loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée").



Quand nos pensées vagabondent

Neurosciences. Lors de nos rêves éveillés, c'est une région précise du cerveau qui entre en sommeil.

—Le Temps Lausanne

Nous avons tous fait cette expérience : quand nous devons accomplir une tâche simple, répétitive, ennuyeuse, notre esprit se met à vagabonder. Il erre d'une pensée à l'autre. Ce vagabondage de l'esprit est aussi nommé "rêverie éveillée". Parfois même, nous ne pensons à rien. Les experts parlent alors de "blanc de l'esprit", ou d'absence. Dans les deux cas, il s'agit d'un défaut d'attention.

"Comment expliquer ces dérives de notre pensée?" s'est interrogé Thomas Andrillon, [chercheur en neurosciences et] premier auteur d'une étude publiée le 29 juin dans la revue *Nature Communications* et réalisée à l'Université Monash de Melbourne (Australie). Ce questionnement faisait écho à une mésaventure personnelle : "Après ma thèse, j'ai entrepris un long périple en voiture avec ma femme. Nous avons eu un accident, sans gravité, alors que j'étais au volant et que je pensais à autre chose." Ainsi donc, le contrôle de notre attention nous échappe parfois. Pour quelle raison?

Pour le savoir, les auteurs ont testé 26 adultes en bonne santé et âgés en moyenne de 30 ans. Neuf images différentes défilaient sur un écran, au rythme d'une par seconde. Par exemple, huit visages à l'expression neutre, et un visage souriant. Les participants devaient appuyer sur un bouton pour chaque visage neutre et se retenir d'appuyer quand ils voyaient apparaître le visage souriant (une variante était réalisée avec des chiffres). Précision importante, aucun d'eux n'était en dette de sommeil.

Durant ce test, les chercheurs enregistraient l'activité électrique à la surface du cerveau des participants, au moyen de 64 électrodes réparties sur le cuir chevelu. Dans

le même temps, ils mesuraient en continu la dilatation des pupilles de chacun, un bon indice de l'état de vigilance. Le test comprenait six séquences de douze minutes, une durée assez longue pour induire une fatigue cérébrale. Toutes les minutes, les participants étaient interrompus. On leur demandait ce qu'ils avaient en tête à cet instant : étaient-ils concentrés sur la tâche? Pensaient-ils à autre chose? À rien?

Ondes lentes. Verdict : quand la pensée des participants vagabondait ou présentait un "blanc", mais aussi quand ils se disaient fatigués, qu'ils faisaient davantage d'erreurs et que leurs pupilles se rétractaient, leur cerveau montrait une signature typique de l'entrée dans le sommeil. Cette signature se manifeste par des "ondes lentes", traduisant une hyper-synchronisation du cerveau.

"Ces ondes lentes avaient déjà été observées durant l'éveil chez des personnes privées de sommeil. Mais ici, les participants ne manquaient pas de sommeil", souligne Thomas Andrillon. Dans les premières phases du sommeil normal, ces ondes lentes concernent tout le cerveau, ou du moins la majorité des aires cérébrales. Mais durant l'éveil, elles ne s'observent que dans certaines régions du cerveau. On peut considérer qu'il s'agit d'un "sommeil local".

Fait notable, la localisation cérébrale de ces ondes lentes varie selon le défaut d'attention. En cas de vagabondage de l'esprit, elles apparaissent à l'avant du cerveau, dans le cortex préfrontal. "Les participants se montraient alors impulsifs, en pressant le

bouton même quand ils n'étaient pas censés le faire." Non sans logique : le cortex préfrontal est impliqué dans le contrôle de nos comportements; il inhibe nos réactions inadéquates. S'il fatigue, il ne parvient plus à exercer cette inhibition.

En cas de blanc de l'esprit, en revanche, les ondes lentes apparaissent à l'arrière du cerveau. Elles s'accompagnent alors d'un ralentissement des réponses au test. Logique, là encore : ces régions postérieures du cerveau interviennent dans l'encodage des informations sensorielles. Quand elles fatiguent, nous sommes plus lents à réagir.

"Certains troubles du sommeil pourraient provenir de l'irruption de phases d'éveil dans diverses régions du cerveau. À l'inverse, certains troubles de la vigilance, durant l'éveil, résulteraient de l'intrusion d'ondes lentes dans différentes aires cérébrales", résume Thomas Andrillon. À l'Institut du cerveau, à Paris, le chercheur évalue l'intérêt d'une piste thérapeutique.

Pendant que les patients dorment, on leur présente des stimuli acoustiques synchronisés avec les ondes lentes de leur cerveau. "Ces stimuli augmentent l'amplitude des ondes lentes, et le sommeil est alors plus réparateur. Ce traitement pourrait limiter les défauts de vigilance diurne."

—Florence Rosier

Publié le 29 juin



Courrier international



Analyser

les points de vue de l'étranger
sur la France



Comprendre

l'actualité du monde



Débattre

des grandes questions
qui agitent le monde



Interpréter

les différents éclairages
sur l'histoire



Apprendre

en puisant dans les meilleures
sources d'information

9,90€
PAR MOIS
au lieu de
~~18,23 €*~~

**VOTRE
ABONNEMENT
COMPREND :**

1 an
(52 numéros)



l'accès au
site Internet
et au **Réveil
Courrier** sur
tous vos supports
numériques.



EN CADEAU

6 hors-séries
de **Courrier international**
si j'opte pour le prélèvement.



**Valeur
51€***

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

- ☐ **Oui, je profite de cette Offre liberté** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23 €*~~
et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

- ☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/auto2>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

Réduction
de plus de
45%**

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/12/2021 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

RCO21BA1602

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par Courrier international
Paiement récurrent
Fait à :
Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris



7 jours pour s'engager

L'ENTREPRISE DE LOGICIEL SALESFORCE PARTAGE SIX PROJETS SOLIDAIRES
MENÉS PAR SES SALARIÉS. CHACUN D'ENTRE EUX BÉNÉFICIE DE SEPT JOURS DE BÉNÉVOLAT
SOUS LA FORME DE CONGÉS : SEPT JOURS POUR AGIR ET FAIRE ÉVOLUER LA SOCIÉTÉ.

La RSE, vue d'ici et d'ailleurs

**LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (OU RSE)
EST UNE QUESTION QUI SE POSE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.
EXEMPLE AVEC SALESFORCE EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS.**

Aujourd'hui, les responsabilités d'un PDG ne s'arrêtent pas ou plus à la porte de son entreprise. « Les dirigeants ne peuvent plus se permettre de séparer leurs objectifs économiques des problématiques sociales qui les entourent », a d'ailleurs écrit dans son livre *Trailblazer* Marc Benioff, le fondateur de Salesforce. En effet, dès sa fondation à San Francisco en 1999, le géant américain a adopté une approche innovante de la philanthropie : le programme « 1-1-1 » devenu un modèle pour des milliers d'autres entreprises : 1 % du capital, 1 % des produits et 1 % du temps des salariés est donné à des projets philanthropiques.

La RSE repose donc sur trois piliers fondamentaux. Primo : social. Les objectifs sont divers : renforcer l'égalité des chances et la diversité, garantir l'hygiène et la sécurité sur

le lieu de travail, respecter les droits des travailleurs ou encore former le personnel... S'agissant de la formation, Salesforce parraine, depuis 2013, plus de 100 écoles dans le monde. Deuxième pilier : environnemental. Il s'agit d'utiliser de manière durable les ressources naturelles, réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi favoriser la diversité biologique...

De son côté, Salesforce a lancé le « Club tech » fédérant les entreprises tech de la capitale autour de ces questions et le Sustainability Cloud en janvier 2020 afin d'aider à atteindre la neutralité carbone. Enfin, troisième pilier : économique. Il s'agit de satisfaire et fidéliser les clients, assurer la qualité de service, mettre en place une tarification équitable, soutenir les fournisseurs locaux ou encore faire preuve de transparence auprès des investisseurs.

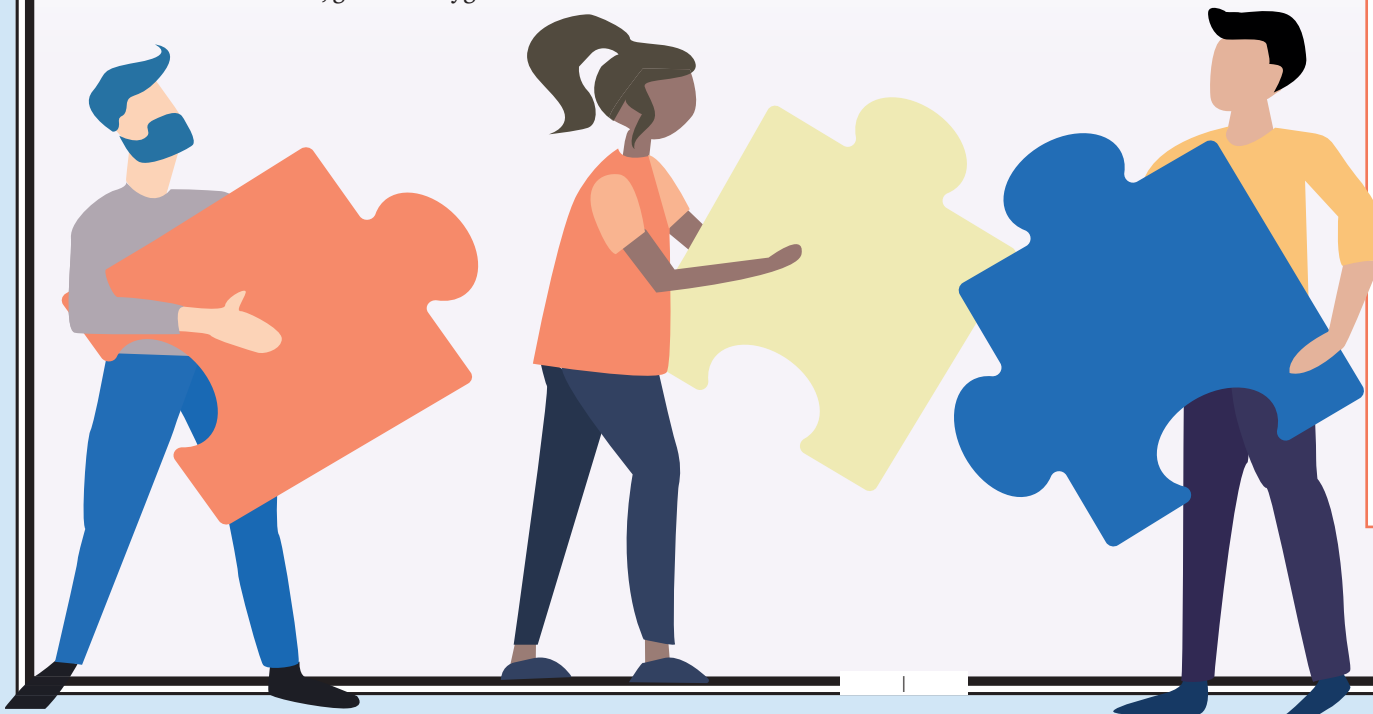
**LA PAROLE À
VÉRONIQUE
MARIMON,**
« Chief of Staff » de
Salesforce France

**Pourquoi les entreprises ont-elles
intérêt à s'impliquer dans les
grands enjeux de la société ?**

Premièrement pour satisfaire la demande du client. Avec la crise, les entreprises doivent vendre leurs produits de façon plus éthique. Notre conviction est que l'entreprise est porteuse du changement et que toutes les entreprises ont l'opportunité d'être actrice de ce changement. Depuis sa création en 1999, Salesforce est attaché à un ensemble de valeurs fondamentales et exemplaire en matière d'engagement social : la confiance, la réussite de ses clients, l'innovation et l'égalité.

**La RSE : un nouveau socle
de performance ?**

Selon une étude McKinsey, les entreprises qui misent sur une plus grande inclusion et davantage de pluralité ethnique, culturelle et de genre au sein de leurs équipes présentent de meilleures performances. Une autre étude, menée par la société de gestion Amundi, montre quant à elle que les entreprises cotées les plus engagées en matière de RSE offrent plus de garanties aux



investisseurs et surperforment en Bourse. Chez Salesforce, nous constatons définitivement un impact positif de notre modèle sur l'engagement et le bien-être des salariés à la recherche de sens.

Depuis la mise en œuvre du programme dit « One-One-One », quel est le bilan ?

Le modèle philanthropique 1-1-1 de Salesforce, qui s'applique à tous les salariés à travers le monde, a produit plus de 350 millions de dollars de dons et 5 millions d'heures de bénévolat. Aujourd'hui, plus de 2/3 de l'effectif total est impliqué. Salesforce fait des émules auprès de nombreuses entreprises pour qu'elles adoptent ce modèle d'engagement baptisé "Pledge 1 %". Plus de 9000 entreprises dans 100 pays se sont engagées sur ce modèle et ont donné plus d'un milliard de dollars en faveur de la philanthropie.



© STÉPHANE BAUDET-LAMBERT

1 DE PARIS À HONFLEUR EN KAYAK AU PROFIT DES RESTOS DU CŒUR

À l'approche de la quarantaine, Stéphane Baudet-Lambert décide de s'engager dans une cause à laquelle il est sensible. Il descend la Seine, de Paris à Honfleur en kayak, au profit des Restos du cœur.

Au départ, l'aventure se résume à un défi sportif pour franchir la quarantaine. Mais, un soir, le kayakiste passe devant la péniche des Restos du cœur qui arbore une affiche d'appel aux dons intitulée "À flot avec vous". C'est ainsi que l'association entre mon défi sportif personnel et les besoins de la Péniche du Cœur est née, raconte cet habitant d'Herblay-sur-Seine. Le périple devient alors une véritable opération solidaire avec la création d'une cagnotte en ligne.

Le 26 septembre dernier, le périple commence pour dix jours de traversée solitaire et en autosuffisance. Les conditions de navigation s'avèrent difficiles, la Seine se révolte et pour cause, la tempête Alex frappe l'Hexagone. "J'ai été confronté aux pires conditions météorologiques. Cela faisait partie de l'aventure et a montré que mon engagement était sincère et réel", raconte le kayakiste. À portée de main dans son kayak, l'ingénieur tend aux passants le long de la Seine des QR code redirigeant vers la page Facebook pour communiquer sur sa traversée au profit des Restos du cœur. Le rameur achève le 6 octobre ses 370 km sur le fleuve à la seule force de ses bras. "Aujourd'hui, plus de 400 internautes suivent la page et la cagnotte s'élève à 18850 euros qui au total valent 18850 repas", explique le kayakiste.

2 PROGRAMME P-TECH : DES LYCÉENS GUIDÉS VERS LE MONDE PROFESSIONNEL

Apprivoiser le monde de l'entreprise au sein même du lycée. C'est ce que propose le projet P-Tech, en partenariat avec l'entreprise de logiciels Salesforce, à 24 élèves d'une classe de seconde.

Depuis la rentrée scolaire, 24 élèves de seconde Systèmes numériques du lycée professionnel Gustave-Ferrié rencontrent des intervenants en plus de leurs professeurs. L'objectif ? Leur faire découvrir le monde du travail et adapter leur formation aux besoins des entreprises. Le programme P-Tech, lancé par IBM et Barak Obama en 2011, est un partenariat public-privé noué entre l'Éducation nationale et de grandes entreprises. Pendant cinq ans, chaque élève de cette classe sera accompagné par un salarié de Salesforce ou de BNP Paribas, copartenaire du projet. Au programme : sessions mensuelles de mentorat, ateliers soft skills, semaines d'immersion et interventions des salariés.

Une heure par mois, chaque mentor, dont Ronan Tallec, accompagne un élève vers le monde du travail. Lors de sa première session, l'élève qu'il accompagne lui explique vouloir travailler dans la robotique. Ronan Tallec propose un calendrier avec trois actions clés : établir une liste d'entreprises de ce domaine, échanger avec un professionnel de la robotique pour affiner cette liste, puis rédiger un CV et se préparer aux entretiens. "Il s'agit d'une occasion privilégiée pour sortir du cadre purement scolaire et familial. Ce ne sont pas des cours particuliers, mais des discussions qui apportent les bonnes attitudes professionnelles", précise l'ingénieur commercial.





3 SOS CRISE : UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE AU BOUT DU FIL

Depuis près d'un an, la plateforme gratuite, anonyme et sans attente SOS Crise permet à des médecins et professionnels du secteur social, tous bénévoles, de répondre aux angoisses causées par la crise sanitaire.

Pour rompre l'isolement social causé par la crise sanitaire et apporter un soutien psychologique, le Samusocial International, l'association Les Transmetteurs et l'entreprise de solutions cloud Salesforce ont conçu et mis en place une plateforme d'écoute téléphonique gratuite. Le 0 800 19 00 00 est lancé le 7 avril 2020 : cette ligne est ouverte 7 jours sur 7 de 9 heures à 21 heures. L'entreprise Salesforce a mis à disposition son produit de service client, Service Cloud, comme outil d'intégration téléphonique. En deux semaines le numéro était opérationnel et les appels étaient pris en charge.

Chaque bénévole répond, durant trois heures, à des personnes en détresse émotionnelle. Une fois par jour, les superviseurs organisent un débriefing pour discuter des appels et des difficultés techniques rencontrées. Maria Willait est régulatrice et superviseuse : "Aider les autres depuis chez soi est un réel avantage pour de nombreux bénévoles. Pendant toute la durée du confinement, les appels n'ont pas cessé. Tous les soirs de la semaine, après ma journée de travail, j'étais au téléphone de 18 heures à 21 heures. Aujourd'hui, je suis au bout du fil trois fois par semaine". Comment rendre visite à ses proches après un test positif au Covid-19 ? Que faire après la perte de son emploi ? Ce dispositif offre à chacun la possibilité d'obtenir des réponses pratiques et un soutien dans cette période difficile.

4 L'ÉCOLE KOURTRAJME SE DOTE D'UN NOUVEL OUTIL POUR RECRUTER SES ÉLÈVES ET GÉRER LEURS PROJETS

L'artiste autodidacte JR dirige depuis janvier 2020 la section Art et image à l'école Kourtrajmé. Les 12 étudiants intégrant cette section bénéficient d'une formation assurée par l'entreprise Salesforce.

Le réalisateur Ladj Ly fonde en 2018 l'école gratuite Kourtrajmé, sans condition de diplôme ni limite d'âge. Deux ans plus tard, l'artiste JR inaugure une nouvelle section, Art et image. Pour assurer une méthodologie qualitative, JR fait appel à l'entreprise de logiciels Salesforce. Cinq salariés de l'entreprise (Delphine Santerre Moreira,

Lena Perrier, Gabrielle Carel, Constance Carayon et Julien Raffin) donnent chacun, à titre gracieux, trois sessions d'une heure de formation à l'outil Quip.

"L'outil Quip permet de structurer un projet, d'échanger des idées, de mettre en commun des notes. Il s'agit d'un modèle à reprendre



© JR ET SECTION ART ET IMAGE ÉCOLE KOURTRAJME ; © BAPTISTE LIGNEL

5 LE REFETTORIO, UN RESTAURANT CULTUREL ET SOLIDAIRE POUR LES PLUS DÉMUNIS

Depuis deux ans, une quarantaine de restaurateurs cuisinent pour les plus démunis. Une initiative menée à la Madeleine avec le concours de l'artiste JR, des équipes de Salesforce et d'un millier de bénévoles.

Fondé par le chef italien Massimo Bottura, trois étoiles au Guide Michelin, le Refettorio offre chaque soir, dans la crypte de La Madeleine à Paris, des repas savoureux aux plus démunis. En cuisine, les ingrédients, qui proviennent de surplus alimentaire sont préparés par des chefs de renom. Le Refettorio n'est cependant pas qu'une cantine solidaire, c'est avant tout une œuvre culturelle imaginée par l'artiste JR.

Le décor, du sol au plafond et jusque dans le creux des assiettes, relève de l'art.

pour chaque activité à venir”, détaille Delphine Santerre Moreira, “senior service delivery manager”. Chaque groupe utilise l’outil pour un type de projet concret : présenter un artiste, réaliser un support de revue de presse, organiser un projet collaboratif ou préparer des masterclass. “Tous les étudiants ont rapidement pris leurs marques avec l’outil, ajoute Julien Raffin, “principal success manager B2B commerce”. Néanmoins, nous avons constaté que la formation était arrivée tard dans leur cursus. Pour pallier cette problématique, les étudiants de la deuxième promotion ont pu s’exercer dès les premières semaines de leur entrée à l’école.”



6 KONEXIO, DES FORMATIONS GRATUITES CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

L’association Konexio forme gratuitement au numérique les plus vulnérables. Des bénévoles, parmi lesquels Vincent Largilliere, “executive briefing strategist” au sein de Salesforce, les accompagnent pour qu’ils puissent s’intégrer professionnellement.

En France, 13 millions de personnes sont exclues du numérique. Pour lutter contre cette inégalité, l’association Konexio, créée en 2016, propose des formations techniques – des plus élémentaires aux plus avancées. Ces formations s’adressent aux réfugiés et aux jeunes en décrochage scolaire ou à tout autre public dit vulnérable ou exclu.

Konexio propose plusieurs types de formations. Leur point commun ? Un accompagnement professionnel ou une réorientation. C’est le cas du programme DigiTous qui est axé sur l’apprentissage du numérique



comme étape clé de l’intégration professionnelle. Il s’agit d’une formation intensive avec un accent sur les soft skills qui regroupent les compétences relationnelles et non techniques comme l’anticipation, la projection dans le temps, l’écoute ou encore l’empathie.

Après une découverte des principaux outils numériques et des soft skills nécessaires, les apprenants ont la possibilité de poursuivre le cursus vers une formation certifiante. Ainsi,

le programme DigitAll permet, par exemple, d’accéder au titre professionnel de développeur web ou de suivre une formation de technicien supérieur systèmes et réseaux, elle aussi certifiante. L’association Konexio propose également aux bénévoles de devenir le mentor d’un apprenant. Vincent Largilliere a accompagné un apprenant non francophone qui souhaitait trouver un stage. Ensemble, ils ont refait son CV, lui ont créé un profil LinkedIn et se sont entraînés aux entretiens d’embauche.

Côté pratique, les cartes d’accès, la plateforme d’accueil, les portails pour les bénévoles et les associations partenaires : tous ces outils sont fournis et mis en place par des employés de l’entreprise Salesforce, et ce bénévolement.

La notoriété de JR et du chef Massimo Bottura a attiré de nombreux bénévoles au Refettorio. Ceux de chez Salesforce ont, de leur côté, adapté les outils de gestion des bénévoles pour éviter une surcharge de travail aux équipes du Refettorio. “L’inscription et la gestion des créneaux

se faisaient par mail ou par téléphone. Nous avons mis en place un fichier avec l’ensemble des bénévoles, une plateforme web pour avoir accès à la liste des créneaux et s’inscrire. Aujourd’hui, chaque bénévole reçoit trois mails : une confirmation, un rappel et des remerciements.

Plusieurs milliers de bénévoles se sont inscrits sur la plateforme d’inscription, ce qui montre la résonance du Refettorio et le temps gagné grâce à cet outil”, détaille Yann Kervarec, “customer success manager” chez Salesforce.



© GWENNAELLE WIT

360



MAGAZINE

En verre et contre tous	• Architecture	 43
Sur la trace des baleiniers basques	• Voyage	... 44
Peindre à la lumière des torches ?	• Histoire	.. 46



AUX ÉTATS-UNIS, LA FUSION DU RAP ET DE LA POÉSIE

Une jeune génération d'artistes porte la symbiose entre les deux genres vers de nouveaux sommets. Biberonnée au hip-hop, férue de réseaux sociaux, elle poursuit des idéaux littéraires et politiques communs.

—T : *The New York Times Style Magazine* [extraits] New York

I'LL PROLLY DIE 'CAUSE THAT'S WHAT YOU DO WHEN YOU'RE SEVENTEEN

← La société américaine Colossal Media réalise des publicités murales peintes à la main. Ici, une affiche représentant le rappeur californien **Kendrick Lamar** pour le compte de la plateforme Spotify, affichée à New York, fin 2018. Photo George Etheredge/The New York Times

↑ Dread Scott, un artiste de Brooklyn, s'est inspiré des artistes cités dans l'article ci-contre pour composer des affiches typographiques. Il cite ici la chanson **FEAR**, ("Peur", 2017) de Kendrick Lamar : "Je vais sans doute mourir, parce que c'est ce qu'on fait, quand on a 17 ans."

© Dread Scott



SOURCE



T : THE NEW YORK TIMES MAGAZINE

New York, États-Unis
Mensuel

C'est la publication mensuelle consacrée à la mode, à la beauté, aux voyages et au design du *New York Times*, le principal journal des États-Unis. *T* a été lancé en 2004 et dispose de sa propre rédaction.

Latto, 22 ans, une rappeuse d'Atlanta, recueille sur son portable des bouts de paroles, des mots et des phrases qui lui passent par la tête ou qui lui sont venus lors de performances en ligne réalisées pendant la pandémie. L'un des mots qui revient le plus cette année est "pandémie" – rien d'étonnant à cela. Latto, elle, l'a utilisé deux fois [durant l'été 2020] : la première à l'occasion d'une session freestyle organisée par le magazine de hip-hop américain XXL pour accompagner la parution de son numéro consacré aux "10 rappeurs à suivre en 2020" ; la deuxième sur le premier morceau de son album *Queen of Da Souf*, qui a marqué ses débuts avec une grande maison de disques.

"*I just dropped a hundred on jewelry during a pandemic*" ["J'ai claqué 100 000 balles pour des bijoux en pleine pandémie"], rappe-t-elle. Fanfaronnade habituelle dans le rap, ici pour célébrer sa richesse nouvellement acquise. Mais se vanter d'avoir dépensé 100 000 dollars [environ 80 000 euros] pour une chaîne et une montre incrustées de diamants, tandis qu'une crise sanitaire fait rage dans le monde entier, peut paraître très arrogant, même si le rap encourage souvent l'égoïsme et la consommation ostentatoire. Latto en a conscience. Ce qui explique sans doute pourquoi elle ajoute : "*I donated, too, so don't mock me !*" ["J'ai fait des dons aussi, alors ne jugez pas !"]

Écoutez Latto, et vous comprendrez ce qu'elle entend dans le mot "pandémie". Pour son freestyle pour XXL, elle le rappe avec fluidité sur une instrumentale nonchalante, si bien que le mot semble prononcé à toute vitesse. Dans *Youngest N Richest* [où elle reprend le même vers sur l'achat de bijoux], elle le met encore plus en valeur, sur un rythme soutenu et un sample de violon rapide. Elle ne dit plus "pandémie" mais "PANdémie", déplaçant l'accent de sa position naturelle. Elle colore le mot de l'élocution traînante du Sud, elle y met un peu de son Atlanta natal. Mais elle fait aussi ce qui rapproche les rappeurs des poètes : elle travaille la langue. "*Le rap c'est de la poésie*, m'assure-t-elle. *La seule différence, c'est que nous, on travaille sur un beat.*"

De nombreux poètes partagent cet avis. Toutefois, une ligne de démarcation subsiste entre rap et poésie, justifiée par de vieux préjugés concernant ces deux formes d'expression : la poésie ne vit que sur le papier, le rap qu'avec la musique ; la poésie est subtile, le rap grossier ; la poésie est un art, le rap n'est qu'un divertissement. Tout ceci repose sur des *a priori* contre les jeunes, les pauvres, les Noirs et les métis, les autodidactes, les voix, parfois grossières, qui, en cinquante ans, ont exporté une tradition du sud du Bronx aux quatre coins du monde.

Or, aujourd'hui, une nouvelle génération d'artistes, rappeurs et poètes confondus, rapproche volontairement les deux genres. Ils piochent tous dans un même lexique, se servent des mêmes réseaux sociaux pour toucher leur public, et ce sont les mêmes problématiques économiques ou politiques qui les font réagir et créer. Les rappeurs, comme les poètes qui revendiquent leur affinité avec ces derniers, réhabilitent ainsi un ensemble de pratiques stylistiques largement délaissées par la poésie du xx^e siècle.

Ces outils formels très anciens, tels que les répétitions, les structures rythmiques fixes et surtout les rimes, fleurissent dans les chansons d'aujourd'hui, et particulièrement dans le rap.

Ce rapprochement du rap et de la poésie est autant une affaire de langue que d'être humains. Beaucoup d'artistes de ces deux genres qui sont devenus célèbres entre 2010 et 2020 ont grandi à l'âge d'or du hip-hop, c'est-à-dire entre le milieu des années 1980 et le début des années 1990. Les poètes Reginald Dwayne Betts et Kyle Dargan sont nés en 1980, la même année que [les rappeurs] T.I. et Gucci Mane. Le poète Saeed Jones et le rappeur J. Cole sont de 1985. Rupi Kaur, la poétesse vivante la plus vendue, est née en 1992, et a donc le même âge que [la rappeuse] Cardi B. Le hip-hop leur avait légué une riche culture dès l'équivalent du CP, bien avant qu'ils ne publient un seul texte. Les rappeurs des générations précédentes avaient remporté des victoires importantes dans le combat pour la légitimité artistique. Ils avaient prouvé que le rap pouvait être lucratif, et laissaient derrière eux un répertoire de musiques et de textes que la nouvelle génération a pu admirer, critiquer, reprendre ou rejeter.

Pendant ses quarante premières années, le rap s'est défini par des prouesses artistiques qui mettaient en valeur des aspects négligés par la poésie contemporaine sur papier, qu'il s'agisse de l'usage immodéré des allitérations de Gift of Gab sur le titre *Alphabet Aerobics* (1999) ou de la performance vocale protéiforme et révolutionnaire de Nicki Minaj sur le morceau *Monster* de Kanye West (2010). Ces dix dernières années, toutefois, ont remis en question et modifié l'esthétique du rap : le flow – le rythme créé par les mots et le débit vocal – est devenu plus mélodique et plus répétitif. Le rap, du moins dans sa version commerciale, est devenu moins narratif et moins complexe au niveau de la richesse des rimes et des métaphores qu'à l'époque de *Paid in Full* d'Eric B. & Rakim (1987), de *The Miseducation of Lauryn Hill* de Lauryn Hill (1998) ou du *Black Album* de Jay-Z (2003).

Il serait facile d'interpréter ce virage récent comme une baisse de qualité et de savoir-faire ; en réalité, cela démontre un désir de la part des artistes – et de leur public – de repenser les qualités poétiques et musicales du rap pour les faire résonner au mieux en ces temps tumultueux. Pop Smoke, ce rappeur de Brooklyn de 20 ans qui a été tué lors d'un cambriolage à Los Angeles début 2020, avait une voix de baryton qui chargeait même les mots les plus banals d'une puissance obsédante. Sur son tube de 2019 *Dior*, il multiplie les voyelles ouvertes, comme le long "o" du mot-titre, en accentuant la syllabe pour mettre en valeur le grondement de velours de sa voix. Lorsque la rappeuse Tierra Whack, 25 ans, de North Philadelphia, utilise le même mot dans sa chanson *Dora*, sortie en 2020, elle s'amuse à le faire rimer avec quantité d'autres mots. Dior résonne alors avec "door", "more", "Porsche", "of course", "horse", "floor", "adore".

Ce qui plaît tant à ces artistes chez Dior ce n'est pas seulement le luxe associé à la marque, mais la texture du mot sur la langue. Dans le rap contemporain, la sonorité prime sur le sens, et elle définit à la fois le rythme, les rimes et le tissu vocal.

La poésie connaît une évolution parallèle, qui débouche sur une sorte de renaissance. D'après l'enquête sur les pratiques culturelles menée par le National Endowment for the Arts, une agence fédérale qui œuvre pour la culture aux États-Unis, seuls 6,7 % des adultes en moyenne déclaraient avoir lu de la poésie durant l'année 2012. En 2017,

les chiffres avaient pratiquement doublé, et principalement chez les 18-24 ans, qui sont passés de 8,2 à 17,5 %. Ce grand retour de la poésie peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'influence de Twitter, Instagram et TikTok comme espaces d'expression et de promotion pour les artistes ; la prolifération d'éditeurs indépendants et de médias en ligne, qui publient des textes toujours plus variés ; ou l'attrait irrésistible du langage poétique en période de crise nationale, pour apaiser ou dénoncer.

Cette progression du lectorat va de pair avec l'augmentation du nombre d'auteurs. On a de nos jours des voix très différentes qui optent pour ce mode d'expression. "L'important, c'est l'accès, affirme la poétesse Morgan

↘ La rappeuse **Cardi B** lors de l'édition new-yorkaise du festival de beauté **Beautycon**, en avril 2019.

Photo Dolly Faibyshev/The New York Times

→ Pour cet autre visuel, Dread Scott a choisi un extrait de **WAP**, une ode au sexe féminin composée par Cardi B et interprétée avec Megan Thee Stallion. Difficile d'en restituer en français les jouissives envolées : "Sa moustache / Dans ma teucha / Ma mouille est sucrée / Il a du diabète / À force de me lécher." © Dread Scott



Parker. C'est juste que les gens ne savent pas qu'ils aiment la poésie." Elle se souvient du jour où elle a eu cette illumination. Elle s'est rendu compte que la poésie ne devait pas nécessairement ressembler à du Robert Frost [l'un des plus grands poètes américains du xx^e siècle]. Elle pouvait aussi utiliser des mots et un registre qui lui étaient familiers, à elle, une femme noire née en Californie du Sud en 1987. En 1944, William Carlos Williams, un poète contemporain de Frost, avait défini le poème comme "une grande ou une petite machine, faite de mots". Il affirmait donc que la précision de la forme primait sur la profondeur sémantique. Et d'ajouter : "Un texte en prose peut être chargé de matière mal définie, comme un navire. C'est la poésie qui donne vie à celle-ci, en la travaillant jusqu'à une concision parfaite."

L'économie du langage demeure aujourd'hui l'une des caractéristiques principales de la poésie. Le rap, au contraire, est généralement prolixe. Il repose en effet sur le principe rhétorique de la *copia* (abondance, en latin), qu'Érasme avait défini en 1512 comme une amplification du message grâce à des variations, des ornements et des jeux de mots. On comprend mieux comment le rap peut inciter des auteurs comme Morgan Parker à réfléchir à leur propre travail. D'après elle, les poèmes ne servent plus "uniquement à porter un joli toast lors d'un mariage. Désormais, une définition bien plus large de la poésie est admise dans la culture."

Toutefois, si l'on considère les fondements essentiels de la poésie et du rap, on se rend compte qu'ils reposent l'un comme l'autre sur un jeu entre répétitions et différences. La répétition consiste en accumulations (on martèle un son ou une idée jusqu'à ce qu'elle s'ancre vraiment dans l'esprit de l'auditeur) et en variations (certains éléments sont conservés et d'autres modifiés). La répétition occupe une place privilégiée dans la musique noire. On la retrouve dans les rythmes syncopés du jazz, les textes itératifs du blues, et les gémissements des chanteurs soul, qui acquièrent un sens parce qu'ils sont pris entre deux envolées vocales parfaitement maîtrisées.

Kendrick Lamar, né en 1987 à Compton [bastion californien du gangsta rap], partage ce goût pour la répétition. Dans son morceau *FEAR.*, issu de *DAMN.*, son quatrième album studio (2017), il bouleverse les critères d'après lesquels on juge habituellement la virtuosité d'un rappeur. Plutôt que d'étaler la fameuse richesse de son vocabulaire, il vise la concision. Il se répète beaucoup, mais colore les mots de nouvelles significations grâce à une technique qui rappelle les "refrains" des ballades médiévales, une pratique qui consistait à glisser une même formule dans des contextes différents.

"La répétition permet d'accentuer l'émotion sans que le poète ait besoin d'utiliser des termes trop explicites", affirme

HE GOT
A BEARD
WELL, I'M TRYNA
WET IT
I LET HIM
TASTE IT
NOW HE
DIABETIC

Kyle Dargan, un poète basé à Washington. Kendrick Lamar applique ce principe : dans le deuxième couplet de *FEAR.*, le rappeur commence toutes ses phrases, sauf deux, par *"I'll probably die"* [*"Je vais sans doute mourir"*] – ou quelque chose de similaire. Avec toutes ces répétitions en début de phrase, on oublie facilement ce qui manque à la fin : des rimes. Dans un art où la rime finale est la règle, réussir à faire oublier son absence constitue peut-être la plus grande des prouesses poétiques.

Dans leur quête personnelle de mots, de nombreux poètes se sont tournés vers le hip-hop. Nate Marshall, 31 ans, prodige slam de la scène du Chicago des années 2000, est tombé amoureux de ce langage en érucant des couplets de rap lors de battles avec des amis ou lors de compétitions. Le slam a beau n'être apparu que dans les années 1980 à Chicago, avant de se répandre dans le monde durant les années 1990 et le début des années 2000, il y a des millénaires que la poésie orale existe sous diverses formes sur tous les continents. Il s'agit en fait d'une forme de poésie destinée à être déclamée même quand elle est écrite.

Quand il était plus jeune, Nate Marshall considérait que ses textes n'étaient que de l'écrit. Ayant plusieurs livres à son actif, il lie désormais cette approche déclamatoire à ses publications : *"En tant que poète, on s'efforce de considérer sa page comme un lieu de représentation... J'essaie de remplir la mienne de manière à ce que, même en ne me voyant pas, on sache comment appréhender ma poésie."* La stratégie essentielle que Nate Marshall emprunte au hip-hop est le *sampling*. Cette technique, qui consiste à reprendre un enregistrement existant et à le remodeler, est au cœur du paysage sonore du rap. En littérature, elle correspondrait à l'allusion — une référence brève, implicite. Le *sampling* est né de cette culture afro-américaine qui nous a donné les *chitterlings* [plat d'abats typique de la *soul food*, la cuisine afro-américaine], le jazz et, oui, le hip-hop. L'écrivain Ralph Ellison [1914-1994] avait déclaré un jour que la langue des Noirs n'était pas seulement un dialecte parlé mais également *"un processus dynamique dans lequel les styles les plus raffinés du passé sont toujours intégrés aux improvisations que nous réalisons pour contrôler notre environnement et nous divertir."* Le hip-hop s'est toujours approprié ce qui était là, avant de le rejeter ou de l'imposer et d'en faire quelque chose de divertissant, voire de libérateur.

"D'abord on écoute le flow, puis les paroles", explique Latto. Elle commence souvent à écrire en marmonnant des sons et en les enregistrant sur son téléphone, elle cherche à capturer la cadence de ces syllabes incompréhensibles. Ensuite elle colle des mots sur ce *beat*. Mais elle commence toujours par le rythme car elle sait que c'est ce qui compte d'abord pour son public. *"Une fois qu'ils ont pris le flow, ils se mettent à vraiment écouter ce que je dis, et ils font genre : 'Oh, waouh !'"*

On retrouve ce type de flow dans les pages des poètes. Dans *Slave Grammar*, extrait de son dernier recueil *Finna* [sorti en 2020 et inédit en français], Nate Marshall emprunte au rythme du rap et exprime sur papier une arrogance qui rend certains vers mémorables : *"whole time i'm bending the language / like a bow every arrow is spinning itself / a new sharp tip. whole time / i'm writing this down its obsoleting / itself. whole time we talking we ain't got / no dictionary we guessing the spelling / we deciphering the phrases through / our slurs we slurring like we ain't sure until / we murmur a sure vow."* [*"Tout l'temps je bande la langue / comme un arc chaque flèche tourne sur elle-même / une nouvelle pointe*



↓ **Nate Marshall**, un jeune poète de Chicago, en 2019. Photo Whitten Sabbatini/The New York Times

← La troisième affiche typographique proposée par l'artiste Dread Scott pour accompagner l'article de T s'inspire d'un poème de Nate Marshall intitulé *Slave Grammar* ("Grammaire d'esclave", 2020) : "On se joue de leurs normes / on les piétine / et on fabrique une abolition / dans la diction."

© Dread Scott. Published by permission of Nate Marshall



acérée. Tout l'temps / à peine j'écris, c'est déjà dépassé / tant pis. Tout l'temps on parle / sans dictionnaire on devine l'orthographe / on déchiffre les expressions dans / les marmonnements qu'on marmonne comme si on savait pas trop jusqu'à / être sûr de murmurer un vœu sûr." Avec des comparaisons et des artifices sonores tels que l'assonance (la répétition non rimée de voyelles), Nate Marshall invite à se laisser porter, qu'on le veuille ou non.

Pour Khadijah Queen [une poétesse de Los Angeles] et d'autres poètes noirs, le hip-hop n'est cependant pas qu'une affaire de *beat* et de rime, mais quelque chose de plus profond. Entendre des voix afro-américaines parler avec leurs propres mots crée un refuge, en particulier en ces temps d'oppression de la communauté noire [et sur fond de la vague de mobilisation soulevée par les meurtres de Breonna Taylor et de George Floyd, entre autres]. "J'adore le hip-hop parce qu'il met systématiquement en avant la manière de parler des Noirs", explique-t-elle. "C'est un lieu où l'on peut être soi-même, sans avoir honte."

Percutantes et raffinées, puériles et profondes, il n'est pas étonnant que ce soit surtout les voix des femmes qui redéfinissent le rap et la poésie aujourd'hui. "On fait bien plus que rapper des paroles vulgaires, commente Latto. Il s'agit d'autonomiser les femmes. Elles ne sont pas obligées d'être soumises ni polies." L'été dernier, elle est apparue dans le clip de la chanson la plus controversée de l'année — WAP de Cardi B et Megan Thee Stallion, dont l'acronyme ne laisse rien paraître du contenu très sexuel des paroles [il renvoie pourtant à la formule "*wet-ass pussy*" ("*chatte bien mouillée*")]. Interviewée par le *Billboard magazine* pour son numéro consacré à la femme de l'année 2020, Cardi B a brillé par sa franchise. "J'aime la justice. J'aime travailler et créer, déclare-t-elle. Mais j'aime aussi faire plaisir à ma chatte."

Ce parti pris est particulièrement important pour les femmes noires, qui sont régulièrement réduites au silence dans les sphères à la fois privée et publique. "On apprend aux femmes noires à se taire en permanence, précise la poétesse Morgan Parker. Quand on donne de la voix, on considère souvent que l'on frime, et qu'il n'est pas besoin de nous écouter. [Ces artistes] bousculent tant de mœurs."

Rechercher l'authenticité : c'est un objectif que partagent aussi bien City Girls [un duo féminin de hip-hop]

que Rapsody, une parolière dont la technique compte parmi les plus sophistiquées, et qui est aussi l'un des artistes les plus engagés de la scène actuelle du hip-hop. "Authenticité" est un terme controversé : qui le définit et qui en dicte l'usage ? Malgré tout, il a longtemps occupé une place centrale dans la culture hip-hop. En 2017, Jericho Brown, 44 ans, lauréat du prix Pulitzer de poésie 2020, a dressé le portrait du rappeur Future dans [le magazine américain] *Flaunt*, et en a fait la promotion dans un tweet : "Les mots ne sont pas l'unique point commun entre le rappeur Future et moi. Poètes l'un comme l'autre, nous venons de l'authenticité."

Vendre de l'authenticité peut paraître cynique. Mais Jericho Brown exprime aussi une idée plus nuancée : le seul moyen pour les poètes et les rappeurs de communiquer leur authenticité au public est de faire appel à leur art. Ils doivent se construire à travers leurs mots et leur voix, à travers les méandres du langage figuré et l'artifice rigoureux des rythmes et des rimes. Paradoxalement, leur authenticité repose sur la vente d'un engagement intime à leurs lecteurs et auditeurs malgré l'inévitable distance qu'impose l'art.

Quant à Rapsody, 38 ans, l'authenticité la ramène chez elle, à Snow Hill, en Caroline du Nord. Comme elle a grandi à six heures d'Atlanta et à sept heures de New York, elle a autant été influencée par la richesse des basses du Sud que par la densité des textes des rappeurs new-yorkais. Adolescente, elle tenait un journal où elle transformait ses angoisses en poésie. Elle s'est mise au slam avant son entrée à l'université. Ce n'est que quelques années plus tard, en enregistrant ses deux premiers titres avec le fameux producteur américain 9th Wonder, qu'elle s'est initiée à la discipline stricte du hip-hop. "Pour rapper, il faut apprendre à se servir de ce qu'on aime faire avec les mots pour créer un flow, mettre l'accent sur certains mots et savoir quand respirer, comme si la voix était un instrument, explique-t-elle. Le rap c'est presque comme les maths... J'écris un truc, et selon que je veuille faire une rime ou une métaphore, je fais, genre : ça c'est la fin, ça c'est le début, comment je relie les deux ?"

La beauté du rap, comme celle de la poésie, c'est qu'il invite à l'expression. Le caractère le plus démocratique

du rap, c'est son lien étroit avec la parole et le fait qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'instruments coûteux ni de suivre des cours au conservatoire. Contrairement à d'autres musiques, le rap a donc pu voyager vers de larges horizons — une favela du Brésil, un camp de Cisjordanie, une salle de jeux du South Bronx. Quelqu'un a dit un jour qu'il ne fallait que deux platines et un micro pour faire du hip-hop, mais il faut bien moins que ça, en réalité. Le sens de la rime et du rythme suffit, peu importe la forme. Cela peut aller des percussions avec les phalanges sur la table de la cantine aux coups de caisse claire qui résonnent uniquement dans la tête de l'artiste se produisant a cappella.

Dans *Nina*, le premier titre de son album *Eve*, Rapsody s'arrête de rapper vers la moitié de la chanson. Alors que son dernier mot — "*survival*" ["survie"] — résonne dans le vide, une nouvelle voix apparaît. C'est celle de Reyna Biddy, 26 ans, une adepte du slam qui vit à Los Angeles. "Here's to the honey in you / To the bittersweet in me" ["À la santé du miel qui est en toi / Du doux-amer qui est en moi"], commence-t-elle en l'honneur de la dualité et de la différence, celle des individus et peut-être même celle des formes d'art. Son poème reprend le thème de la survie et de la transcendance, évoqué dans le couplet de Rapsody : "Trying and dying to breathe poetry to rise in the light of day" ["S'efforcer et brûler de vivre la poésie et s'élever vers la lumière du jour"], déclare-t-elle. Leur collaboration sur *Nina* harmonise les formes d'expression et fait ressortir leurs ressemblances, sans qu'elles paraissent identiques pour autant. Le monde a besoin d'elles deux. Ensemble, rap et poésie permettent de faire exactement une chose dont nous avons bien besoin : donner la parole aux personnes qu'on n'entend pas — et peut-être, un jour, nous réunir autour d'un groove commun.

—Adam Bradley
Publié le 4 mars

LA SEMAINE PROCHAINE
L'ESPAGNOL JOAN MANUEL
SERRAT CHANTE
UNE MÉDITERRANÉE INFINIE.

culture.



—Süddeutsche Zeitung (extraits)
Munich

Un bouleversement important dans la société peut toujours être résumé en un seul témoignage. Celui de Martin Lindsay est peut-être la meilleure illustration de la transition en cours dans le monde de l'architecture : le passage de l'ère moderne, qui ne jurait que par la lumière et voulait éclairer la terre entière comme sous des néons d'hôpital, à une reconquête progressive du royaume des ombres.

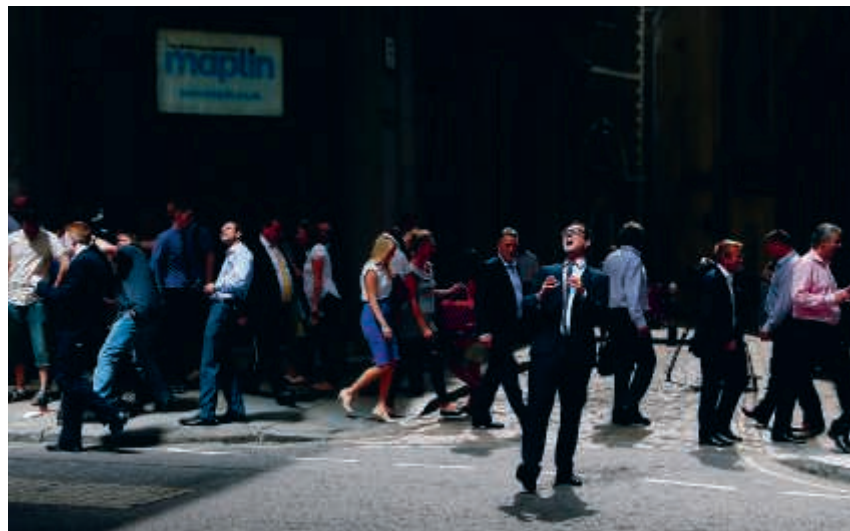
Il y a huit ans, cet homme d'affaires laisse sa Jaguar garée pendant deux heures devant un immeuble neuf, dans Fenchurch Street, à Londres. Situé tout près du pont de Londres, au bord de la Tamise, le bâtiment fait à peu près 160 mètres de haut. Comme bon nombre de tours de bureaux, il est tout en verre. Sur le toit, un jardin botanique a été aménagé. Au pied de l'immeuble se trouvent 422 emplacements pour vélos et, à l'intérieur, le bois utilisé est entièrement issu de forêts gérées durablement. La tour est alors pratiquement achevée, mais elle n'a pas encore ouvert.

Quand Martin Lindsay revient à sa voiture, certaines parties du véhicule ressemblent à "du beurre fondu", rapporte avec stupéfaction la Newsletter des ingénieurs allemands, qui n'est pourtant pas encline à l'exagération. En fait, la façade en verre incurvée de la tour concentre et réfléchit la lumière du soleil comme une loupe. La rue est donc barrée, les travaux mis en pause, et l'architecte Rafael Viñoly présente des excuses. Le bâtiment, qu'on surnommait le "Talkie-Walkie" à cause de sa forme, a été rebaptisé le "Walkie-Scorchie" par les Londoniens. *Scorch* signifie "brûler"...

Bien sûr, on a pu récupérer et réhabiliter cette méchante architecture pyromane en posant du film opaque et des stores aux fenêtres. Les premiers occupants arrivent au milieu de l'année 2014. Mais le mal est fait, un nouvel ennemi vient de faire son apparition : les constructions en verre, séparées des autres immeubles et donc moins bien isolées, ces grands cubes transparents.

Tous ceux qui connaissent un peu le jargon des agents immobiliers savent qu'il est pour l'heure impossible de vendre quoi que ce soit sans utiliser le mot "lumineux". Mais peut-être verra-t-on un jour des annonces vantant les mérites d'un appartement aussi sombre et humide qu'une cave, où jamais un rayon de soleil ne s'égare. Ce type de bien atteindra des prix déraisonnables, que seul un individu comme Vlad l'Empereur (en clair : le comte Dracula) pourra se payer.

Un siècle avant que ce dangereux bâtiment londonien ne soit construit, la modernité battait son plein et proposait une architecture à base d'acier et de béton, étroitement liée aux réalisations somme toute assez récentes de l'industrie du verre. L'écrivain et philosophe Paul Scheerbart [1863-1915]



En verre et contre tous

Ce matériau a permis de construire des immeubles lumineux. Mais le réchauffement climatique devrait nous amener à reconsidérer notre dédain de l'ombre et de la pénombre.

écrivait alors : "Le verre peut tout illuminer, utilisez-le sans délai." Quelques dizaines d'années auparavant, le Crystal Palace ["Palais de cristal"] était inauguré à Londres, phare d'une modernité merveilleuse. L'architecte Joseph Paxton avait imaginé, pour l'Exposition universelle de 1851, un bâtiment tout en fer et en verre, aux lignes très fines. C'est pratiquement l'ancêtre de cette obsession pour la lumière.

L'architecte Ludwig Mies van der Rohe [1886-1969] s'est d'ailleurs inspiré de Joseph Paxton en 1951, lorsqu'il a conçu la Farnsworth House, une résidence secondaire devenue légendaire, dans l'Illinois. En dessous, un plateau en suspens au-dessus du sol, aussi fin qu'une crêpe, au-dessus, un

toit aussi fin qu'un iPhone. Tout le reste est en verre. Edith Farnsworth, la propriétaire, d'abord enthousiaste, a plus tard exprimé sa fureur : "C'est comme s'il n'y avait pas de murs, on voit tout. Cette maison de verre et d'acier est tout bonnement inhabitable."

Ils se retrouvent au tribunal, exactement là où l'architecture de verre de New York est régulièrement convoquée depuis quelques années. Sur le banc des accusés : le verre en tant que matériau de construction. Bill de Blasio, le maire de New York, songe actuellement à interdire les tours en verre, car elles gaspillent trop d'énergie. "Les monuments qui nuisent à notre planète ne seront plus autorisés à New York", déclare-t-il.

Bill de Blasio n'a probablement jamais entendu parler du vitrage isolant moderne. Il y a longtemps qu'on est en mesure de protéger les bâtiments contre les rayons du soleil. Il se pourrait même qu'un jour ce type de façade ne soit plus nocif pour l'environnement, mais contribue au contraire à la transition énergétique. Il pourrait permettre de produire de l'électricité, et en même temps jouer un rôle de climatiseur. Cette technologie est néanmoins trop coûteuse actuellement. On paie donc aujourd'hui le fait d'avoir oublié, depuis des décennies, l'art si simple de créer des espaces ombragés. Avant-toits en porte-à-faux, maisons en rangs serrés, murs épais, végétation pour faire de l'ombre, eau, panneaux pour couvrir la façade, dispositifs pour capter le vent et le rediriger afin de

Le rêve de lumière naturelle à tous les étages peut virer au cauchemar.

rafraîchir une pièce. Il n'y a rien de nouveau là-dedans. Les pays chauds font depuis longtemps preuve de beaucoup d'inventivité lorsqu'il s'agit de se protéger de la boule de feu là-haut.

[La prime à la lumière] se comprend. Autrefois, le verre était très cher, et les fenêtres petites. Le Moyen Âge est une période sombre et froide de l'histoire. Le siècle des Lumières opte symboliquement pour des bâtiments plus ouverts, qui font entrer les rayons du soleil. Les cathédrales gothiques sont presque profanes : chaque espace est une prière au soleil. Le Bauhaus adopte à son tour la lumière. Les habitations d'antan, sombres et humides, dont Heinrich Zille [écrivain allemand, 1858-1929] disait qu'elles étaient "aussi mortelles qu'un coup de hache", deviennent des lieux lumineux et chauds.

Une proposition : en attendant que le verre le plus performant soit produit en masse, contentons-nous de concevoir des villes qui fassent la part belle à l'ombre, et de construire des bâtiments qui puissent résister au soleil. Jun'ichirō Tanizaki a publié, en 1933, un merveilleux essai intitulé *Louange de l'ombre* [réédité en français aux éditions Philippe Picquier, 2017]. Il y loue cet art très peu occidental de saisir l'essence du beau et la vérité de l'être à travers le jeu inlassable de l'ombre et de la lumière. L'une ne peut exister sans l'autre.

La bonne nouvelle, c'est que cela fait quelques jours [depuis le 21 juin] que les jours raccourcissent. La mauvaise, c'est que nos villes et nos maisons ne risquent pas d'être prêtes à affronter le réchauffement climatique de sitôt. Et maintenant, chers lecteurs, allons au soleil, à la liberté ! Ou peut-être préférez-vous l'ombre ?

—Gerhard Matzig
Publié le 27 juin

ARCHITECTURE

Sur la trace des chasseurs de baleines

Au large du Pays basque espagnol, c'est en 1901 qu'a été tuée la dernière baleine en chaloupe. Mais le souvenir de cette activité séculaire reste vivace et s'inscrit dans le paysage, raconte l'écrivain Gabi Martínez.

—El País (extraits) Madrid

Un train de marchandises file à flanc de colline au-dessus du port. Dans les bâtiments alentour, sept ouvriers s'affairent sur un échafaudage pendant que des grues portuaires soulèvent des conteneurs sur le pont de deux navires. Le soleil blafard et le ciel gris de nuages viennent parachever cette scène industrielle.

Dans la ville basque de Pasaia (appelée Pasajes en espagnol), on travaille en mer, mais aussi avec et pour elle. Une atmosphère dickensienne émane de cette localité du Guipúzcoa [l'une des provinces du Pays basque espagnol] qui cache en son sein un immense trésor. Pour accéder à celui-ci, il faut monter à bord d'une navette qui quitte le port pour jeter l'ancre dans un coude de l'embouchure, à la lisière de la pleine mer : ce trésor, ce sont les chantiers navals d'Albaola [aussi appelés Faktoria maritime basque, qui rassemblent un musée et des chantiers où sont construites des répliques de bateaux historiques, en reprenant les techniques artisanales d'époque].

Le site d'Albaola n'aurait pas vu le jour sans cette traînière du XIX^e siècle [une barque de pêche traditionnelle de la région de Cantabrie, voisine du Pays basque] que Xabier Agote a reproduite alors qu'il s'initiait à la charpenterie navale dans le Maine, aux États-Unis. C'est là-bas que l'étudiant [né en 1964 à Saint-Sébastien et actuel président d'Albaola] a appris comment les baleines avaient poussé les Basques à imaginer des embarcations qui allaient largement influencer la conception des bateaux dans le monde.

Des siècles durant, les Basques ont traqué ces bêtes qui s'aventuraient près de leurs côtes, tant et si bien que les baleines franches ont fini par recevoir le surnom de "baleines basques". Lorsqu'ils ont découvert que Terre-Neuve et la côte canadienne étaient de véritables viviers à cétacés, ils ont perfectionné leurs navires et ont envoyé des milliers de personnes pour les chasser et en extraire les produits dérivés, de la viande jusqu'à cette huile si précieuse issue du lard. D'après les historiens, les Basques ont été pendant des siècles les seuls à chasser la baleine. À tel point que le président américain Thomas Jefferson a déclaré : "Les Basques furent les premiers." Autrement dit, Moby Dick et le capitaine Achab n'étaient pas encore nés qu'ils étaient déjà là.

Hauts faits. On trouve d'autres traces de cette épopée dans le musée d'Albaola. Il est aussi possible de voir et d'acheter des jouets en forme de baleines, des esquisses, des dessins et maquettes d'embarcations, ainsi que des livres sur l'histoire maritime locale et les hauts faits des ingénieurs navals basques. Une place de choix est réservée à la une d'un *National Geographic* de 1985, sur la découverte des restes du *San Juan* qui avait sombré au large des côtes canadiennes de Red Bay, en 1565. Cette découverte a prouvé l'importance des baleiniers basques dans le monde et a marqué les débuts d'une série de recherches et de projets à l'origine de ce qui constitue aujourd'hui la Faktoria maritime basque. Dans le musée, une porte mène au hangar qui abrite ce qui sera la pièce maîtresse de la Faktoria : la reproduction encore inachevée du *San Juan*. Un colosse d'un autre temps qui a

commencé à prendre forme en 2013. Bien que la pandémie et d'autres impondérables aient retardé sa mise à l'eau, l'expert en patrimoine maritime Mikel Leoz estime qu'il sera "paré à naviguer" d'ici à 2022.

En temps normal, il est possible de rejoindre le quartier de San Juan par un

À Pasaia, on travaille en mer, mais aussi avec et pour elle.

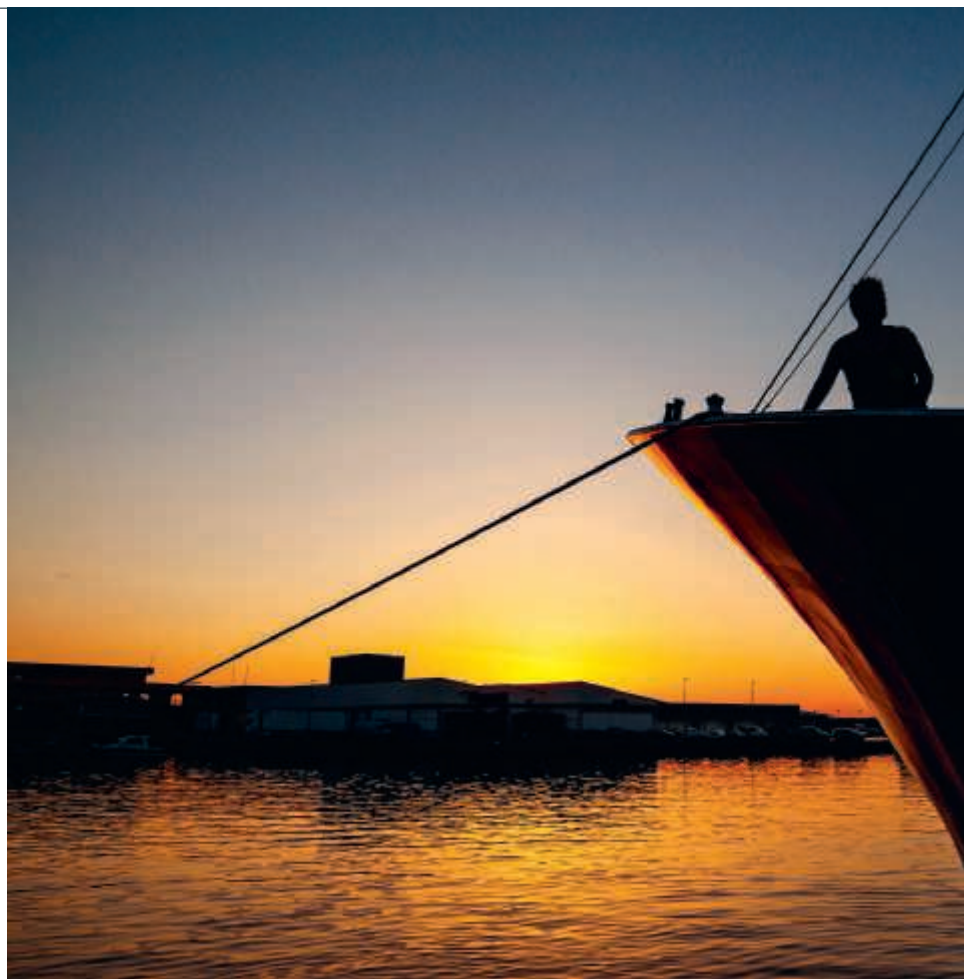
petit sentier côtier accroché au mont Uliá, mais il est temporairement fermé à cause d'éboulements. Jusqu'à nouvel ordre, le bateau est donc le seul moyen d'accéder au chantier naval. *La Motora* traverse en deux minutes et pour 80 centimes d'euros l'un des ports naturels parmi les mieux abrités de toute la mer Cantabrique, ralliant ainsi San Juan à San Pedro [le quartier où se trouve la Faktoria]. Ces deux quartiers de Pasaia sont d'anciens villages de pêcheurs et de marins, qui tiennent leurs noms de leurs églises paroissiales respectives.

La Motora est une petite embarcation verte à moteur. En réalité, il en existe deux, que quatre barreaux pilotent à tour de rôle. Tous des hommes. Pourtant, Txarli, dans la batellerie depuis dix ans, se souvient que cela a longtemps été un métier de femmes, car Pasaia se vidait de sa gent masculine de longs mois durant à cause de la pêche, notamment à la baleine. En face de la mer, la statue d'une batelière rend hommage à ces rameuses qui ont laissé leur place aux hommes quand le marché de la baleine s'est effondré en raison de la concurrence anglaise, islandaise et canadienne, et de

l'interdiction de naviguer dans certaines zones. Des milliers de pêcheurs sont alors restés sur le carreau.

Pasaia, du côté de San Juan, était un port où l'on dépeçait les cétacés. Dans la crique d'Alabortza, il y avait d'ailleurs une rampe aménagée à cette fin. La légende raconte que c'est là qu'a été découpé le cachalot qu'aurait pêché Franco. À l'aquarium de Saint-Sébastien, on trouve des photos de cette bête prétendument abattue par le dictateur [au pouvoir de 1936 à 1975] après "120 coups de carabine".

Oublions toute cette violence et embarquons [de nouveau] sur *La Motora*, de San Juan à San Pedro, comme les milliers de pèlerins qui suivent chaque année le chemin de Saint-Jacques par la côte, pour





Imiter les guetteurs de baleines en montant au sommet du mont Urgull ou bien du Jaizkibel, le point culminant de cette portion du littoral (545 mètres), est une manière de porter un autre regard sur les baleines. L'excursion est facile et offre des points de vue grandioses sur le golfe de Gascogne, où brillèrent jadis les dos lisses de mammifères géants. De là-haut, il est plus facile d'imaginer le processus de capture. Lorsqu'il repérait un cétacé, le guetteur envoyait des signaux de fumée, agitant un drapeau ou faisait sonner des cloches. Des dizaines de pêcheurs se ruaient alors dans leurs embarcations pour ramer jusqu'à l'endroit indiqué. Il arrivait que des chaloupes sardinières tombent par hasard sur la bête, auquel cas l'équipage donnait de la voix pour prévenir les autres. Comme il y avait toujours un harpon à bord, les sardinières se transformaient sur le champ en baleinières.

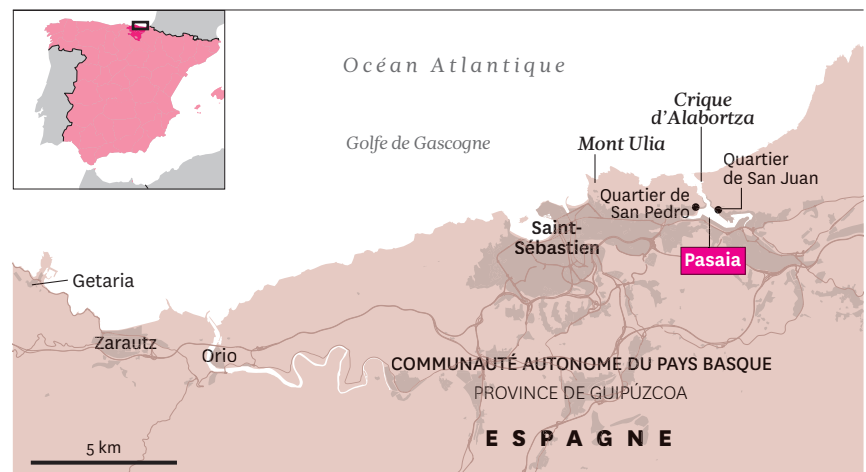
Commerce international. Une fois capturé, l'animal n'était pas consommé au Pays basque. La langue, un mets exquis, était envoyée aux familles de haute lignée. Alors que l'huile terminait son périple en France, la graisse finissait le sien aux quatre coins de l'Espagne, en Angleterre ou en Hollande. Avant l'essor de ce commerce international, lorsqu'on pêchait encore pour survivre, les morceaux les moins précieux étaient donnés aux gens dans le besoin, et les pêcheurs et leur confrérie se partageaient la viande et les fanons.

Quittons maintenant Saint-Sébastien pour rejoindre Orio, à 20 kilomètres de là, non sans remarquer au passage la place où est exposée la barque *Enara* ["l'hirondelle"] avec sa peinture de cétacé. Les bateaux sont amarrés au muret du fleuve, tels des chevaux du Far West. C'est ici qu'a été tuée la dernière baleine basque en chaloupe – le 14 mai 1901. Depuis, le village commémore ce moment tous les cinq ans à l'occasion d'une fête où les habitants reproduisent la scène à l'identique avec une fausse baleine. Pour se replonger dans la capture historique, il suffit de

Dans le golfe de Gascogne brillèrent jadis les dos lisses de mammifères géants.

descendre l'estuaire vers la mer. La plage de l'embouchure grouille souvent de surfeurs. C'est là qu'est apparue la baleine désorientée, et probablement blessée, que les pêcheurs d'Orio ont chassée. Ces derniers ayant oublié comment s'y prendre pour la tuer, ils ont lancé de la dynamite. Une méthode peu orthodoxe. Ils l'ont ensuite traînée le long du fleuve, mais, faute de s'entendre sur la répartition des morceaux, ils ont laissé l'animal pourrir.

← Le *Kaximirona* rentre au port de Getaria après une semaine de pêche.
↙ Squelette d'une baleine, à l'aquarium de Saint-Sébastien. Photos Gema Arrugaeta



L'épisode, dépourvu de ces détails sordides, a inspiré au prêtre Orbegozo un poème qui a été mis en chanson. Remis au goût du jour par le chanteur, compositeur et interprète d'Orio, Benito Lertxundi, il est devenu une sorte d'hymne des pêcheurs bien au-delà des frontières du village. Les paroles de *Balearen bertsoak* [littéralement, "Des Vers sur la baleine"] sont souvent encadrées dans les restaurants, les établissements publics, et même sur des places comme celle qui se tient derrière le centre culturel, pour accompagner une composition murale géante en céramique qui représente l'événement. À côté, les portraits des cinq capitaines qui barraient les fameuses traînières décorent la porte de l'association Balea ["La Baleine"]. En 2021, "*la dernière baleine*" a d'ailleurs fêté ses 120 ans. Comme le nombre de balles qu'aurait tirées Franco sur l'une d'entre elles.

Orio est un village en pente, mais les façades incroyablement bien conservées des demeures d'anciens armateurs et riches commerçants, de styles baroque et Renaissance, font presque oublier l'effort de la montée. D'autant que les créations de l'artiste Jorge Oteiza, originaire de la ville, embellissent le paysage. Les jours de vent, c'est comme s'il pleuvait à torrents sur la route qui borde la mer en direction de Getaria. L'eau s'invite sur le bitume et accentue le spectacle épique des bateaux de pêcheurs sur le mouillage. Un côté du port est délimité par une montagne et un promontoire, qui se confondent jusqu'à former une silhouette animale. Certains y voient un rongeur. D'où son surnom de "souris de Getaria", qui a fait dire à Jorge Oteiza : "*Personne ne peut se fier à un peuple qui confond une souris avec une baleine.*"

Bosse de cétacé ou dos de rongeur, l'endroit accueillait en tout cas un guetteur, du 1^{er} novembre au 15 mars de chaque année, pour donner une longueur d'avance aux pêcheurs du village sur leurs rivaux des communes environnantes, et en particulier Zarautz, avec qui la concurrence était féroce. Des vestiges de la tour de guet persistent aux abords du phare. C'est aussi là

que se trouvait, avant que l'armée napoléonienne ne la détruise, la chapelle de San Antón, qui a donné son nom à la montagne.

Évidemment, l'Église a profité de la peur mythique qu'inspiraient les baleines pour exiger des pêcheurs un impôt en échange de la protection divine. Ainsi, alors que "*le véritable propriétaire de la baleine chassée était le roi, qui exigeait une partie des bénéfices au nom de la lutte pour la foi*", et que la ville de Getaria lui remettait la moitié de chaque bête, les pêcheurs, qui se croyaient protégés par la Providence, étaient également redevables à l'Église. Du moins jusqu'à ce qu'ils s'y refusent, en 1474.

Sortis plus forts de cette bataille contre l'injustice, les habitants de Getaria ont su préserver leur incroyable flotte et leur patrimoine de pêcheurs, qu'ils célèbrent autour de *zuritos* [petits verres de bière] et de *txakolis* [vin blanc légèrement pétillant du Pays basque] dans les bars ou les restaurants des miradors. Néanmoins, impossible pour les villages du coin de rester fidèles à leurs blasons d'antan : si la bannière de Mutriku arbore une baleine, l'emblème actuel n'est autre que le maquereau. Les codes évoluent, aussi la Confrérie des pêcheurs de Fontarrabie [une autre commune des environs] n'affiche-t-elle plus son blason sur ses produits pour ne pas imposer la vue d'une baleine harponnée.

Dans les *ikastola*, les enseignants sensibilisent les élèves à l'importance de la baleine dans l'histoire du Pays basque, et leur apprennent même à ramer. Bref, pour percer tous les mystères de cet héritage, la meilleure solution est peut-être de frapper à la porte d'une école basque.

— **Gabi Martínez**
Publié le 2 avril

L'auteur

Gabi Martínez (Madrid, 1981) est un grand nom de la littérature espagnole contemporaine. Fêré de voyage, il est aussi scénariste et journaliste. Plusieurs de ses ouvrages ont été traduits en français. En août doit paraître *Animaux invisibles* (éd. Le Pommier).

histoire.

Comment peindre à la lumière des torches ?

Paléolithique — Espagne.

Une équipe de chercheurs en archéologie expérimentale a reproduit les conditions de création des tout premiers peintres. Un véritable défi logistique.



— El País Madrid

La première fois qu'il s'est aventuré dans une grotte à la seule lumière d'une torche, l'archéologue Diego Garate a mesuré tout le défi technique qu'avait dû être celui des artistes de la préhistoire. *"J'avais beaucoup de mal à avancer à l'intérieur de la grotte, moi qui m'étais habitué à les voir éclairées par des spots hyperpuissants. Avec une torche, on voit tout en rouge. Il n'y a pas de spectre des couleurs, tout est dans la gamme des rouges."* Ce test simple fait partie d'une série d'expérimentations imaginées pour mieux comprendre l'art rupestre : car pour appréhender les motivations des artistes, il faut aussi connaître leurs difficultés logistiques.

"Pour ces productions artistiques, les hommes préhistoriques ont mis en œuvre des chaînes logistiques complexes, et c'est ce qui nous intéresse : ils ont mobilisé des connaissances en spéléologie, des techniques d'éclairage, un savoir sur le milieu souterrain. Tout cela représente un investissement en temps et en hommes assez coûteux pour le groupe", explique l'archéologue, directeur du projet Before Art, qui s'est donc notamment penché sur l'éclairage utilisé par les peintres rupestres.

"C'est une lumière vivante, dynamique et en perpétuel changement. Les flammes de la torche dansent, et c'est une dimension dont nous n'avions pas compris toute l'importance," poursuit Diego Garate, qui travaille à l'université de Cantabrie. *"Je n'avais pas mesuré à quel point l'éclairage du moment conditionne l'observation par l'artiste de son travail, dans une gamme de rouges très limitée. On se demande comment ils pouvaient essayer d'autres couleurs."* Cette vision sur l'art est la grande révélation de ce travail, confirme María Ángeles Medina, de l'université de Cordoue, car on sait désormais que les conditions d'éclairage favorisaient la perception des couleurs ayant une grande longueur d'onde, comme le rouge et l'orange : *"En fait, le*

spectacle visuel le plus fort dans une grotte ainsi éclairée, bien plus que la perception des couleurs, c'est le jeu des ombres."

Les chercheurs se sont fondés sur les procédés de l'archéologie expérimentale : ils ont eu recours aux techniques propres à l'époque et au milieu concernés, puis ils ont effectué des mesures de lumière qui ont été intégrées à des programmes informatiques de modélisation des grottes. Les archéologues tiennent par ailleurs un registre des vestiges d'outils d'éclairage mis au jour dans des grottes peintes, comme celle d'Atxurra, située sur la commune de Lekeitio, au Pays basque [espagnol]. Un demi-millier de petits morceaux de charbon laissés par les torches (*"comme les petites miettes de pain dans Hansel et Gretel !"*) s'amuse María Ángeles Medina), trois restes de feu, et une lampe [à huile] sculptée dans le grès, telle était la base de travail des archéologues.

"Le spectacle visuel le plus fort dans une grotte ainsi éclairée, c'est le jeu des ombres."

Diego Garate, ARCHÉOLOGUE

Il leur fallut apprendre à fabriquer des torches et des lampes avec les matériaux du paléolithique, avant de les utiliser dans une grotte semblable à celle d'Atxurra, mais dépourvue de vestiges archéologiques que la fumée et les flammes auraient pu endommager. Les archéologues ont ainsi confectionné des torches formées de branches nouées dans leur partie supérieure par des lianes, ce qui permet à la flamme d'être bien alimentée en oxygène et de se raviver avec les mouvements de son porteur. Selon l'humidité du bois, notamment, la torche restait enflammée de vingt à soixante minutes.

"C'est la première fois qu'on analyse ainsi ces vestiges, et les informations qu'ils donnent sont riches", se félicite María Ángeles Medina à propos de

cette étude qu'elle a publiée avec Diego Garate et d'autres dans la revue PLOS, dans le cadre de sa thèse de doctorat. Leur conclusion ? Les torches végétales et les lampes à graisse animale sont la combinaison idéale : les premières sont parfaites pour se déplacer dans la grotte, avec leur éclairage multidirectionnel, tandis que les secondes, qui durent plus longtemps et émettent moins de fumée que les torches et les feux, permettent de rester plus longtemps dans un espace clos et mal ventilé. *"On ne va pas dans une caverne avec ces torches qui crachent de la fumée, ou bien on y reste",* résume Diego Garate. Les lampes ont cependant l'inconvénient de moins bien éclairer.

Ces facteurs, ainsi que les conditions propres à chaque grotte, permettent d'imaginer ce que vivaient ces artistes qui, à Atxurra par exemple, devaient marcher jusqu'à trente-huit minutes sous terre avant d'atteindre la paroi où ils exerçaient leur art. *"Ils devaient apporter des torches de rechange, 2 kilos de bois, du combustible... Tout cela a un coût, économique et social aussi. Nous voulons pouvoir estimer le plus précisément possible cet effort, car c'est essentiel pour comprendre la place de l'art dans ces sociétés",* explique María Ángeles Medina.

Pour Diego Garate, cette approche expérimentale crée un cadre scientifique inédit dans l'étude traditionnelle de l'art paléolithique, qui s'est longtemps cantonnée à une histoire de l'art analysant les qualités esthétiques et techniques des figures peintes. *"On est loin de l'image poussiéreuse de l'artiste préhistorique planté devant sa paroi à attendre l'inspiration, plaisante le chercheur. Les auteurs de ces œuvres pariétales se mettaient en quatre pour aller peindre dans des endroits dangereux parce que telle était leur envie. L'investissement logistique est la preuve de la prise de risque et de l'effort que cela représentait."*

— Javier Salas
Publié le 16 juin

➤ Des bisons peints vers 12 000 av. J.-C. (paléolithique supérieur) sur une paroi de la grotte d'Altamira (nord de l'Espagne).

Photo Akg-images/
Bildarchiv Steffens

LE FESTIVAL
DU
Monde

PARIS. NEW YORK. MONTRÉAL.

DÉBATS · SPECTACLES
ATELIERS · PROJECTIONS

du 24 au 26 septembre

Programme & Inscriptions : FESTIVAL.LEMONDE.FR

2021 →

LE MONDE AUDITORIUM
BNF → Mk2 Bibliothèque

DESPERADOS VIRGIN 0,0% ALC.



SERVICEPLAN H-Entreprise RCS Nanterre 414842062

Desperados Virgin 0,0 est une bière sans alcool (0,0% vol.) aromatisée agrumes & zestes de citron.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.